



Numéro de revue

2008

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

L'Angola dans la guerre. Autoritarisme et reconversions

Peclard, Didier (guest ed.)

How to cite

L'Angola dans la guerre. Autoritarisme et reconversions. In: Politique africaine, 2008, n° 110, p. 5–121.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:109423>

N° 110 - JUIN 2008

TRIMESTRIEL

POLITIQUE AFRICAINE

*L'Angola dans la paix.
Autoritarisme et reconversions*

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris



SciencesPo.

CERI / CNRS

Centre d'études et de recherches internationales



CENTRE D'ÉTUDE
D'AFRIQUE NOIRE



CEMAf
CENTRE D'ÉTUDES
DES MONDES AFRICAINS

POLITIQUE AFRICAINE

RÉDACTION

Centre d'étude d'Afrique noire - Institut d'études politiques de Bordeaux
Domaine universitaire

11, allée Ausone - 33607 Pessac cedex

Tél. : 05 56 84 82 28 Fax : 05 56 84 68 44

e-mail politique-africaine@sciencespobordeaux.fr

site Internet www.politique-africaine.com

La Revue des livres continue d'être éditée au secrétariat parisien de la revue.
Les livres pour compte rendu doivent être envoyés à l'adresse suivante :
Politique africaine, CEMAf, 9 rue Malher, 75004 Paris.

Directeur de la publication Richard Banégas

Rédacteur en chef Vincent Foucher

Rédactrice en chef adjointe Christine Deslaurier

Comité de lecture Francis Akindès, Pierre-Antoine Braud, Myriam Catusse, Dominique Malaquais, Julien Meimon, Kathryn Nwajaku, Thomas Osmond, Didier Péclard, Marie-Emmanuelle Pommerolle

Rédaction Tarik Dahou, Jean-Hervé Jézéquel, Frédéric Le Marcis, Sandrine Perrot

Secrétaires de rédaction Marie-Françoise Palueau, Jacqueline Vivès

Assistante de rédaction Sylvie Causse-Fowler

La revue POLITIQUE AFRICAINE est publiée par l'Association des chercheurs de politique africaine (président Richard Banégas ; trésorière Céline Thiriot). Avec le soutien du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri, Fondation nationale des Sciences politiques), du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN, IEP de Bordeaux), du Cemaf «Centre d'étude des mondes africains» (CNRS, Université Paris 1, Université de Provence, EPHE) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Avec le concours du Centre national de la recherche scientifique et du Centre national du livre.

POLITIQUE AFRICAINE est une revue à comité de lecture. Elle évalue aussi les textes rédigés en anglais, en espagnol et en portugais. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont confiés et se réserve le droit de modifier les articles pour des raisons éditoriales.

ÉDITION, VENTES ET ABONNEMENTS

Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Tél. : 01 43 31 15 59 Fax : 01 45 35 27 05

e-mail karthala@wanadoo.fr site Internet www.karthala.com

Bulletin d'abonnement et bon de commande en fin d'ouvrage

Prix au numéro : 19 €

Commission paritaire n° 0509 T 84879

© Éditions KARTHALA, 2008

Conception graphique Ghislaine Garcin

■ LE DOSSIER

L'Angola dans la paix. Autoritarisme et reconversions

- 5 **LES CHEMINS DE LA « RECONVERSION AUTORITAIRE » EN ANGOLA**
Didier Péclard
- 21 **DU PALAIS AUX BANQUES : LA REPRODUCTION ÉLARGIE DU CAPITAL
INDIGÈNE EN ANGOLA**
Olivier Vallée
- 47 **L'UNITA À LA RECHERCHE DE « SON PEUPLE ». CARNETS D'UNE NON-
CAMPAGNE SUR LE PLANALTO**
Justin Pearce
- 65 **ENTRE ÉCONOMIE RENTIÈRE ET VIOLENCE POLITICO-MILITAIRE :
LA QUESTION CABINDAISE ET LE PROCESSUS DE PAIX ANGOLAIS**
Jean-Michel Mabeko-Tali
- 84 **LA GUERRE DANS LA PAIX. ETHNICITÉ ET ANGOLANITÉ DANS L'ÉGLISE
KIMBANGUISTE DE LUANDA**
Ramon Sarró, Ruy Blanes et Fátima Viegas
- 102 **AU-DELÀ DU PÉTRO-MILITARISME : LA STRATÉGIE EXTÉRIEURE
ANGOLAISE D'APRÈS-GUERRE**
Philippe Le Billon, Alex Vines et Assis Malaquias
- 123 ■ PISTES DE RECHERCHE
**HÉGÉMONIE ET COERCITION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. LA
« POLITIQUE DE LA CHICOTTE »**
Jean-François Bayart
- 153 ■ MAGAZINE
**RICE FARMING INTENSIFICATION AND POLITICAL ENTERPRISE IN
NORTHERN MALI**
Aurélien Mauxion
- 171 ■ LECTURES
AUTOUR D'UN LIVRE. *Kinshasa. Tales of the Invisible City*, de Filip De
Boeck et Marie-Françoise Plissart, commenté par Laurent
Fourchard, M. Anne Pitcher et Martin J. Murray, et Cédric Vincent
- 190 **CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE. « Angola : plongées dans une mer
d'encre », par René Pélissier**
- 195 **LA REVUE DES LIVRES**
- 207 **LA REVUE DES REVUES**
- 212 **ABSTRACTS**

LE DOSSIER

5

L'Angola dans la paix.

Autoritarisme et reconversions

COORDONNÉ PAR DIDIER PÉCLARD

INTRODUCTION AU THÈME

LES CHEMINS DE LA

« RECONVERSION AUTORITAIRE »

EN ANGOLA

En avril 2002, après 27 années de guerre civile, l'Angola est « entré en paix »¹. Le 22 février 2002, au terme de ce que Christine Messiant appelait ironiquement une « "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant du monde" »², Jonas Savimbi, fondateur et chef historique de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), était tué dans une embuscade à l'est du pays. Rapidement, l'Unita, isolée sur la scène internationale, décimée par l'offensive des Forces armées angolaises (FAA) menée depuis 1999³, n'a d'autre choix que de reconnaître sa défaite militaire, déposer les armes et

1. Didier Péclard et l'ensemble de la rédaction de *Politique africaine* dédient ce dossier à la mémoire de Christine Messiant, décédée le 3 janvier 2006, et dont le travail a largement nourri l'élaboration du présent projet. On trouvera donc dans les pages qui suivent de nombreuses références à ses publications. Pour une bibliographie complète, voir M. Agjer et R. Bazenguissa, « Christine Messiant (1947-2006) », *Cahiers d'études africaines*, n° 181, 2006. Pour une présentation de ses travaux et pour une mise en perspective « biobibliographique », voir respectivement l'introduction de Brigitte Lachartre et la postface de Michel Cahen dans la collection d'articles de Christine Messiant qu'ils viennent de réunir et d'éditer : C. Messiant, *L'Angola postcolonial. 1. Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Karthala, 2008, et *L'Angola postcolonial. 2. Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Karthala, 2008.

2. C. Messiant, « Angola : une "victoire sans fin" ? Une "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant au monde" », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001, p. 143-161.

3. Sur ces trois années de guerre, voir le témoignage d'Alcides Sakala, actuel président du groupe parlementaire de l'Unita et qui, en visite au centre de l'Angola en 1999, a dû suivre l'Unita dans sa fuite jusqu'à la mort de Savimbi. A. Sakala, *Memórias de um guerrilheiro. Os últimos anos de guerra em Angola*, Lisbonne, Dom Quixote, 2005.

entrer en pourparlers avec le gouvernement. Le 4 avril suivant, un Protocole d'accord est signé à Luena, qui règle les conditions de la démilitarisation de l'Unita et ne contient aucun accord politique sur la transition vers la paix, hormis une amnistie générale pour tous les crimes commis durant la guerre⁴.

C'est donc par les armes que la paix s'est établie en Angola, et non par une véritable négociation entre belligérants. L'arrêt des combats, vital pour une population qui a particulièrement souffert dans la dernière phase de la guerre⁵, est aussi l'aboutissement de la logique d'affrontement binaire entre l'Unita et le gouvernement angolais établie dès les premières années de l'indépendance, et renforcée durant les années 1990 par la faillite de deux processus de paix (Bicesse en 1991-1992 et Lusaka en 1994⁶). Est ainsi consacrée la victoire du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, et celle du président José Eduardo dos Santos, lui-même en poste depuis la mort en 1979 du premier président de l'Angola, Agostinho Neto.

La guerre est une des principales matrices de l'histoire moderne de l'Angola. Elle est indissociable de la formation de l'État angolais postcolonial, non seulement parce que le pays est devenu indépendant au terme de quatorze ans de guerre coloniale (1961-1974), mais parce que la poursuite de la guerre après l'indépendance a marqué profondément l'économie politique des pouvoirs angolais. C'est dans et par la guerre que se sont formés et structurés les deux « blocs » armés qui se sont affrontés jusqu'en 2002 : d'une part, un État hypercentralisé et autoritaire dont la force repose sur un parti, le MPLA, courroie de transmission du pouvoir et canal d'alimentation du vaste réseau clientéliste dont la nomenclatura pétrolière constitue le cœur, sur une armée forte et expérimentée, et sur une Présidence qui s'est renforcée avec la guerre. De l'autre, un mouvement « rebelle » entièrement tourné vers la conquête du pouvoir pour lui-même et « son peuple », et qui, à la faveur de la guerre, « ethnicise » son discours et sa base sociale tout en glissant vers une gestion totalitaire⁷. Loin d'être « une chose stupide »⁸, la guerre civile en Angola a donc été au centre des stratégies d'accumulation politique et économique des deux belligérants, elle en a structuré les techniques de pouvoir et elle a pesé de tout son poids sur les relations entre pouvoirs établis et société, comme le montrait en 1995 un dossier de *Politique africaine* auquel le présent dossier fait écho⁹.

Treize ans plus tard, la situation a changé. À l'exception notable de l'enclave de Cabinda, où, malgré l'accord de paix de façade imposé par Luanda en août 2006, se poursuit un conflit larvé (voir l'article de Jean-Michel Mabeko-Tali dans le présent dossier), les armes se sont effectivement tues en Angola. Cette stabilité retrouvée a notamment permis aux personnes et aux biens de circuler à nouveau à travers le pays. L'économie angolaise, dopée par la hausse

des prix du pétrole et par une augmentation considérable de la production¹⁰, affiche des taux de croissance de plus de 20 % depuis plusieurs années, une croissance qui s'inscrit, particulièrement à Luanda, dans un nouveau paysage urbain dominé par d'imposantes tours de verre et par l'explosion du marché de l'automobile – qui est en passe de « tuer » la ville¹¹. Grâce notamment à un « partenariat pragmatique » avec la Chine qui s'est traduit par des prêts de plusieurs milliards de dollars US (sans conditionnalités démocratiques), le pays peut faire l'économie d'une reconstruction sous tutelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (voir la contribution de P. Le Billon, A. Vines et A. Malaquias dans ce dossier). Enfin, annoncées comme imminentes dès 2002 et reportées à plusieurs reprises, les deuxièmes élections (législatives) multipartites de l'histoire du pays doivent se tenir début septembre 2008.

L'Angola serait-il passé de l'archétype du conflit africain insoluble – un conflit suffisamment long pour avoir servi d'exemple paradigmatique à tous les « grands récits » des guerres africaines, de l'irrédentisme et du déterminisme ethnique aux « nouvelles guerres » de rebelles avides de pouvoir et de diamants, en passant par la *proxy war* typique de la Guerre froide – à un exemple de transition postconflit réussie ? Cette « réussite » serait-elle corroborée par le côté « exceptionnel » de l'expérience angolaise, où, en l'absence d'accord avec les institutions de Bretton Woods, les revenus pétroliers et les investissements

4. C. Messiant, « Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ? », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 183-195.

5. Sur une population totale estimée à environ 13 millions, un tiers a trouvé refuge dans les grandes villes du pays (4 millions, à Luanda, Benguela et Lobito surtout) et dans les pays voisins (0,5 million). La guerre aurait fait près d'un million de victimes, civiles et militaires confondues. Voir Human Rights Watch, *Struggling through Peace. Return and Resettlement in Angola*, août 2003.

6. Voir notamment C. Messiant, « Angola : le retour à la guerre ou l'inavouable faillite d'une intervention internationale », *L'Afrique politique*, Paris, Karthala, Cean, 1994, p. 201-229, et « MPLA et Unita : processus de paix et logique de guerre », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 40-57 ; A. Vines, *Angola Unravels: the Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, New York, Human Rights Watch, 1999.

7. Voir C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, I », *Lusotopie. Enjeux Contemporains dans les Espaces Lusophones*, 1-2, 1994, p. 155-210, et « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, II », *Lusotopie* 1995, p. 181-212.

8. C. Cramer, *Civil War is not a Stupid Thing. Accounting for Violence in Developing Countries*, Londres, Hurst, 2006.

9. « L'Angola dans la guerre », dossier coordonné par C. Messiant, *Politique africaine*, n° 57, mars 1995.

10. Avec une production d'environ 2 millions de barils par jour, l'Angola se rapproche du Nigeria, son principal concurrent subsaharien.

11. M. A. Pitcher avec A. Graham, « Cars are killing Luanda: Cronyism, consumerism and other assaults on Angola's postwar capital city », in M. J. Murray et R. A. Meyers (dir.), *Cities in Contemporary Africa*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 173-194.

étrangers financent une partie de l'effort de reconstruction en parallèle aux agences et aux ONG internationales habituellement impliquées dans de tels processus¹² ? Les élections de septembre vont-elles consacrer la « normalisation démocratique » de l'Angola ? Ces questions constituent le cœur d'un dossier dont les contributions interrogent, chacune à sa manière, la transition « à l'angolaise », et dégagent les éléments de (dis)continuité entre la guerre civile et la période actuelle dans les stratégies d'accumulation économique et politique, la gestion du pouvoir, les relations entre État et société civile, ainsi que dans le positionnement international du pays.

L'Angola dans la paix n'a rien, en effet, de la « page blanche » dont Christopher Cramer a bien montré qu'elle fausse souvent la vision des « reconstituteurs » de pays en situation de postconflit¹³, et nombre des logiques sociales et politiques qui ont alimenté la guerre sont celles qui sous-tendent aujourd'hui la transition. Mais il serait erroné d'avoir de ces continuités une vision déterministe. La paix, les élections à venir, quelles que soient leurs limites, la démilitarisation de l'Unita et sa transformation en un parti politique, forment un nouvel environnement qui exige du pouvoir un effort de reconversion de ses stratégies d'accumulation politique et économique. Formuler pour ce dossier l'hypothèse de la « reconversion autoritaire », c'est essayer de capturer l'ambivalence d'un processus de transition certes phagocyté par un pouvoir qui, en gagnant « sa » guerre, peut dicter les conditions de « sa » paix, mais que l'on ne peut réduire ni à la « restauration » d'une tradition autoritaire de l'exercice du pouvoir – celle-ci n'a jamais disparu –, ni à la simple reconduction de techniques de pouvoir et d'accumulation en vigueur durant la guerre – puisque le « jeu » démocratique, si superficiel soit-il, ouvre de nouveaux espaces de contestation, puisque les dépenses de l'effort de guerre ne pourront plus servir à excuser le sous-investissement massif de l'État dans des secteurs clé comme la santé et l'éducation, puisque le boom exceptionnel d'une économie de paix ouvre désormais de nouvelles possibilités de reproduction sociale pour l'élite en place et que la « reproduction élargie du capital angolais » (O. Vallée) ne se réduit plus à une « simple » logique rentière.

LES DYNAMIQUES DE « L'ENTRÉE EN PAIX »

Pour comprendre la transition en cours en Angola, il faut revenir sur la façon dont le pays est « entré en paix ». À partir du milieu des années 1990, alors que la guerre s'enlise et paraît interminable tant les raisons de la continuer, de part et d'autre, sont nombreuses, et tant les moyens de la mener, grâce aux diamants et au pétrole, sont importants, deux tendances se dégagent. Isolée

sur la scène internationale, « criminalisée » tant par le gouvernement angolais que par la communauté internationale, divisée entre une « aile militaire » retranchée autour de Savimbi dans ses places fortes du planalto central, Bailundo et Andulo, et une « aile politique » basée à Luanda depuis la signature du Protocole de Lusaka, l'Unita perd du terrain, moins en termes proprement militaires que d'un point de vue politique, en tant que partenaire d'une solution négociée au conflit. Face notamment à une société civile qui, Églises chrétiennes en tête, se structure pour exiger des belligérants la reprise des négociations, et qui trouve un écho au niveau international, le président dos Santos opte à la fin des années 1990 pour un règlement militaire du conflit.

Champion des « combattants de la liberté » chers à Ronald Reagan, c'est presque en chef d'État que Jonas Savimbi était reçu à la Maison blanche à la fin des années 1980, et, suite à la révocation en 1985 de l'« amendement Clark » qui interdisait la vente d'armes à l'Angola, l'effort de guerre de l'Unita a joui d'un soutien financier massif de la part des administrations Reagan et Bush père¹⁴. Au milieu des années 1990, le vent a tourné. L'administration Clinton, qui reconnaît officiellement le gouvernement angolais en 1993, est moins favorable à l'Unita que ses prédécesseurs républicains, mais c'est une conjonction de facteurs qui affaiblit la position de Savimbi et de son mouvement.

Tout d'abord, le gouvernement angolais, qui contrôle tous les puits de pétrole (*offshore* et *onshore*) s'impose peu à peu comme un partenaire incontournable dans la stratégie de diversification que suivent les États-Unis pour leur approvisionnement. Ensuite, dès 1991, le MPLA et le président investissent le répertoire de la démocratie d'une façon qui, si elle ne change rien à l'exercice réel du pouvoir, renforce leur position sur la scène internationale, malgré les accusations de corruption et de mauvaise gestion de la manne pétrolière formulées par les ONG internationales comme Human

12. Peu après la fin de la guerre, le gouvernement angolais a appelé à la tenue d'une table ronde des donateurs afin de lever des fonds pour la reconstruction du pays et de coordonner les efforts dans le domaine. Celle-ci n'a pu se tenir à ce jour, pour deux raisons : l'absence d'accord entre le FMI et le gouvernement angolais, due surtout aux réserves de Luanda face aux exigences du Fonds en matière de transparence budgétaire (et au fait que l'Angola reçoit suffisamment d'argent frais par ailleurs), et la réticence grandissante des pays donateurs à financer la reconstruction dans un pays si richement doté en ressources naturelles et où la corruption atteint des niveaux records. L'Angola est désormais l'un des pays africains qui reçoit le plus d'investissements privés. Chose nouvelle, ceux-ci ne se concentrent plus uniquement sur le secteur pétrolier.

13. C. Cramer, *Civil War...*, *op. cit.*, chapitre 7.

14. Sur la politique des États-Unis envers l'Angola, voir G. Wright, *The Destruction of a Nation. United States' Policy toward Angola since 1945*, Chicago, Pluto Press, 1997.

Rights Watch et Global Witness¹⁵. Face à l'habileté manœuvrière du MPLA sur le terrain de la démocratie, l'Unita peine à corriger son image de mouvement totalitaire et brutal. La mort de Tito Chingunji, représentant du parti aux États-Unis, tenu en haute estime à Washington, qui disparaît parce qu'il fait de l'ombre à son chef, les récits d'exécutions sommaires de militants et de leurs familles¹⁶ et la défection de deux généraux de Savimbi au moment des élections, Toni da Costa Fernandes et N'zau Puna, tous deux co-fondateurs du parti et originaires de Cabinda, viennent corroborer ces soupçons de dérive autoritaire. Enfin, la situation de l'Unita, dont l'effort de guerre est alors principalement financé par les mines de diamants qu'elle contrôle, se dégrade encore dès lors que le conflit angolais devient un étendard de la lutte contre les « diamants de sang »¹⁷, et que la « rationalité » de la lutte de Savimbi est réduite à « l'avidité » de rebelles en quête de richesses¹⁸. Avec cette campagne, qui débouche sur une série de sanctions contre l'Unita et ses responsables, le conflit angolais se « judiciarise »¹⁹, et Savimbi rompt avec ses anciens bailleurs de fonds, États-Unis en tête. Au plan militaire, son mouvement n'a dès lors d'autre option que de revenir à une stratégie de guérilla²⁰, et au plan politique, il apparaît comme de moins en moins crédible, voire légitime, pour la résolution du conflit²¹.

C'est dans ces circonstances favorables que le président angolais annonce le 5 décembre 1998, à l'occasion du congrès du MPLA, le lancement d'une « guerre pour la paix » dont l'objectif est d'« annihiler politiquement et militairement l'Unita belliciste »²². Cette annonce a été précédée par une campagne de presse sans précédent qui présente Savimbi comme un « criminel de guerre » et étend désormais cette catégorisation à toute manifestation de soutien à l'aile « belliciste » du parti, et, par extension, à toute critique à la stratégie militariste du gouvernement. Du fait de cette « criminalisation »²³, l'Unita n'est donc plus un partenaire légitime pour des négociations, et seule une issue militaire est possible.

Si le gouvernement angolais veut « en finir » avec l'Unita, c'est en partie au moins parce que, à la fin des années 1990, se structure autour des Églises chrétiennes un mouvement en faveur d'une solution négociée au conflit. Surmontant pour un temps leurs divisions²⁴, Églises protestantes et catholique unissent leurs efforts et fondent en avril 2000, en pleine guerre, un Comité inter-ecclésial pour la paix (Coiepa). Les Églises angolaises passent ainsi de la promotion d'une « culture de la paix » à une « mobilisation pour la paix », marquant ainsi « l'entrée de la société civile sur le terrain civique et politique jusqu'alors monopolisé par les belligérants et la communauté internationale »²⁵. Ce comité est d'autant plus « menaçant » pour le pouvoir qu'il obtient un certain soutien international lorsque son président, l'évêque catholique Zacarias Kamwenho

(qui dirige alors également la Conférence épiscopale d'Angola et São Tomé), reçoit en 2001 du Parlement européen le prix Sakharov des droits de l'homme. Cette nomination attire en effet l'attention sur la guerre en Angola et cautionne un discours qui s'oppose à la stratégie de Luanda²⁶. Si le gouvernement est alors, et pour cause, totalement hostile au dialogue proposé par le Coiepa, il n'en est pas de même de l'Unita, qui y voit une planche de salut alors que l'offensive des FAA, d'abord peu percutante, a réduit presque à néant sa capacité militaire, et vidé, en recourant à la tactique de la terre brûlée ainsi qu'à

15. Global Witness, *A Rude Awakening. The Role of the Oil and Banking Industries in Angola's Civil War and the Plunder of State Assets*, Londres, 1999 ; Human Rights Watch, *Some Transparency, No Accountability: the Use of Oil Revenue in Angola and its Impact on Human Rights*, 2004. Selon HRW, pas moins de 4 milliards de dollars américains auraient « disparu » des comptes de l'État entre 1997 et 2002.

16. F. Bridgland, « Savimbi et l'exercice du pouvoir : un témoignage », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 94-102.

17. Global Witness, *A Rough Trade. The Role of Companies and Governments in the Angolan Conflict*, Londres, 1998.

18. En allusion aux travaux de Paul Collier et, surtout, à la critique qu'en font R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, 2002, p. 58-69.

19. C. Messiant, « Des alliances de la Guerre froide à la juridisation du conflit angolais », in P. Hassner et R. Marchal (dir.), *Guerres et sociétés. État et violence après la Guerre froide*, Paris, Karthala, 2003, p. 491-519.

20. Voir A. Malaquias, « Angola : how to lose a guerrilla war », in M. Bøås et K. Dunn (dir.), *African Guerrillas. Raging against the Machine*, Londres, Lynne Rienner, 2007, p. 199-220.

21. Ce d'autant plus que s'est créée, en 1998, une « Unita rénovée » (Unita Renovada), sous la houlette de Eugénio Manuvakola, signataire pour l'Unita du Protocole de Lusaka, et Jorge Valentim. Si nul n'est dupe du caractère « téléguidé » de cette scission très opportune pour le pouvoir angolais, elle contribue à délégitimer « l'autre » Unita, et à légitimer le discours guerrier du gouvernement.

22. Cité in C. Messiant, « Angola : une « victoire » sans fin ? », art. cit., p. 144. Les lignes qui suivent s'inspirent largement de cet article. Sur les logiques sous-jacentes à cette dernière guerre, voir aussi C. Messiant, « Fin de la guerre, enfin... », art. cit.

23. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement angolais se fend même d'un communiqué pour déclarer son soutien au président Bush dans sa lutte contre le terrorisme, tout en précisant que, lui aussi est engagé dans cette lutte...

24. Sur les Églises chrétiennes face à la guerre en Angola, voir B. Schubert, *A guerra e as igrejas. Angola, 1961-1991*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2000. Sur les racines historiques de leurs divisions face au nationalisme, voir notamment C. Messiant, 1961. *L'Angola colonial, histoire et société. Les prémisses du mouvement nationaliste*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2006 ; et D. Péclard, *État colonial, missions chrétiennes et nationalisme en Angola, 1920-1975. Aux racines sociales de l'Unita*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

25. C. Messiant, « Les Églises et la dernière guerre en Angola. Les voies difficiles de l'engagement pour une paix juste », *LFM. Missions et sciences sociales*, n° 13, 2003, p. 91. Souligné par l'auteur.

26. *Ibid.* Voir aussi M. G. Comerford, *The Peaceful Face of Angola. Biography of a Peace Process (1991 to 2002)*, Luanda, à compte d'auteur, 2005, ainsi que, du même auteur, « The Angolan Churches from Bicesse to the Luena Peace Agreements (1991-2002): the building of a peace agenda and the road to ecumenical dialogue », *Journal of Religion in Africa*, vol. 37, n° 4, 2007, p. 491-522.

des déplacements forcés de populations²⁷, les campagnes de ceux qui seraient susceptibles de la soutenir dans sa guérilla. La « guerre pour la paix » l'emporte et l'élan créé par le Coiepa ne dure pas, d'autant que son échec fait resurgir les tensions héritées des engagements politiques des différentes Églises.

La victoire militaire sur l'Unita est donc bien autant, voire avant tout, une victoire politique. Elle permet au MPLA de faire l'économie de négociations longues et potentiellement difficiles, dans lesquelles il lui aurait été difficile d'éviter les concessions, et qui auraient pu donner un élan nouveau à la société civile angolaise. En triomphant de son frère ennemi, le MPLA s'arroge donc surtout le droit de dicter les règles de la transition vers la paix et de contrôler strictement le processus de « démocratisation » qui l'accompagne.

UN PRÉSIDENT, SON PARTI, SON ARMÉE

Lorsqu'il annonce la reprise de la guerre en 1998, dos Santos suspend également la fonction de Premier ministre, et il se lance dans l'offensive en tant que Président de la république, chef de l'exécutif et responsable des armées. À bien des égards, la victoire des FAA sur l'Unita et l'accord de Luena sont donc une victoire personnelle pour le Président, et elles confortent encore son pouvoir, sur un plan symbolique tout d'abord : grand vainqueur de cette « guerre pour la paix », dos Santos apparaît désormais – jusque sur le dos de certains cahiers d'écolier – comme « le pacificateur » de l'Angola. Au plan politique, même si la fonction de Premier ministre est dès décembre 2002 avec la nomination à ce poste de Fernando Dias da Piedade « Nandó », c'est bien dos Santos qui préside le Conseil des ministres et garde la haute main sur les affaires²⁸. Par ailleurs, la nomination des ministres, des gouverneurs provinciaux et autres ambassadeurs passe par lui, et il dispose ainsi d'un vaste réseau de fonctions et de faveurs lui permettant de contrôler la machine clientéliste dont la manne pétrolière assure l'existence. Il est donc évident que la paix consacre l'aboutissement du long processus de concentration des pouvoirs si bien décortiqué par Christine Messiant²⁹, processus qui a permis en parallèle l'ascension d'une nomenklatura pétrolière au service et bien évidemment dépendante du pouvoir et la constitution d'un noyau dur autour du Président et des « Futungistes »³⁰, un cercle restreint de « conseillers du prince »³¹.

Autre grand vainqueur de la guerre, le MPLA en sort renforcé. L'une des principales causes de l'échec des accords de Bicesse en 1991-1992 est d'avoir transposé sur le terrain politique l'affrontement militaire entre Unita et MPLA, sans considération pour le fait qu'aucun des deux belligérants n'était prêt à perdre le scrutin de 1992, et sans tentative sérieuse de soutenir une ou des alternatives politiques en mesure de rompre la logique binaire de l'affrontement.

On l'a vu, c'est aussi cette logique qui a poussé le gouvernement angolais à opter pour une solution militaire lorsque, à la fin des années 1990, le « risque » d'une mobilisation forte de la société civile en faveur d'une paix négociée est devenu trop sérieux pour être ignoré. Avec la défaite militaire de l'Unita et son effacement politique, on est donc passé, ou revenu, d'une bipolarisation extrême à une logique d'hégémonie (mono)partisane, dans laquelle la confusion entre parti, État et administration, très forte durant la période de parti-État (1975/77-1987) et qui n'a pas cessé avec l'avènement du multipartisme au début des années 1990, est savamment entretenue. De la distribution de l'aide humanitaire dans les zones de cantonnement au sortir de la guerre (voir l'article de Justin Pearce dans ce dossier) à la célébration du cinquantenaire du parti en 2006³², à coup d'immenses affiches vantant « 50 années au service du peuple angolais », l'enjeu est de mettre l'effort de pacification et de reconstruction au crédit du seul MPLA et de son président, alors qu'en parallèle, le contrôle du pouvoir sur la redistribution des ressources de l'État est tel que ceux qui, cadres moyens, techniciens, juristes, sont indispensables à l'appareil d'État, accèdent à une palette très vaste de biens et services de base en activant des réseaux clientélistes plutôt qu'en revendiquant des droits³³. La situation exceptionnelle des finances angolaises, dopées par les cours du pétrole, et les réserves qui s'accumulent grâce à l'écart entre le prix budgété du baril de

27. Sur la tragédie humanitaire de la dernière guerre et sur la façon dont les civils ont été utilisés par les deux camps, voir les témoignages recueillis dans Médecins sans frontières, *Angola. Une population sacrifiée*, 2002.

28. N. Vidal, « The Angolan regime and the move to multiparty politics », in P. Chabal et N. Vidal (dir.), *Angola. The Weight of History*, Londres, Hurst, 2007, p. 150.

29. C. Messiant, « Angola : les voies de l'ethnisation et de la décomposition, I et II », art. cit.

30. Dérivé du Futungo de Belas, le nom du palais situé au sud de Luanda dans lequel s'est retirée la Présidence angolaise peu après l'indépendance. Voir à ce sujet l'article d'O. Vallée dans ce dossier.

31. On peut imaginer que ceci n'est pas près de changer : en juillet 2005, le Tribunal suprême a décidé de ne pas tenir compte des années que dos Santos (né en 1940) a passées à la tête de l'État depuis son élection tronquée en 1992 (justement parce que, le deuxième tour du scrutin n'ayant jamais pu avoir lieu, il était devenu Président « par défaut »), ce qui l'autorise à se représenter, dès le prochain scrutin présidentiel prévu pour 2009, pour un maximum de trois mandats de cinq années chacun (le maximum fixé par la nouvelle loi électorale de 2004).

32. Sur les controverses au sujet de la date de fondation du MPLA, qui n'apparaît, en tant que tel, qu'en 1960 et pas, comme le veut sa propre mythologie, en 1956, voir C. Messiant, « « Chez nous, même le passé est imprévisible » : l'expérience d'une recherche sur le nationalisme angolais, et particulièrement le MPLA : sources, critique, besoins actuels de la recherche », *Lusotopie* 1998, p. 157-197.

33. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo sem transição para a democracia », in N. Vidal et J. Pinto de Andrade (dir.), *O processo de transição para o multipartidarismo em Angola*, Lisbonne, Firmamento, 2006, p. 147.

pétrole et son prix réel³⁴, laisse penser que le système clientéliste du MPLA a encore de beaux jours devant lui. En 2006, le gouvernement angolais annonçait d'ailleurs qu'il s'apprêtait à créer quelque 5 000 nouveaux postes dans l'administration publique³⁵.

Au contrôle sur le parti s'ajoute, bien entendu, celui sur l'armée et les services de sécurité. La victoire de 2002, a renforcé encore le poids de l'armée dans l'appareil du pouvoir et dans la stratégie d'expansion régionale du pays (voir l'article de P. Le Billon, A. Vines et A. Malaquias). Le Protocole de Luena, qui a confirmé les dispositions prises au moment du Protocole de Lusaka en 1994, a par ailleurs permis aux FAA de n'intégrer qu'un nombre très restreint de soldats et d'officiers de l'Unita : fin 2003, environ 105 000 soldats de l'Unita avaient été démobilisés, alors que seuls 5 000 soldats et 18 généraux étaient intégrés dans les FAA, une quarantaine de généraux rejoignant, eux, les forces de police³⁶. Ainsi, l'armée et les forces de police restent encore « fortement politisées »³⁷. De plus, l'accord de Luena n'a pas débouché sur un programme organisé et contrôlé de désarmement des civils qui avaient été armés durant les années 1990, notamment à Luanda et dans les villes sous contrôle du gouvernement, et il est très difficile de savoir combien d'armes circulent encore dans la population³⁸. Les efforts fournis par le gouvernement dans ce domaine peuvent alors être mis en scène en fonction d'intérêts partisans venant conforter l'image « pacificatrice » du Président et de son parti (voir l'article de J. Pearce dans ce numéro) – alors même que celui-ci rechigne à abolir officiellement l'Organisation de défense civile (ODC), une milice très proche du pouvoir que l'Unita, entre autres, a régulièrement accusée d'actes d'intimidation à son encontre.

Du fait de l'importance de la guerre dans l'histoire angolaise, l'armée a toujours été un lieu important d'accumulation de pouvoir politique et économique. Son succès de 2002 n'a fait que confirmer cette tendance, et les anciens généraux des FAA sont devenus des acteurs économiques importants. Depuis le milieu des années 1990, ils ont d'abord été parmi les principaux bénéficiaires de la privatisation des services de sécurité³⁹, notamment dans le secteur de la production de diamants, prenant ainsi une part active à la « reproduction élargie » du capital angolais dont parle ici Olivier Vallée. Depuis la fin du conflit, ils sont également impliqués dans l'effort de reconstruction des infrastructures du pays. Ainsi, le général Helder Vieira Dias « Kopelipa », chef des Affaires militaires auprès de la présidence et homme fort du régime, surtout depuis la chute de l'ancien responsable des services de sécurité, le général Fernando Miala, dirige par ailleurs le Cabinet de reconstruction nationale, l'organe créé pour gérer et investir les sept milliards de dollars US prêtés à ce jour par la Chine. Les fortunes construites durant les années 1990

ont également permis à certains anciens généraux de se reconvertir de différentes manières dans l'économie angolaise. Souvent bénéficiaires des politiques de privatisation des fermes d'État mise en place dans les années 1990, ils peuvent désormais, à la faveur de la paix, investir dans l'agriculture commerciale, sur laquelle repose en grande partie la stratégie de développement rural du gouvernement angolais⁴⁰. Ils sont aussi derrière nombre de projets immobiliers, notamment dans certaines villes de l'intérieur comme Bailundo.

LE « MOUVEMENT SPONTANÉ » DES CONTREPOUVOIRS

La question de l'autonomie de la société civile se pose avec une acuité particulière en Angola depuis 2002, et la manière dont le gouvernement négocie sa relation avec elle est aussi révélatrice des dynamiques de la transition. C'est grâce à la libéralisation politique du début des années 1990 (la loi autorisant la constitution d'associations date de 1991) que s'est structurée et institutionnalisée la société civile. En 2001, on dénombrait dans le pays plus de 350 ONG nationales et 95 ONG internationales, sans compter un nombre important d'associations communautaires non officiellement répertoriées et reconnues⁴¹. Pour le pouvoir, l'enjeu, dès leur apparition et encore plus dans la période actuelle, est double. D'une part, l'existence d'une société civile fait partie des gages à donner pour que soit reconnue, au niveau international, la « normalisation » de l'Angola, et les ONG, internationales surtout, sont indispensables par leur contribution à la lutte contre la pauvreté, à la fourniture de services (en matière de santé notamment) et d'appui aux populations rurales, des secteurs dans lequel l'État angolais continue de sous-investir malgré la fin de la guerre⁴². Mais d'autre part, les gages de respectabilité internationale

34. Sans compter le fait qu'une bonne partie des revenus du pétrole échappe au budget.

35. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit., p. 149.

36. Voir J. Gomes Porto, C. Alden et I. Parsons, *From Soldiers to Citizens. Demilitarization of Conflict and Society*, Aldershot, Ashgate, 2007, chapitre 2 ; A. Vines et B. Oruitemeka, « Bullets to ballots: the reintegration of Unita in Angola », *Conflict, Security and Development*, vol. 8, n° 2, 2008, p. 263.

37. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 148-149.

38. A. Vines et B. Oruitemeka, « Bullets to ballots... », art. cit., p. 252-253.

39. Voir L. Rimli, « Case study: Angola », in U. Joras et A. Schuster (dir.), *Private Security Companies and Local Populations: An Exploratory Study of Afghanistan and Angola*, Berne, Swisspeace, 2008, p. 38-60.

40. La question de la terre, enjeu crucial, est encore peu étudiée. Voir toutefois F. Pacheco, « The land issue in the context of peacebuilding: development or conflict? », *Accord*, n° 15, 2004, p. 44-47.

41. I. Tvedten, « La scène angolaise: limites et potentiel des ONG », *Lusotopie*, n° 1, 2002, p. 171.

42. N. Vidal, « Social neglect and the emergence of civil society », in P. Chabal et N. Vidal (dir.), *Angola. The Weight of History*, Londres, Hurst, 2007, p. 200-235.

et la « décharge »⁴³ en matière de développement ne doivent pas signifier une prise d'autonomie trop grande, ni une perte de contrôle de la part du pouvoir⁴⁴. À cet égard, la stratégie du gouvernement angolais suit deux axes.

Dans la perspective des élections, le MPLA doit reprendre contact avec « sa base », notamment dans les zones rurales dont certaines ont été longtemps sous contrôle de l'Unita, mais également dans les bidonvilles des grandes agglomérations où vit désormais une proportion très importante de la population. Si cette tâche incombe en premier lieu au parti lui-même et si celui-ci s'est en partie réorganisé dans ce but⁴⁵, la « société civile » a également son rôle à jouer. Ainsi, les organisations de masse de l'ancien parti unique comme l'Organisation de la femme angolaise (OMA, *Organisação da mulher angolana*) ou la jeunesse du MPLA (JMPLA) continuent de jouer un rôle important. Dès la fin de la guerre, une nouvelle organisation de masse est même apparue, le Mouvement national spontané (*Movimento nacional espontâneo*), dont le nom même est déjà tout un programme, et dont le rôle consiste « à soutenir et promouvoir l'Angola » dans « les domaines les plus divers »⁴⁶. Très proche du Président, le Mouvement spontané a des branches dans la plupart des provinces de l'Angola, et même à l'étranger⁴⁷. L'apparition d'une nouvelle génération « spontanée » ou la réactivation d'une ancienne font partie d'une stratégie d'intervention directe de la part non seulement du MPLA mais également du président lui-même qui vise à la constitution de « sa propre "société civile" »⁴⁸, dont la Fondation Eduardo dos Santos (Fesa) reste l'exemple le plus paradigmatique⁴⁹, mais à laquelle on pourrait ajouter le Lwini Social Solidarity Fund de la Première dame⁵⁰. Grâce leur assiette financière très large, des fondations de ce genre peuvent financer de manière « privée » les domaines où l'État n'investit pas, et tenter également, par un jeu subtil de captation du marché de la subvention, notamment dans le domaine de la culture voire de la recherche, de contrôler la production intellectuelle dans le pays.

Le deuxième axe de la stratégie du gouvernement angolais par rapport à la société civile est, de façon plus classique, de l'ordre du contrôle. Celui-ci s'exerce de différentes manières. Ainsi, en 2006, l'Unité technique de coordination de l'aide humanitaire (UTCAH), l'organe auprès duquel toute ONG (nationale ou internationale) doit être accréditée, a annoncé qu'elle allait restreindre les critères de reconnaissance des ONG, instaurer un suivi beaucoup plus serré de leurs activités, et surtout ne plus accepter que des organisations dites de développement aient une activité à teneur « politique », un certain flou étant volontairement maintenu autour de cette notion. Même si les effets de cette décision sont encore difficiles à évaluer, elle laisse entrevoir un durcissement des positions à l'approche des élections, ce qu'est venu confirmer la fermeture par l'Onu, fin mai 2008, de son bureau des droits de l'homme, faute

d'accord avec le gouvernement sur son cahier des charges. L'analyse que fait Jean-Michel Mabeko Tali dans ce dossier de la « question cabindaise » dans le processus de transition en Angola montre une autre facette de cette volonté de contrôle qui s'exprime par un mélange de répression (interdiction de l'association Mpabalanda, arrestations de journalistes et d'activistes, entre autres) et de « diplomatie de cooptation », avec l'accord de paix de Namibe signé en 2006. Et les négociations qui se nouent, autour du schisme de l'Église kimbanguiste qu'analysent ici R. Sarro, R. Blanes et F. Viegas, sur la mémoire et l'identité du peuple bakongo témoignent également de la volonté hégémonique du pouvoir angolais sur la « société civile » – et de ses limites.

LES NON-DITS DE LA « NORMALISATION DÉMOCRATIQUE »

Dans un contexte où le MPLA, vainqueur d'une longue guerre civile, a les moyens politiques, militaires et financiers de dicter les règles du jeu « démocratique » tout en s'appropriant à la fois les mérites du retour à la paix et ceux de la reconstruction des infrastructures, il est difficile d'imaginer comment les élections législatives de septembre 2008 pourraient lui échapper, tant sa domination sur le système politique est évidente derrière le vernis du multipartisme. Sa tâche est facilitée par les faiblesses d'une opposition divisée en une centaine de partis officiellement reconnus – même si tous ne seront pas en mesure de concourir aux élections et qu'une minorité d'entre eux ont une véritable activité politique⁵¹. Au-delà de leur éclatement, la plupart des partis politiques angolais n'ont ni les moyens financiers de mener une véritable

43. B. Hibou, « La "décharge", nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 6-15.

44. B. Lachartre, « Angola : les fronts de la société civile face à la guerre », *Lusotopie*, n° 1, 2002, p. 189-208.

45. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit.

46. AngolaPress (Angop), « Zaire : membros do Secretariado do Movimento Espontâneo tomam posse sábado », 6 juin 2008.

47. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 151.

48. *Ibid.*, p. 152.

49. C. Messiant, « La Fondation Eduardo dos Santos (Fesa). À propos de l'investissement de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 82-102.

50. La Première dame s'est vue décerner, le 8 mars 2008, par le président du Comité international olympique Jacques Rogge, le prix « Africa Women and Sports » pour les efforts de sa fondation dans la promotion du sport handicap en Angola. Voir Angop, « President dos Santos at 2008 Women and Sports Prize presentation gala », 20 mars 2008. Sur la problématique, voir le dossier dirigé par C. Messiant et R. Marchal, « Premières dames en Afrique », *Politique africaine*, n° 95, octobre 2004.

51. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit., p. 150.

campagne électorale, ni, souvent, les cadres ou l'expérience nécessaires⁵². L'Unita, quant à elle, même si elle a réussi à conserver son unité sous la houlette d'Isaías Samakuva est, comme le dit ici Justin Pearce « à la recherche de son peuple », et elle semble ne pas savoir sur quel mode faire campagne.

Il faut dire aussi que l'activité des partis d'opposition se fait, surtout en dehors de Luanda, en régime de liberté (très) surveillée – lorsqu'elle n'est pas pour ainsi dire impossible, comme à Cabinda. La JMPLA et l'ODC ont fait l'objet de nombreuses plaintes des partis d'opposition pour des actes d'intimidation (drapeaux brûlés, menaces personnelles) ou de violence (bureaux détruits, passages à tabac), sans que, la plupart du temps, les enquêtes à ce sujet soient menées à terme. Et le meurtre en juillet 2004 à Luanda de M'Fulupinga Landu Victor, leader emblématique d'un petit parti d'opposition, est inexplicable à ce jour. Quel que soit le rôle de l'État ou du MPLA dans ces exactions, elles témoignent à la fois de la grande tension qui règne en période électorale et d'une certaine culture de l'impunité qui est, bien sûr, à l'avantage du parti au pouvoir. L'absence d'une presse libre en dehors de l'îlot de liberté démocratique que représente Luanda à ce niveau vient compliquer encore la tâche de l'opposition⁵³.

Enfin, à ces différents éléments s'ajoute encore le fait que l'organe de contrôle et de supervision des élections, la Commission nationale électorale (CNE) n'a pas échappé à la volonté hégémonique du gouvernement, puisque huit de ses onze membres lui sont directement ou indirectement soumis, et qu'un schéma identique se reproduit au niveau des commissions provinciales⁵⁴. Dans ces conditions, les élections s'apparentent peut-être bien à « une partie de football avec dix joueurs de champ contre un gardien de but⁵⁵ », l'enjeu principal étant de savoir si le MPLA arrivera à obtenir la majorité des deux tiers dont il aurait besoin, entre autres, pour faire passer son projet de révision constitutionnelle qui renforcerait encore la centralisation du pouvoir.

Dans le dernier article qu'elle rédigea, Christine Messiant notait qu'il était « impossible de conclure en disant que le système politique angolais [était] démocratique et de se contenter [...] de l'argument selon lequel cette démocratie [était] "encore jeune" ». Elle ajoutait, dans un style dont elle avait le secret, que ce que l'on pouvait observer, c'était :

« la reconversion d'un pouvoir dictatorial de parti unique en pouvoir hégémonique autoritaire adapté au multipartisme, mais dans lequel la démocratie et la légalité sont à la fois utilisées et ignorées, contournées et violées à l'intérieur de et par un système politique réel, une économie politique qui [...] assure la domination d'une oligarchie liée par son cordon ombilical à un pouvoir arbitraire et prédateur dont la légitimité – à la fois réelle et délibérément élaborée et construite – est de nature clientéliste, et pas démocratique⁵⁶ ».

Les contributions réunies dans ce dossier ne contredisent en rien cette analyse. Mais, avec l'hypothèse de la « reconversion autoritaire » telle que nous l'avons formulée plus haut, elles suggèrent aussi que de nouveaux espaces politiques s'ouvrent et, avec eux, de nouveaux champs de recherche qui devraient permettre de comprendre comment se négocie, dans les interstices de la transition, la relation entre le « pouvoir hégémonique autoritaire adapté au multipartisme » qu'exerce le MPLA et celles et ceux sur qui il s'exerce : comment, concrètement, se redéploie l'État dans les zones longtemps sous contrôle de l'Unita ? Comment se gère l'accès à la terre ? Quelles sont les stratégies des élites locales face à la démocratisation ? Sont-elles en mesure de s'approprier ce nouveau répertoire pour faire passer leurs intérêts notamment en termes de décentralisation des pouvoirs⁵⁷ ? Que reste-t-il de l'économie morale de guerre des deux anciens belligérants ? Comment s'articule-t-elle avec la paix ?

Espérons que la paix et la stabilité retrouvées permettront le développement de telles recherches en Angola, qui font à ce jour particulièrement défaut au niveau local. Espérons aussi que ces recherches sauront s'inspirer des travaux de Christine Messiant, tant pour leur contribution à la réflexion théorique sur la sociologie des conflits que pour leur apport à notre compréhension de l'histoire récente de l'Angola. Espérons enfin et surtout que ces recherches sauront s'inspirer de la rigueur scientifique et de l'engagement politique et humain de cette « grande dame⁵⁸ », ainsi que de son aversion pour les vérités toutes faites

52. À l'exception peut-être, en ce qui concerne l'expérience politique, des partis présents à l'Assemblée et, pour ce qui est des cadres, de quelques petits partis, dont le Front pour la démocratie (FpD), parti constitué autour d'un noyau d'intellectuels, anciens du MPLA, parfois membres des mouvements de contestation que le parti a connus (et réprimés) dans les années 1970, et déçus par sa dérive « nomenklaturiste » et autoritaire.

53. Voir par exemple Human Rights Watch, *Unfinished Democracy. Media and Political Freedom in Angola*, juillet 2004.

54. Des onze membres de la CNE, trois ont été nommés par le MPLA, deux par le Président, un par le Tribunal suprême, un par le ministère de la Communication sociale, et un par le ministère de l'Administration du territoire, les trois autres étant nommés par l'Unita (deux) et un autre parti d'opposition. Sur les commissions provinciales, voir N. Vidal, « The Angolan regime », art. cit., p. 147.

55. J'emprunte cette expression à J. Schubert, « *Dez jogadores contra um guarda-rede* ». *Angola: The Dynamics of State and Civil Society 2002-2007*, mémoire de Master, université de Bâle, 2007.

56. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 160.

57. Voir à ce propos la recherche doctorale en cours d'Inge Ruigrock à l'Université libre d'Amsterdam sur « Negotiating governance: politics, decentralisation, and cultural ideology in post-war Angola ».

58. Voir N. Pestana, « Christine Messiant: "Une grande dame!" (1947-2006) », *Lusotopie*, n° 1, 2006, p. 1-4, ainsi que l'article de la poétesse angolaise Ana Paula Tavares : « Morreu "a maior especialista sobre Angola" », *O Público* (Lisbonne), 6 janvier 2006.

et autres fausses évidences – elle n’hésitait pas à rappeler à Luanda, devant une salle comble, en pleine controverse sur la date de fondation du MPLA et donc, par extension, sur la paternité des événements fondateurs du nationalisme angolais, qu’« en Angola, même le passé est imprévisible⁵⁹ » ■

Didier Péclard

swisspeace, Berne

National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South

59. C. Messiant, « “Chez nous, même le passé est imprévisible”... », art. cit..

OLIVIER VALLÉE

DU PALAIS AUX BANQUES : LA REPRODUCTION ÉLARGIE DU CAPITAL INDIGÈNE EN ANGOLA

LE POUVOIR PRÉSIDENTIEL ANGOLAIS EST SOUVENT PERÇU COMME L'EXPRESSION D'UNE OLIGARCHIE BASÉE SUR L'ACCUMULATION DES REVENUS PÉTROLIERS. CETTE VISION DATE DE L'ÉPOQUE OÙ JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS VIVAIT DANS SON PALAIS DE FUTUNGO DE BELAS. À L'INDÉPENDANCE, LE PAYS ÉTAIT DÉJÀ ÉPUISÉ PAR LA GUERRE, MAIS SURTOUT PAR DES SIÈCLES D'UN MERCANTILISME BRUTAL. CES DERNIÈRES ANNÉES EST APPARUE UNE GESTION TECHNOCRATIQUE DE LA RENTE, EN ARTICULATION AVEC UN CAPITALISME FINANCIER. ON PEUT LA RELIER À L'EXTRAVERSION ADAPTATIVE DE L'ESPRIT DU CAPITAL ANGOLAIS. LE DÉFI POUR LE POUVOIR EST À PRÉSENT D'ÉVITER UN ÉCLAT ENTRE LES GROUPES EN PRÉSENCE LORS DE LA RÉINJECTION DES CAPITAUX DANS LA RECONSTRUCTION, NON PAS D'UN MYTHE, MAIS DE MAISONS ET DE ROUTES AVANT LES PROCHAINES ÉLECTIONS DE 2008.

Les évolutions de l'économie politique de l'accumulation sont souvent marquées par de grands dilemmes, comme l'illustrait déjà une précédente livraison de *Politique africaine* consacrée à « l'Angola dans la guerre », où l'on oscillait entre la décomposition de la formation sociale angolaise et la reconversion, par la privatisation, de la nomenklatura pétrolière¹. Ce paradigme tient en partie au fait que l'organisation du pouvoir paraît commander les contours de ces mutations socio-économiques. Dans cette grille politique, la fenêtre d'opportunité ouverte par des élections comme celles de 1992 aura été une

1. M. Ennes Ferreira, « La reconversion économique de la nomenklatura pétrolière », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 11-26.

scansion forte dans la transformation du pays. Les analyses peuvent privilégier des facteurs endogènes, comme un changement de rapports de forces entre les partis et les factions en présence, ou bien y associer des facteurs exogènes, comme l'influence d'une norme supérieure – celle de la démocratisation ou celle du libéralisme. Ainsi, la dérive de l'Angola entre « afro-stalinisme » et « capitalisme sauvage »² inspire encore Tony Hodges en 2002, alors que les indices d'un mode plus équilibré de recomposition de l'économie de guerre apparaissent déjà³. Il y aurait donc une tension entre d'une part une glaciation marxiste du pouvoir angolais, présenté comme omnipotent et cupide, et de l'autre un mouvement centrifuge vers un capitalisme anarchique et prédateur. Un ordre exogène, rassemblant la pression des grandes puissances démocratiques et le Fonds monétaire international (FMI) comme la Banque mondiale, tendrait à infléchir, au moins dans les procédures, la répartition des richesses et à permettre de nouvelles formes de régulation de l'économie. Plutôt que de se référer à une série de grands paradigmes auxquels obéirait le cours du système postcolonial de l'Angola, on préférera ici voir comment une nouvelle architecture de la richesse et du pouvoir se développe sans ruptures majeures certes, mais en renouvelant le style de gestion des ressources.

L'économie politique angolaise a d'ailleurs aussi été retravaillée par l'imagerie de la localisation, jusqu'au début du nouveau siècle, de l'épicentre de ce pouvoir à l'écart de la capitale⁴. Les modes de gouvernance des rentes du pétrole et du diamant ont ajouté également à la vision d'un système présidentiel de prédation⁵. Ainsi le Futungo de Belas, le palais d'où le président dos Santos aurait pillé, avec sa clique, les richesses du pays, a contribué à l'imaginaire politique national. Là se concentrent les mystères odieux de la corruption et se positionnent les fauves. Comme dans le monde sadien, « la scène a pour théâtre, à l'ordinaire, quelque château sauvage et presque inaccessible. Quelque monastère perdu au cœur d'une forêt⁶ ». Cette construction gothique de l'accumulation des richesses a été bien sûr caricaturée par la propagande de l'adversaire historique du régime, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), mais aussi animée par les visites que les représentants des gouvernements étrangers et les hommes d'affaires du monde entier accomplissaient à cette époque au palais pour présenter dossiers et lettres de créance. Les ONG d'influence⁷, la presse internationale qui a largement repris toute cette littérature grise de la corruption⁸, et en France les dossiers secrets de l'« Angolagate »⁹, ont reconduit la mythologie des « Futungistes » qui ne seraient que les grands prédateurs de l'or noir angolais¹⁰ et les coupables de la misère du peuple. Certes, en Angola, beaucoup d'hexa-millionnaires en dollars sont passés par l'ancien palais présidentiel¹¹ et participent encore aujourd'hui de la galaxie du pouvoir.

Les mouvements du pouvoir, qui a quitté le palais de fer construit à la fin du XIX^e siècle pour la périphérie de la capitale, puis pour le palais rose, l'ancien palais des gouverneurs portugais, permettent de dévoiler d'autres glissements. Ces déplacements nous offrent une occasion de considérer l'existence de nouveaux régimes d'accumulation en Angola. Il est possible, au-delà des prédatations et du déchaînement de la corruption, d'inscrire les détournements de la ressource pétrolière ou le pillage du diamant dans des processus plus rationnels et qui se perpétuent à travers un arrangement institutionnel. Les prédatations concurrentes du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et de l'Unita autour des rentes et des ressources, exacerbées

-
2. T. Hodges, *Angola : do Afro-Estalinismo ao Capitalismo Selvagem*, Cascais, Principia, Publicações Universitárias e Científicas, 2002.
 3. P. Le Billon, « The political economy of war : an annotated bibliography », *HPG Report*, n° 1, mars 2000.
 4. Le palais présidentiel de Futungo de Belas était situé non loin de la côte, à distance de la ville appauvrie de Luanda. Au début de 2001, la Présidence a rejoint la *Cidade Alta*, la ville haute de Luanda : le chef de l'État a pris ses quartiers dans l'ancien Palais du gouverneur colonial, où le drapeau portugais avait été hissé pour la dernière fois le 11 novembre 1975.
 5. M. Dynes, « The oil flows but Angola's people live on handouts », *The Times*, 24 février 2003, p. 25 ; R. Carroll, « After the war, Angola's battle for survival begins », *Guardian*, 7 février 2003 ; D. Walsh, « Angolan government accused of siphoning off oil money », *Boston Globe*, 8 septembre 2002, p. A16.
 6. J. Paulhan, *Le Marquis de Sade et sa complice*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987, p. 63.
 7. Un membre de Global Witness affirmait en 2003 qu'en Angola la situation était « hors de contrôle », et le pays un « cas d'école » en matière de manque de transparence. Cité par C. Hoyos et J. Reed, « Angola forced to come clean », *Financial Times*, 2 octobre 2003.
 8. T. Butcher, « Corruption replaces war as a way of life in Angola », *National Post* (Toronto), 30 juillet 2002, p. A12.
 9. Pour un bon résumé de l'Angolagate, voir « Daniel Zappelli accusé d'inertie dans l'Angolagate », *Le Courrier* (Genève), 14 février 2008 : à la fin des années 1990, pour repousser l'Unita, le gouvernement angolais achète des armes. L'homme d'affaires français Pierre Falcone et son homologue israélo-russe Arcadi Gaydamak aident à passer les commandes, principalement en Russie, en échange de paiements et avantages sur le traitement de la dette due à l'ex-URSS. C'est en s'intéressant aux feuilles d'impôt de Falcone que la justice française découvre ce trafic. Reconnu coupable de fraude fiscale en janvier 2008, Falcone devrait encore être jugé à l'automne, à moins que les justices des pays qui demandent des comptes ne s'effondrent dans l'inertie dénoncée par les ONG.
 10. Human Rights Watch, *The Oil Diagnostic in Angola : an update*, mars 2001.
 11. Selon un hebdomadaire indépendant (« Riqueza mudou de cor. Os nossos milionários », *Angolense*, 18 janvier 2003), les dix plus grosses fortunes d'Angola (plus de 100 millions de dollars américains) seraient José Eduardo dos Santos, président de la République ; Lopo do Nascimento, parlementaire MPLA ; José Leitão, responsable des Affaires civiles auprès de la Présidence ; Elísio de Figueiredo, ambassadeur ; João de Matos, ancien chef des armées ; Hígino Carneiro, ministre des Travaux publics ; Hélder Viera Dias « Kopelipa », responsable des Affaires militaires auprès de la Présidence ; António Mosquito et Valentim Amões, hommes d'affaires ; Sebastião Lavrador, banquier. Le rédacteur en chef du *Semanário Angolense*, Felizberto Graça Campos, a été condamné en 2007 à huit mois de prison pour avoir diffamé l'ancien ministre de la Justice. La véritable raison de ses ennuis serait son soutien au général Fernando Miala, chef du renseignement militaire, ami des Français et en conflit avec l'homme fort du palais, le général « Kopelipa ».

par l'insertion des militaires dans le secteur formel et informel et le renouvellement des *compradores*, plonge dans une histoire terrible qui va de la capture et l'exportation de villages entiers vers Bahia à l'exploitation sauvage du café dans ce que René Pélissier a appelé le « Far-Uíge » en référence au Far West¹². Dans cette région en effet, Pélissier écrit, sur le mode tragique d'un explorateur découvrant le royaume du café après la répression sanglante des *terroristas* en 1961, « la rapacité des commerçants de la frontière est celle des épiciers de la ruée vers l'or », et il ajoute que « même le boulanger truque son pain pour s'enrichir vite »¹³. La manducation des choses et des hommes s'inscrit dans une durée relativement longue, comme il l'a saisi. À travers toute son œuvre, il compare le colon portugais des campagnes angolaises au plus impitoyable des prédateurs fluviaux, le brochet¹⁴. Ces prédateurs coloniaux étaient si affairés à leur immédiat intérêt qu'ils semblaient indifférents à l'interpénétration des grandes puissances de la Guerre froide et de l'Angola :

« Quand on songe à tous les acomptes que l'URSS et les États-Unis ont versés pour mettre en avant leurs nationalistes et les faire applaudir, c'est à pleurer de rire. Les brochets de Carmona [autre nom de Uíge] les méprisent si globalement qu'ils ne se soucient même pas de savoir pour qui travaillaient ceux qui étaient venus les éventrer en 1961¹⁵. »

On atteint au mythe, celui de la dévoration et du labyrinthe, avec l'image du « Minotaure » comme système économique et politique de l'empire portugais en crise¹⁶. Dans les ouvrages de Pélissier, la mise en valeur, sur le marché mondial, des ressources de l'Angola est associée à des rapports de dévoration entre classes et entre races. Sur un mode plus orthodoxe, Henrique Guerra a dressé une cartographie du « capitalisme international (impérialisme) » en Angola dans les années 1960¹⁷ : l'enclave pétrolière de Cabinda est alors une province de la Gulf Oil Company plus que de Salazar, le diamant est à De Beers, et l'agriculture sous contrôle des Sud-Africains, des Suisses et des Allemands tandis que les banques internationales l'emportent encore sur le groupe banquier portugais Espírito Santo, et Guerra considère, selon les canons marxistes de l'époque, que l'économie angolaise a atteint un niveau de développement capitaliste supérieur aux autres modes de production, mercantile et tribal. Pour qu'on l'analyse autrement que sous la seule dimension de la criminalisation pure et simple, l'économie politique de la richesse contemporaine trouve des fondements dans cette lointaine formation de la violence politique qui a une relation avec l'*abusus* du patrimoine des ressources naturelles, y compris par le marché.

DEDANS ET DEHORS

Sur cette trajectoire, en grande partie fatale, au sens où elle est un effluent de la formation de l'État angolais, dos Santos et le MPLA ont indéniablement capitalisé en la corrigeant à leur avantage mais sans affecter son élan. L'évolution même du conflit angolais et la longue fréquentation d'un capitalisme international leur ont laissé, par exemple, les conditions d'un rapport spécifique avec l'extraversion. Si on peut développer plus loin l'hypothèse que l'extraversion est plus négociée que subie, c'est peut-être qu'en effet, sur le bord brésilien de l'économie atlantique, « les plantations mercantilistes du sucre au XVII^e et XVIII^e avaient préparé et annoncé la révolution industrielle en inaugurant de nouveaux procédés de financement¹⁸ ». En somme, notre propos sera d'essayer de montrer une configuration particulière et dynamique de la gestion du pouvoir et de la richesse en Angola. Cette problématique ne postule pas d'étanchéité entre intérêts factionnels en lutte pour la capture de rentes et de positions, d'une part, et la sphère des alliances et de contrats avec l'extérieur, de l'autre. Sur le plan postcolonial, l'économie de guerre a marqué le régime mais celui-ci a eu besoin de ressources externes pour assurer son hégémonie, contestée dès 1976. Très tôt des acteurs extérieurs interviennent pour sauver le MPLA des attaques des mouvements opposés, déjà soutenus par des puissances internationales et des États de la région¹⁹. Cet alignement international n'a pas exclu, pour le régime marxiste qui tient la capitale et bénéficie de la reconnaissance internationale, des compromis avec des groupes multinationaux qui, sans partager son idéologie, s'associent à lui dans la valorisation des rentes naturelles. Il n'y a donc sans doute jamais eu de schéma univoque de

12. R. Pélissier, *Explorar. Voyage en Angola et autres lieux incertains*, Orgeval, Éditions Pélissier, 1979, p. 150. Uíge est une province (et une ville) au nord de l'Angola, d'où provenait une grande partie du café à l'époque coloniale.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*, p. 154 : « Certains brochets immensément gras et lourds récoltent pour plus de quatre cent mille dollars de café chaque année. » Voir aussi, du même auteur, *Les Guerres grises, résistance et révoltes en Angola : 1845-1941*, Orgeval, Éditions Pélissier, 1977.

15. R. Pélissier, *Explorar...*, *op. cit.*, p. 150.

16. R. Pélissier, *La Colonie du Minotaure, nationalismes et révoltes en Angola : 1926-1961*, Orgeval, Éditions Pélissier, 1978.

17. H. Guerra, *Angola, Estrutura Económica e Classes Sociais*, Porto, Edições ASA, 1988, p. 27-50.

18. J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, p. 156.

19. Le Front national de libération de l'Angola (FNLA), soutenu par les États-Unis et le Zaïre, et l'Unita, soutenue par l'Afrique du Sud et, ensuite, également par les États-Unis.

la reproduction d'un système central angolais et c'est donc sur l'événement contemporain de la nouvelle autonomie présidentiale sans doute favorisée par le gonflement de la rente pétrolière, qu'il sera porté attention.

Cependant si ce moment et les relations d'hybridation avec le capitalisme poursuivent le « western océanique » dont parle Jean-François Bayart²⁰, c'est davantage dans le registre de l'emprunt aux technologies du capital, mentionné aussi par cet auteur, que le pouvoir économique angolais tisse des relations financières au temps de l'argent globalisé. À cette aune, qui n'est pas la seule, la vie politique partisane angolaise n'est pas au centre de notre approche et je m'attacherai à des puissances en plein réaménagement, comme la compagnie nationale de pétrole Sonangol (Sociedade nacional de combustíveis de Angola), plus qu'à des factions identifiées ou des succédanés de groupes de pression. L'idée d'autonomie d'une oligarchie tournant autour du Président doit être relativisée, car les abondantes ressources rentières ne permettent pas à elles seules au pouvoir angolais de s'affranchir des contraintes internes par rapport auxquelles l'extraversion offre des alternatives. Une des limites de l'État angolais tient à ce que, pendant que se perfectionnait un appareil militaro-industriel, structure des privilèges des élites, à la fois modernes et archaïques, il restait un administrateur négligent du bien public, de plus en plus critiqué pour ses lacunes en matière sociale et économique. Cette dualité, la sélectivité des compétences et des alliances qui en découle, réduisent donc l'adhésion de son environnement social et affectent aussi ses capacités techno-bureaucratiques. C'est dans ce contexte relâché de construction de l'État que se forme le discours en actes d'un néocapitalisme adapté à la fois à une captation des rentes et articulé à la diversification nationale et entrepreneuriale des partenaires extérieurs. L'extraversion joue un rôle compensateur à l'étrécissement de l'espace public, voire clientéliste à l'intérieur de l'Angola et de plus contribue à l'édification un référentiel spécifique. Le pouvoir représente la communauté politique interne vis-à-vis de l'extérieur, avec un discours qui peut être violemment nationaliste, surtout quand il s'agit de voisins africains. Dans le même temps, le versant moderniste de certaines composantes du pouvoir angolais peut jouer un rôle attractif pour les « investisseurs » étrangers confrontés par ailleurs à l'administration archéo-marxiste.

Les modalités de cette mutation structurale sont multiples et seront analysées ici en fonction de leur historicité comme de leur relation avec le champ économique. On étudiera le cas de la fin de la présence de la compagnie De Beers, longtemps dominante dans le diamant angolais. Son éviction appartient à un faisceau d'événements, qui vont de la collaboration, supposée par les services de renseignements angolais, de cette compagnie avec l'Unita, aux meilleures conditions offertes par de nouveaux venus, susceptibles de fournir plus

facilement des ressources politiques et militaires, tout en assurant une augmentation de la production. De Beers participe aussi historiquement de l'inscription de l'économie de l'Angola entre capitalisme périphérique et archaïque d'une part, et le « grand large » du partenariat international, de l'autre. Cette filiale spécialisée d'Anglo-American rejoint dès 1971 la Companhia da diamantes de Angola à l'actionnariat américain, belge, sud-africain et bien sûr portugais²¹. Le fer de Cassinga, peu éloigné de Jamba, capitale de l'Unita dans les années 1980 à l'extrême sud-est du pays (dans ce que les Portugais appelaient les *Terras do fim do Mundo*), était déjà exporté dans les années 1960 au Japon et en République fédérale d'Allemagne, et au début des années 1970, la production pétrolière de Cabinda dépassait déjà 7 millions de tonnes par an...

Toutefois, les déplacements de relations, l'entrée et la sortie d'acteurs, l'évolution des cadres légaux et institutionnels sont loin de participer d'un plan général. De vieilles connaissances réapparaissent, des répertoires inutilisés peuvent être réactivés, des puissances montantes aujourd'hui ne sont peut-être que des ombres chinoises, mais l'ensemble des ponctuations introduit un infléchissement de trajectoire. Il ne faudrait pas dans le même temps, penser ces nœuds de pratiques et de domaines comme des stratégies volontaristes. La nécessité d'alliances externes et de contrôle interne impose d'utiliser des codes de références assez hétérogènes, y compris quand il s'agit de pratiques ou d'usages apparemment mondialisés comme la finance ou le droit des affaires. Il s'agit plutôt de dispositifs, en partie rémanents, mais aussi innovants, du moins à la marge. La cooptation éventuelle, par la reconversion, des anciens dignitaires de l'Unita n'est pas exclue mais n'est « jouable » que si l'état du capitalisme local le permet. Dans une approche plus large de la gouvernabilité, les énoncés nouveaux du pouvoir angolais sur la pauvreté ou sur le marché n'induisent pas maintenant en Angola, comme le supposait Foucault dans des pays comme l'Allemagne ou la France, que « la société [soit] la cible et l'objectif de la politique gouvernementale²² ».

Faute de compétition politique réelle et de répartition de la rente, le président angolais et le système – encore dualiste, comme nous l'avons dit, entre une administration générale relâchée et une rénovation du secteur rentier –, s'exposent à une contestation qui fonctionne en dehors de la critique parlementaire et

20. J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde...*, p. 149-156.

21. Sur l'internationalisation précoce du capital colonial portugais en Angola, voir G. Clarence-Smith, « Les investissements belges en Angola, 1912-1961 », in *Entreprises et entrepreneurs en Afrique (XIX^e et XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan, vol. 1, 1983, p. 423-441 ; ainsi que, du même auteur, *The Third Portuguese Empire, 1825-1975. A Study in Economic Imperialism*, Manchester, Manchester University Press, 1985.

22. M. Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard, Le Seuil, 2004, p. 151.

des élections et qui se concentre sur l'appropriation des richesses. Le discours mondialisé de critique de la corruption est ainsi repris par de vrais démocrates mais aussi par ceux qui n'ont pas encore accès au banditisme élitaire. Or, en dépit des années de guerre qui ont été à la fois la matrice de la destruction du capital public et de la génération des fortunes privées des factions au pouvoir, l'Angola de dos Santos n'est pas le Zaïre de Mobutu. Comme le démontrent les capacités respectives des armées des deux pays, il y a eu en Angola une convergence entre les intérêts personnels des chefs et la relative efficacité de leurs troupes alors que le pillage aura été la passion commune des officiers de Mobutu et de leurs soldats. Si aujourd'hui, certains vont jusqu'à dire que le MPLA a été marginalisé par les « Futungistes », mus par leur seule voracité, il ne faut pas oublier qu'il y a eu des luttes de tendances sanglantes au sein du parti, les oppositions factionnelles décidant finalement de l'accès aux positions rentières dominantes. Ces affrontements n'ont pas été que des batailles idéologiques mais ont aussi imprimé leur marque à l'administration²³, à l'entreprise et au fonctionnement même des institutions politiques, militaires et sociales. Dans le cas du Zaïre, en dehors de quelques généraux de la région de l'Équateur, dont venait Mobutu, le jeu aura été davantage celui de la rotation et la combustion des caciques régionaux qui ne pouvaient que difficilement fonder une contestation politique sur la misère des références du parti-État du « Président fondateur ».

AU-DELÀ DE LA BUREAUCRATIE

« La situation qui s'est développée en Angola avec la mise en place et l'abus dans l'utilisation de mécanismes et de règles administratives (le plus souvent des normes et règlements excessifs et arbitraires) a renforcé le rôle de la bureaucratie dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie du pays, toute action demandant un temps considérable et étant sujette à de multiples autorisations », écrivait Manuel Ennes Ferreira²⁴. Il est déjà difficile pour tout usager des administrations modernes, y compris hors d'Angola, de saisir les nuances entre la norme, l'arbitraire et l'absurde. Mais la conjugaison de l'héritage lusitanien de procédures impériales et de paperasserie coloniale, d'une part, et d'un consensus vis-à-vis (de la) norme bureaucratique moderne, de l'autre, prédisposaient à une configuration sociale empathique avec la rigueur et la lourdeur des procédures. Elle va sans doute au-delà, dans ce pays, d'une simple manipulation arbitraire de la décision, pour édifier un ethos du formulaire. Mais toute option se retrouve inscrite dans un processus où les écrous nés du fait de l'organisation n'excluent pas des interventions qui peuvent fluidifier la décision. Enfin, il serait contradictoire de dépeindre l'Angola

comme l'espace d'un capitalisme sauvage affranchi de toutes les références à la régulation de l'activité économique et en même temps d'y dénoncer l'enfer des comités, de la coordination et des contrôles. Plus de surveillance et de coercition sembleraient en réalité utile aux détenteurs supposés du pouvoir absolu pour conforter les conditions de leur domination sur le système économique. En effet, de nombreuses zones grises subsistent encore dans l'économie, en dépit de la mainmise sur les rentes pétrolière et minière. On peut citer à côté de l'anarchie aérienne, ou de la contrebande en pleine expansion, des enjeux plus centraux, comme la fragilité de la monnaie et son marché parallèle, même atténués par une gestion monétaire et budgétaire qui porte ses fruits, l'irruption sur les marchés de marchandises sans origine connue et la rude compétition pour l'obtention d'accès à la rente de ceux qui se considèrent comme des ayants droit. Dans ce groupe de prétendants à la prédation, on retrouve les élites urbaines et régionales historiques, souvent propriétaires d'entreprises héritées du temps colonial et du sol, et les technocrates formés aux États-Unis, en Suisse ou au Portugal. Ces concessions au désordre peuvent trouver leur espace et leur explication à travers la formation dans la sphère financière d'une liaison entre libéralisation, privatisation et criminalisation comme syndrome d'une recomposition de l'esprit du capitalisme angolais, en cours d'ailleurs avant la hausse massive des prix du brut²⁵. La notion de privatisation peut renvoyer à l'État dans la décharge de certaines de ses fonctions²⁶, mais comme Béatrice Hibou le précisait aussi, cela peut se traduire par l'extension de ses interventions, qui peuvent s'étendre au-delà des institutions²⁷. La gestion de la dette disséminée dans le réseau des entreprises publiques ou des entités contrôlées par des proches du pouvoir²⁸ illustre déjà l'apparition d'acteurs transnationaux comme les mafias et de nouveaux pouvoirs souverains comme les banques avec lesquels l'État peut être en concurrence mais aussi coopérer. À ce capitalisme nouveau, en formation depuis les années 1990, il a manqué et manque certainement encore l'« esprit²⁹ » minimal nécessaire à tout capitalisme, esprit qui serait la capacité reconnue à l'initiative privée d'offrir un modèle politique et de fonder ainsi un rapport social qui se trouve dans certains modes de

23. M. Ennes Ferreira, « La reconversion économique... », art. cit.

24. *Ibid.*, p. 14.

25. O. Vallée, « La dette publique est-elle privée ? Traités, traitement, traite, modes de la dette africaine », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 50-67.

26. B. Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », *Critique internationale*, n° 1, 1998, p. 151-168.

27. B. Hibou, « La décharge, nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 9.

28. O. Vallée, « La dette publique est-elle privée ?... », art. cit.

29. J.-P. Warnier, « La bigarrure des patrons camerounais », in J.-F. Bayart (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1994, p. 175-201.

production³⁰, en apparence moins en avance que celui de l'Angola. Le capitalisme hybride de l'Angola partage un mixte d'arriération venu du colonat portugais, de liaison avec des trafics mondiaux et de socialisme d'État. Dans le même mouvement, il traîne des résistances à l'affirmation d'un marché libre et concurrentiel tout en n'ignorant pas des aspects de criminalisation de l'État³¹. Cependant, ces dernières années, avec l'aide des ressources financières du pétrole et des nouveaux prêteurs souverains, l'hyperinflation, comme nous le signalions auparavant, a été endiguée et on peut voir s'établir une situation d'équilibre, voire de surplus budgétaire. Ce type d'« arrangement » peut être lu comme camouflant la nature perverse de la clique de rentiers au pouvoir ou tout simplement la nécessité d'enrayer l'appauvrissement monétaire de la population et l'impéritie des services publics. Quoi qu'il en soit, en une dizaine d'années, le gouvernement et la banque centrale, la Banco nacional de Angola (BNA), sans avoir signé d'accords formels avec le FMI et leurs créanciers internationaux parviennent peu à peu à instaurer des conditions minimales, non pas du développement du pays, mais du fonctionnement d'un capitalisme renouvelé bien qu'il soit encore fondamentalement rentier.

La rente renvoie à une autre notion développée par Jean-François Bayart, celle d'extraversion³². Les *gatekeepers* angolais d'aujourd'hui ne sont pas en rupture avec la tradition de dépendance et d'internationalisation propre au temps de la puissance coloniale portugaise déclinante. L'expansion actuelle de l'association des intérêts économiques angolais avec l'étranger, parfois, prend des airs de retour à la configuration d'avant 1976. Tempelman, le diamantaire américain ami de Mobutu et de Kennedy, fournit un exemple des retournements et de récupération politiques : après avoir joué la carte de Savimbi, il a servi d'intermédiaire entre l'Unita et Luanda pour favoriser l'ouverture des années 1990. Cela lui a permis de retrouver une partie de ses actifs de la période coloniale et de se redéployer en Angola, devenu plus prometteur que le Zaïre livré aux *junior companies* du diamant et des autres minerais. La relation forte du pouvoir de Luanda avec l'extérieur, dans le domaine économique, traduit aussi un besoin de diversification et de globalisation du politique où affinités militaires, coups financiers et goûts culturels associent Russes, Ukrainiens, Brésiliens, Israéliens et bien sûr Français. La configuration du gouvernement des entreprises angolaises en 2008 ne reflète plus simplement la décomposition d'un système politique et économique comme il y a une quinzaine d'années, ni même leur extraterritorialité de fait quand elles étaient gérées par des étrangers. Cela est en partie possible parce qu'avec l'écrasement de Savimbi, la technologie du pouvoir forgée dans la guerre autorise l'État, conforté dans son remaniement par le levier stratégique du pétrole, à se redéployer vers de nouveaux points d'intervention.

DE LA PRÉDATION PUBLIQUE À L'ACCUMULATION PRIVÉE ?

Avec l'augmentation de l'extraction, la gestion du pétrole est devenue un instrument d'accumulation et un foyer de puissance. Auparavant, si les ressources provenant des hydrocarbures permettaient le développement d'un modèle rentier, ce dernier connaissait des limites, illustrées d'ailleurs par l'endettement international qui aidait à la trésorerie plus qu'à la formation brute de capital fixe. À partir de 2005, même s'il y a toujours des détournements, il faut bien noter que les budgets publics votés (qui, selon les détracteurs de l'Angola, ne comprennent pas l'ensemble des recettes du pétrole), changent d'ordre de grandeur. En 2005 par exemple, grâce à la différence entre le prix du pétrole projeté pour les recettes du budget (33 dollars US le baril) et le prix effectif (55 dollars), le budget a connu un excédent représentant près de 7 % du PIB³³. De plus, à travers le cadre légal et institutionnel du secteur pétrolier, se développe une trajectoire de rationalité dans l'appropriation de la rente, qui n'exclut pas la prédation, mais ne s'y résume pas. L'ouverture du régime d'investissement dans un domaine où les compagnies étrangères ont besoin de visibilité et de sécurité se déroule ainsi en parallèle avec un renforcement des capacités et du pouvoir d'influence de la société d'État du pétrole, Sonangol.

Le cadre légal a été modernisé par la loi n° 10 de novembre 2004 sur les activités pétrolières. Celle-ci a remplacé la loi n° 13 de 1978, qui avait actualisé le régime existant à l'époque coloniale. La durée de vie respectable de la réglementation coloniale, révisée par le gouvernement marxiste en 1978, s'explique en partie parce qu'elle ne contrariait pas trop les opérateurs étrangers du secteur. La loi reprenait les fondements antérieurs du droit portugais en attribuant à l'État la propriété du sous-sol mais reconduisait les conditions commerciales de son exploitation et conservait un système de royalties peu contraignant pour les entreprises étrangères du secteur. Auparavant, en période coloniale, le Portugal recevait uniquement des royalties, une sorte de fermage fixé d'avance sur les quantités produites. L'innovation a donc été la création d'un opérateur national, Sonangol, une entreprise publique chargée de gérer les intérêts de l'État dans le secteur pétrolier, d'abord comme partenaire des opérateurs étrangers qui extrayaient le pétrole. Sonangol est de plus en plus

30. L. Boltanski et È. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

31. J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997.

32. J.-F. Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5, 1999, p. 97-120.

33. Banque française d'investissements (BFI), *Angola. Ongoing Recovery on the Back of Oil Windfall*, janvier 2007.

devenu un opérateur direct, ce qui a permis à l'Angola de bénéficier des revenus tirés des hydrocarbures, au moins sur trois modes : comme propriétaire du sous-sol, comme producteur et comme vendeur. Cette évolution devait être menée avec délicatesse pour ne pas effaroucher les grandes multinationales du pétrole, déjà inquiètes de la guerre et des orientations affichées du MPLA. Sonangol parvient à la fois à se tailler une place tout en étant l'intermédiaire des contrats signés avec les opérateurs extérieurs, parmi lesquels, elle saura faire appel à des nouveaux venus, comme les Brésiliens ou les Norvégiens. Les ajustements et les adaptations nécessaires, les accommodements et les inflexions ont donc été, jusqu'à la réforme de 2004, « contractualisés » au cas par cas par Sonangol, qui a plusieurs fonctions. Comme Endiama (Empresa nacional de diamantes de Angola) dans le secteur des diamants, Sonangol est à la fois producteur, seul ou par le biais de coentreprises et de participations dans d'autres compagnies, et distributeur. C'est aussi le seul organisme habilité à accorder des concessions à d'autres compagnies pétrolières nationales et étrangères. Sonangol a donc un pouvoir et une influence considérables dans le secteur.

Le nouveau cadre légal de 2004 a systématisé les nouvelles règles de répartition de *l'oil profit* (ce qui reste après que l'on a retranché les coûts de production) entre l'État et l'opérateur, qui passent par un contrat, plus avantageux, pour le pays, que les royalties, et que l'on nomme le contrat de partage de production. L'Angola est doublement gagnant dans l'accord de partage de production puisque l'argent revient à l'État, propriétaire du sol, et à Sonangol, entrepreneur du secteur pétrolier, quand elle est associée. En tant qu'entrepreneur, Sonangol, créée en 1976 (décret n° 52/76), relevait de deux ensembles législatifs, le cadre de l'activité pétrolière et le statut des entreprises publiques. Cette dernière législation a été révisée en 1999 (décret n° 19/99) afin d'être mise en conformité avec la loi de 1995 sur les entreprises publiques. Elle indique que les principales activités de Sonangol sont « la prospection, la recherche, le transport, la commercialisation, le raffinage et la transformation des hydrocarbures liquides ou gazeux et de leurs dérivés, y compris les activités pétrochimiques ». Sonangol peut, dans tous ces sous-secteurs, créer de nouvelles entreprises, acquérir en partie ou en totalité d'autres compagnies, et intervenir dans leur gestion dans la mesure où elle détient une partie ou la totalité des actions avec droit de vote ; et elle peut établir des formes appropriées d'association ou de coopération (telles que des coentreprises) avec d'autres entités nationales ou étrangères. Elle s'affranchit ainsi à partir de 1999 un peu plus, au moins sur le plan formel, des tutelles ministérielles.

De l'autre côté, en vertu de la nouvelle loi sur les activités pétrolières de 2004, Sonangol est titulaire exclusif des droits de prospection, de recherche et de pro-

duction du pétrole et du gaz. Elle détient une participation majoritaire dans toutes les coentreprises et tous les contrats d'association. Normalement, les participations dans ces coentreprises ou contrats d'association doivent être allouées par concours public ; toutefois, elles peuvent aussi être attribuées par négociation directe si le concours public n'a pas permis de désigner une entreprise partenaire, ou si le ministère du Pétrole a décidé que les propositions présentées n'étaient pas satisfaisantes³⁴. Sonangol reste certes sous la tutelle juridique du ministère du Pétrole. Elle est chargée de mettre en œuvre les politiques nationales du secteur pétrolier que le gouvernement détermine. Son Conseil d'administration, composé de cinq membres, est désigné par le Conseil des ministres, sur la recommandation du ministère du Pétrole et du ministère des Finances. Un Conseil de supervision, comprenant trois membres désignés par ces deux ministères, est chargé du contrôle financier de Sonangol. Les directeurs des entreprises dans lesquelles Sonangol détient une participation majoritaire, qui fournissent des services rémunérés à Sonangol ou exercent des fonctions dans des entreprises concurrentes ou associées, ne peuvent pas être membres du Conseil de supervision. La gestion des affaires courantes est assurée par un Conseil dirigé par le Président du Conseil d'administration et comprenant des représentants de la direction et du personnel.

Le rôle des ministères, en particulier de celui du Pétrole, reste donc fort en dépit de l'autonomie formelle croissante de Sonangol en matière de gestion financière et technique. Le contrôle de l'État peut s'avérer beaucoup plus contraignant qu'on ne l'écrit selon les évolutions conjoncturelles des sources et des bénéficiaires de la richesse pétrolière dans l'enceinte présidentielle. L'obligation de transparence demandée par le FMI et les grandes ONG internationales qui luttent contre la prédation (Global Witness, Human Rights Watch, etc.) a renforcé la faculté des ministres des Finances et du Pétrole de s'assurer que les recettes de Sonangol bénéficient réellement à l'État central selon les prorata fixés par les textes fiscaux et les contrats de partage de production. Mais les esquives sont faciles à Sonangol, quand elle est chargée par ailleurs d'agir, d'investir et d'entreprendre pour le compte de l'État³⁵, dont la « verticale du

34. Article 44 de la loi n° 10 de novembre 2004.

35. Selon le FMI, Sonangol exerce aussi diverses activités non commerciales, y compris des opérations quasi fiscales et auxiliaires, notamment des compensations obtenues pour les subventions aux ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, des recettes tirées de la fourniture de produits pétroliers aux entreprises publiques, des versements effectués au nom d'entreprises publiques pour certains contrats, et des dépenses au nom du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Administration territoriale. Voir International Monetary Fund (IMF), *Angola, Selected Issues and Statistical Appendix, and Staff Report*, avril 2005.

pouvoir» reste la Présidence. L'influence des équilibres au sein du parti en raison du nombre soviétique de vice-ministres, qui exercent une tutelle nominale, peut aussi jouer, mais selon l'obtention de gratifications ou ce fameux pouvoir de retarder, de différer ou de complexifier la décision. Cependant il semble que c'est plus en termes de représentation du pouvoir d'État que de partage de dépouilles au sein du MPLA qu'il faut interpréter la subordination institutionnelle de Sonangol, qui voisine avec une liberté croissante assimilable à celle d'une entreprise privée. Les observateurs extérieurs accordent beaucoup plus d'importance en tout cas aux nominations à la tête de Sonangol qu'à celles des ministères. Les attentions des différents protagonistes des affaires angolaises, comme celle de l'Angolagate, vont en général plus à la Présidence et à Sonangol qu'à l'administration d'État³⁶.

Comme nous l'indiquions, y compris dans des périodes où le poids du MPLA était plus fort dans l'architecture de l'État, Sonangol a toujours eu une marge de manœuvre appréciable dans son secteur et comme agent financier permettant d'emprunter aux banques suisses et françaises encore timides devant l'État lui-même. Mais avec la loi de 2004, les responsabilités de Sonangol dans la privatisation du pétrole angolais et en matière d'autonomie financière sont posées et établies juridiquement. Sonangol peut ainsi transférer l'exercice de ses droits d'exploration et de production à d'autres entreprises et conclure des contrats avec des tierces parties. Depuis 2004, les possibilités de décharge³⁷ sur le privé pour l'exploitation des gisements et la « dérivation³⁸» plus facile des fonds qui l'accompagne ont donc été largement renforcées.

L'extension des concessions et la scissiparité de Sonangol en filiales favorisent aussi l'émergence de centres autonomes de calcul et de profit en même temps qu'une autonomie et du personnel et de la gestion vis-à-vis de la tutelle bureaucratique. On comptait ainsi en 2005 trente concessions pour l'exploitation de pétrole ou de gaz mises en valeur par des compagnies étrangères en liaison avec des filiales de Sonangol³⁹, soit dans le cadre de coentreprises soumises au régime des « taxes et redevances »⁴⁰, soit en vertu d'accords de partage de la production en association avec la filiale production de Sonangol. Sonangol compte de nombreuses filiales en Angola et à l'étranger, qui s'éloignent peu à peu du cœur de son activité : Distribuidora SA, sa filiale pour la distribution locale de pétrole ; Sonangol pesquisa e produção, sa filiale production ; Sonair SARL, une compagnie de transport aérien desservant les sites pétroliers – et Houston (Texas) ; MSTelCom Angola, une entreprise de télécommunications ; Sonangol Ltd. et Sonangol USA, des sociétés de négoce de pétrole à Londres et à Houston ; Sonangol Shipping, une entreprise de transport maritime pour le pétrole brut ; Sonaship, une compagnie maritime qui dessert principalement des lignes pour assurer l'approvisionnement en Angola et dans d'autres pays

africains ; et Essa, une société de services dans le secteur pétrolier. De plus, Sonangol est présente, depuis une dizaine d'années, dans le secteur financier et bancaire national avec la Banco africano de investimentos (BAI) et la Banco de comercio e industria (BCI) et elle a des participations notables dans de grandes banques internationales.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger les branches extérieures et les investissements lointains de Sonangol. Sonangol USA, Sonangol Ltd et Sonasia (Singapour) ainsi que China Sonangol International Holding, basé à Hong Kong, se sont associés en novembre 2004 à une offre sino-argentine pour investir 5 milliards de dollars dans un projet d'exploration pétrolière en Argentine⁴¹. L'attrait de l'Est asiatique pour les filiales de commercialisation de Sonangol, tout comme les investissements avec des associés chinois ne sont pas étrangers aux difficultés nouvelles surgies dans les relations avec certains vieux amis comme la France ou au durcissement de l'accès aux paradis fiscaux et aux sanctuaires bancaires comme la Suisse ou les États-Unis. En 2003, des ONG spécialisées dans la dénonciation des États corrompus déclaraient :

« L'administration du président José Eduardo dos Santos a transféré beaucoup d'argent à l'extérieur. Les autorités anticriminalité suisses auraient saisi 56 millions US \$ détenus dans la filiale genevoise d'une banque des Îles Caïmans. Les enquêteurs soupçonnent que ce compte appartient au Président de l'Angola, pays qui est au 102^e rang des pays les plus corrompus au monde selon Transparency International⁴². »

36. *Le Courrier* du 14 février 2008 rapporte que la justice suisse était parvenue à identifier une partie des 614 millions de dollars qui auraient été détournés vers les opérations de livraison d'armes déjà évoquées. Les fournisseurs d'armes et les intermédiaires, MM. Falcone et Gaydamak, auraient été payés avec des livraisons de pétrole et des titres de dette (120 et 60 millions de dollars respectivement). Joaquim David, ancien président de Sonangol, aurait perçu 4 millions de dollars, tandis que José Leitão da Costa, un des hommes forts du cabinet civil du Président aurait touché 3 millions de dollars. Plus de 40 millions de dollars, versés entre le 3 octobre 1997 et le 15 janvier 1998 depuis le compte Abalone à l'UBS de Genève sur un compte ouvert au Crédit agricole Indosuez, au Luxembourg, auraient eu pour destinataires MM. dos Santos et de Figueiredo, ce dernier étant présenté comme le financier du premier.

37. B. Hibou, « La "décharge", nouvel interventionnisme », art. cit., p. 6-15.

38. La « dérivation » désigne l'orientation des flux destinés à l'investissement comme les retours sur investissement vers des usages ou des acteurs autonomes de l'administration publique.

39. Les principaux exploitants étrangers soumis à ces régimes d'association sont Agip (Italie), Chevron Texaco (États-Unis), BHP Billiton (Australie), British Petroleum (Royaume-Uni), Exxon Mobil (États-Unis), Occidental Petroleum (États-Unis), Ranger Oil (Canada) et TotalFinaElf (France).

40. Comme on l'a vu, le régime en vigueur jusqu'en 1999 était plutôt de nature fiscale. Il a laissé place à celui du contrat de production qui assure davantage de stabilité et de poids à l'État angolais.

41. Ambassade d'Angola au Royaume-Uni, « Sonangol signs agreement with Argentina », *Newsletter*, n° 100, novembre 2004.

42. Voir C. Hoyos et J. Reed, « Angola forced to come clean », *Financial Times*, 2 octobre 2003, p. 14.

La modernisation et l'insertion de Sonangol sur la scène pétrolière internationale témoignent d'une assez longue pratique des marchés et des circuits financiers internationaux. Elles sont sans doute aussi une réponse à la pression exercée par le FMI et les ONG proches du gouvernement britannique pour réduire une dissipation de l'argent du pétrole qui gêne le remboursement de la dette internationale et compromet les conditions de vie de la population. Si les moins enclins à considérer favorablement la gestion de dos Santos reconnaissent que le développement de Sonangol est un *business success*⁴³, les réserves sur les comptes de la manne pétrolière sont nombreuses.

TRANSPARENCE ET DIVERSIFICATION DE L'EXTRAVERSION

Malgré une amélioration de la transparence fiscale générale, le FMI notait en 2005 qu'il y avait encore « un manque de données convenablement harmonisées sur les paiements et les dettes des compagnies pétrolières, et peu de renseignements sur les coûts et les contrats de ces sociétés⁴⁴ ». Peut-être le FMI faisait-il allusion aux « sources bancaires faisant état de ce que l'Angola s'était battu pour obtenir un prêt de 1,15 milliard de dollars auprès de la BNP, prêt dont il a pu bénéficier en juin 2003⁴⁵ ».

La firme internationale de comptabilité KPMG a pourtant été engagée par la BNA, agissant en tant qu'agent du ministère des Finances, pour réaliser une étude diagnostic sur les recettes tirées du pétrole par l'État. En mars 2004, elle a présenté un rapport, publié par le gouvernement, et qui recommandait que la Direction des impôts veille au respect de la législation concernant le calendrier des échéances fiscales et des arriérés, et qu'elle élabore des tableaux indiquant le calendrier des impôts perçus par périodes de 12 mois⁴⁶. Le rapport stipulait en outre que Sonangol devait mettre au point des méthodes de calcul détaillées pour déterminer la part du gouvernement dans l'*oil profit*, ainsi que sa propre participation. KPMG recommandait aussi que le système de paiement décentralisé soit cependant administré au niveau central, que toutes les primes soient versées au ministère des Finances par l'intermédiaire de la BNA, que le gouvernement central finance des projets de développement communautaire et social, en passant par les autorités chargées de l'aménagement du territoire ou par les ministères responsables, et enfin qu'il mette en place une base de données et un système d'enregistrement afin d'identifier les financements internationaux garantis par la production actuelle et future de pétrole⁴⁷...

Les considérations très comptables et très technocratiques du rapport précité se gardent bien ne serait-ce que d'effleurer la question des constructions financières complexes que réalise le pouvoir angolais et que l'on aurait tort de résumer à l'irrésistible ascension de la compagnie pétrolière nationale⁴⁸. China

Angola Oil Stock Holding est certes chargé du *trading* de « l'huile » de Sonangol : la part qui revient à l'entrepreneur pétrolier de l'État est donc vendue sur le marché international par l'intermédiaire d'une entité où se trouvent des intérêts chinois. On ne peut analyser le couple formé entre la Chine et Sonangol seulement comme un faux nez du pouvoir angolais destiné à exfiltrer de l'argent loin des regards malveillants. Ce holding, associé également à un autre holding (parent) nommé Beiya⁴⁹, apparaît comme une véritable trilatérale financière dont la fonction va au-delà du blanchiment de capitaux pour constituer une plateforme d'investissement et d'accumulation de quelques hommes forts de la mondialisation. China Beiya Escom International (Bescom S.A.) est en effet très actif en Argentine et au Venezuela pour la bonne raison qu'un de ses actionnaires décisifs, à travers Escom, n'est autre que le groupe portugais Espírito Santo dont les intérêts en Angola vont du diamant à la banque en passant par la construction. Escom a ainsi bâti un aéroport international près de la ville natale de Sassou Nguesso au Congo Brazzaville, et son président, Helder Bataglia, est un ami personnel d'Hugo Chavez et de Nestor Kirchner.

L'économie angolaise est ainsi réintroduite dans une tricontinentale des affaires et du déploiement géopolitique qui confère à cette alliance de plusieurs mondes pour la capture de la rente, une dimension « d'assimilation réciproque⁵⁰ » des nouvelles élites mondiales. Cette mondialisation à travers des montages financiers, et dans un Extrême-Orient libéralisé, s'appuie en effet sur une modernité africaine et un activisme asiatique qui inaugurent un nouveau commerce sur les bords de l'océan Pacifique cette fois⁵¹. Cette nouvelle relation repose aussi sur des affinités et des partages d'une communauté imaginée qui ne trouve plus son compte/ conte dans une Europe épuisée et frileuse. Elle ne s'affranchit certes pas de la forte présence symbolique du Portugal, mais sur fond d'*aggiornamento* du vieux groupe colonial Espírito Santo, elle passe de l'Argentine des hétérodoxes à la finance du troisième type.

43. R. Soares de Oliveira, « Business success, Angola-style : postcolonial politics and the rise and fall of Sonangol », *Journal of Modern African Studies*, vol. 45, n° 4, 2007, p. 595-619.

44. IMF, *Angola : 2004, article IV, Consultations, Preliminary Conclusions of the IMF Mission*, 29 mars 2005.

45. *Ibid.*

46. Ministry of Finance, *Assessment of the Angolan Petroleum Sector. Final Report*, mars 2004.

47. *Ibid.*

48. R. Soares de Oliveira, « Business success, Angola-style... », art. cit.

49. Beiya est un actionnaire déterminant de China Sonangol International Holding évoqué plus haut comme opérateur de Sonangol et investisseur en Argentine.

50. J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

51. Idée récurrente dans J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde...*, op. cit.

UNE ÉCONOMIE POLITIQUE RECOMPOSÉE ?

Ce déplacement, dans un gouvernement d'entreprise mondialisé, des logiques rentières angolaises et des dispositifs organisationnels de la société d'État Sonangol a des effets en retour sur la reconstruction de l'État angolais et du pays. Bescom S.A. est aussi associée avec le China International Fund (CIF) qui devrait financer les grands travaux urbains et routiers du Gabinete de reconstrução nacional (GRN)⁵² confié à Hélder Viera Dias «Kopelipa», un des hommes forts de la présidence, de l'armée et du «business» en Angola. Le masque chinois n'est pas seulement l'occasion pour les «Futungistes» de se recycler dans l'édification de la «Nova Luanda», cette nouvelle cité en chantier au sud de la capitale, pour laquelle le maître brésilien Oscar Niemeyer devait donner sa touche progressiste et esthétique. Cette sinisation de la rente pétrolière, dont le véritable gestionnaire est sans doute le groupe portugais Espírito Santo, traduit la mobilisation à un stade supérieur du patronage à l'angolaise. Ainsi cette frénésie de l'investissement dans l'infrastructure peut difficilement faire croire que l'on serait passé au stade de l'État providence. Certes, le bâti, en particulier dans une ville nouvelle, peut donner un aspect de refondation de la vie de la cité. Du point de vue de la transparence et de la légitimité de la gestion publique, les actifs physiques des routes et des immeubles (la tour du GRN devrait être plus haute que celle de Sonangol, déjà impressionnante) offrent, dans leur visibilité, des preuves d'amendement. Les «réalisations» en cours, avec les apports financiers, techniques et humains chinois, attestent que la souveraineté et la paix peuvent être rétablies avec un détour exotique qui fleure la modernité et l'ouverture. On peut voir aussi dans cette inflation de travaux publics la nouvelle donne de campagnes électorales où l'on doit mobiliser prochainement des citoyens plus que des militants, des habitants plus que des partisans. Souvent aussi «l'esthétique du nettoyage, du ravalement, et de la rénovation se met en place pour faire disparaître le souvenir de la honte et du carnage⁵³». L'occultation du conflit de la naissance de la nation angolaise et la double utopie aujourd'hui revendiquée du retour à la terre et de cité radieuse nourrissent un imaginaire de la pacification des esprits. Du point de vue de l'esprit du capitalisme, «l'ordre de la reconstruction» est aussi la production d'un ethos de l'accumulation. La liberté plus grande conférée par les lois pétrolières à la résistible ascension de Sonangol s'arrête devant la sécurité et l'ordre intérieur. Cette prérogative de la reconstruction nationale incite à penser que les raffinements du commerce oriental et de l'exotisme de l'accumulation financière privatisée doivent composer avec la redéfinition d'une nouvelle cité. Ce projet esthétique et moral de rénovation est sans doute un des atouts pour le maintien de l'ordre politique actuel qui sous-tend l'économie politique de la richesse.

Les rentiers au pouvoir ne se sont pas contentés de se battre pour l'argent du pétrole, de le capter et de le transférer à l'extérieur. Le régime angolais d'appropriation doit beaucoup à la trajectoire coloniale du pays et à l'aspect hybride de son indépendance⁵⁴, mais la rente a aussi permis une matérialisation et une réinvention de l'économie politique nationale. La reconstruction des cadres macroéconomiques et institutionnels évoqués (maîtrise de l'inflation monétaire, du déficit budgétaire, libéralisation du secteur pétrolier, transparence des finances publiques), malgré ses limites, emprunte beaucoup aux voies que l'on a qualifiées d'hétérodoxes, comme dans le cas de l'Argentine du libéral Kirchner⁵⁵. Cette réinterprétation très libre du consensus libéral de Washington favorise aussi la subversion des pseudo-outils de la bonne gouvernance comme le Fonds de réserve pour les recettes excédentaires tirées du pétrole, destiné à leur bonne et transparente gestion. En septembre 2004, le Conseil des ministres a ainsi approuvé la création d'un fonds de réserve spéciale à la BNA, afin de détenir les recettes excédentaires résultant de la différence entre les prix réels du pétrole et le prix de référence de 22,60 dollars par baril sur lequel était basé le budget de 2004. Le fonds était destiné à couvrir les « crises éventuelles » ou le déficit budgétaire de l'Angola. On ne dispose d'aucun renseignement sur la situation actuelle de ce fonds mais comme le déficit budgétaire a disparu, ses ressources devraient passer sous le contrôle du GRN, alors que l'objectif du FMI était de le soustraire aux finances publiques du pays, en faveur d'une gestion « internationale » et « privée » du surplus. C'est ce qui va se passer, sous un mode légèrement différent, le général Hélder Viera Dias « Kopelipa » ayant bien l'intention de mobiliser les ressources du CIF, des banques angolaises et du pétrole pour ses grands projets et la reconversion de la rente en patrimoine public. L'Angola représente sans doute l'exemple le plus accompli d'un État africain qui s'est éloigné des bailleurs classiques, sous leur forme « communautaire » de clubs ou d'instances de vigilance comme le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Ainsi, pour financer le budget, il développe l'investissement avec des partenaires chinois et brésiliens sans se couper de partenaires bilatéraux, par ailleurs membres du Club de Paris avec lequel il tarde à remplir ses obligations liées à la dette. Ainsi

52. Le bureau de la reconstruction nationale est destiné à mener de grands projets d'infrastructures en dehors de l'administration centrale et des ministères. Il dépend de la Présidence et a des mécanismes de financement autonomes du budget public.

53. J.-P. Dollé, *Métropolitique*, Paris, Éditions de la Villette, 2002, p. 57.

54. P. Pezarat Correia, *Descolonização de Angola*, Luanda, Edição de Ler e Escrever, 1991.

55. J. Sgard, « La dette argentine et le déclin du FMI », *La Lettre du CEPIL*, janvier 2005.

Luanda a remboursé 1,5 milliards de dollars à certains créanciers publics au début 2007, ce qui a autorisé le Portugal et l'Allemagne à garantir des travaux publics ou des participations dans des banques comme la BAI, qui, dans son capital comme dans son portefeuille de prêts, démontre une conception originale du partenariat public privé⁵⁶. La BAI a comme actionnaire de référence Sonangol, mais aussi des entrepreneurs identifiés, comme José Récio qui est l'un des bienfaiteurs de la fondation Kissima où la fine fleur des généraux angolais et le Président lui-même œuvrent au bien-être des Angolais. Les actionnaires non identifiés représentent 44 % du capital de cette banque angolaise qui a une filiale à Lisbonne. Cette même année 2007, et c'est la preuve de l'œcuménisme financier et de l'attraction que suscite la signature de Sonangol, Standard Chartered a monté pour l'Angola un nouveau crédit gagé sur le pétrole, mais sur une durée de cinq ans, relativement longue pour ce type de produit, tandis que les banques portugaises et chinoises n'ont pas compté leur appui à un budget national annuel de 30 milliards de dollars, dont sept seront attribués à l'investissement.

La reconstruction qui suit une longue guerre civile semblait bien réclamer un *big push* de l'investissement. Mais l'arrivée des nouveaux acteurs chinois⁵⁷ et de leurs nouvelles formes de financement serait soupçonnée de compromettre la viabilité « fiscale » pour des institutions comme le FMI⁵⁸. Cette institution estime que l'endettement facilité par les Chinois, sans prévision des ressources budgétaires et sans cadre à moyen terme pour le programme de reconstruction, va entraîner des effets négatifs du point de vue économique et politique. En préalable, on peut se demander si le FMI n'aurait pas dû analyser la nouvelle économie politique du pétrole angolais qui allie libéralisation des modes contractuels avec une gestion très orientée des partenariats qui ne doivent plus se limiter à une division du travail entre un partenaire dormant, l'État, et un opérateur technique, le pétrolier américain ou français, hyperactif et omnipotent. La politique économique n'est plus abstraite comme dans une collection de critères à remplir pour être le bon élève du FMI, les registres de la privatisation sont subvertis et réinterprétés et ils permettent de rénover les positions et les méthodes de gestion dans le secteur pétrolier mais aussi dans l'autre domaine clé de rente, le diamant.

LES NOMBREUSES FACETTES DU DIAMANT ANGOLAIS

En 2008, l'extraction de diamant constitue pour l'État angolais la deuxième source de recettes d'exportation. L'Angola est considéré comme l'une des zones les plus prometteuses au monde pour l'extraction de diamant, avec des réserves estimées à 400 millions de carats de diamants alluvionnaires et

40 millions de carats de kimberlite. La production s'est accrue de 16,2 % en 2005 et de 41,7 % en 2006, grâce au doublement de la production annuelle de la mine de Catoca (qui a atteint 10 millions de carats). En outre, pour donner à la production une valeur ajoutée, la plus grosse usine de polissage et de taille d'Afrique, l'Angola Polishing Diamonds Factory, a ouvert ses portes en novembre 2005, dans le sud de Luanda. Elle emploie quelque 400 techniciens et 600 ouvriers. Il s'agit d'une société d'économie mixte regroupant l'entreprise publique Endiama, le consortium angolais Progem⁵⁹ et Lev Leviev Diamonds (LLD), numéro deux mondial du diamant. Comme Sonangol, Endiama cumule les fonctions de régulateur et d'acteur économique. Ce projet est le résultat d'une longue bataille financière, militaire et politique qui a vu un Israélien d'origine ouzbek, Lev Leviev, l'emporter sur le géant De Beers, présent en Angola avant l'indépendance et qui était prêt, il y a quelques années encore, à investir 50 millions de dollars dans une usine de polissage. Leviev a quitté Tachkent, encore ville d'URSS, en 1971, mais en 1989, le pouvoir soviétique l'a invité à l'aider à briser le monopole d'achat de De Beers qui s'exerçait même sur les pierres de l'URSS. Il est alors membre d'un groupe familial qui a le droit d'enchérir sur les lots de diamants de la Central Selling Organisation, la centrale mondiale placée dans l'orbite de De Beers et qui est chargée des ventes de pierres. Leviev réussit à sortir la production russe du circuit commercial contrôlé par De Beers depuis 1930 mais cela lui coûta ce droit aux vues (séances où les lots de pierres sont présentés et où elles peuvent être achetées), ouvrant ainsi une première brèche dans le cartel mondial du diamant. Il transforma l'essai en Angola en rencontrant dos Santos en 1996, après avoir confirmé la confiance des Russes qui avaient déjà commencé à polir et à tailler, avec son aide, leurs pierres. Quand il arrive à Luanda, il a donc l'appui du gouvernement russe qui fournit des armes à l'Angola en butte à la reprise des attaques de l'Unita, aidée par les mines de diamant que l'organisation de Savimbi contrôle. Il est accompagné d'Arcadi Gaydamak⁶⁰, un associé de Pierre Falcone. Tous trois

56. La BAI a été créée en 1997. Ses actionnaires principaux sont : Sonangol (17,5 %), Crédito agrícola (9,5 %), Investec Bank (7,5 %), José Récio (7,5 %), Services Group (8 %), Amer-Con (6 %), autres (44 %).

57. A. Beattie, « The money China is pouring in, despite protestations of good intent, does have potentially malign consequences for the economics and politics of the continent », *Financial Times*, 23 avril 2007.

58. A. Beattie, « China loans create new wave of Africa debt », *Financial Times*, 7 décembre 2006.

59. Dont Isabel dos Santos, une des filles du Président angolais, est actionnaire.

60. Voir les références précédentes à l'Angolagate. Leviev affirme qu'il a été présenté à Gaydamak par Danny Yatom, l'ancien chef du Mossad. Le Center for Public Integrity de Washington rapporte que Leviev et Gaydamak ont acquis ensemble une entreprise métallurgique au Kazakhstan en 1999.

vont participer à un dégonflement massif de la dette vis-à-vis de la Russie. Sont ainsi annulés 70 % des créances sur l'Angola – qui paiera plus tard les 30 % restant –, et Luanda passe aussitôt une commande d'armes, avec Gaydamak et Falcone pour intermédiaires.

En 1997, Leviev prend une large participation dans la mine de Catoca, le plus gros gisement de diamants d'Angola, avec l'entreprise publique russe Alrosa, Endiama et des investisseurs brésiliens. Leviev et le président dos Santos, qui échangent en russe, se plaisent et partagent les mêmes souvenirs de l'ex-URSS. Il est vrai qu'avant son usine de polissage, Leviev avait répondu aux craintes de dos Santos quand les rebelles de l'Unita trafiquaient les « diamants du sang ». Leviev, pour contourner ceux qui, à Luanda même, achetaient ces diamants à l'Unita et lui procuraient des armes (De Beers était soupçonné), avait suggéré de créer un monopole de la vente, l'Angola Selling Corporation (Ascorp), associant Leviev, le gouvernement et un diamantaire belge. La victoire de ce nouveau monopole est définitive après 2002, à la mort de Jonas Savimbi, quand le gouvernement expulse De Beers. Ascorp a rapporté beaucoup d'argent à l'État – et, dit-on, à la famille dos Santos –, a créé des emplois et assuré à Lev Leviev une vaste fortune, investie dans Africa Israel, entreprise cotée à la bourse de Tel Aviv et valorisée aux environs de 5 milliards de dollars.

Dès avant l'entrée de la Chine dans le pétrole angolais, le secteur du diamant démontre la souplesse angolaise, ses choix d'alliances multipolaires et sa recherche d'une combinaison d'objectifs. On peut considérer qu'ainsi dos Santos reste en contact avec Russes et Israéliens, s'assure du contrôle de zones incertaines du pays, poursuit son démarquage vis-à-vis de l'Afrique du Sud, dont De Beers est originaire, et maintenant verrouille la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC). Cette clôture de l'espace national vise à casser les anciennes routes de contrebande du diamant angolais qui partait vers Kinshasa et Brazzaville et à limiter toute perméabilité avec les éléments incertains du grand voisin, la RDC. Les évolutions du monde du diamant, secoué par les accusations l'impliquant dans les guerres africaines des années 1990, et en pleine restructuration avec des puissances nouvelles comme l'Inde et Israël, jouent sur ce réalignement angolais. Cela peut paraître un trait de la capacité du gouvernement et du capital angolais à s'articuler aux glissements des rapports de forces internationaux⁶¹, y compris et surtout quand il s'agit d'un enjeu qui n'est que sectoriel, même si très lucratif.

QUEL CAPITALISME INDIGÈNE ?

Rentes et économie politique recomposées, indigénisation et internationalisation du diamant et du pétrole participent pour beaucoup à la formation du

capital économique et social des hommes du palais. Cependant, comme on l'a esquissé ici, cette reproduction s'articule à la technologie financière comme mode supérieur de valorisation de la rente. Ainsi, ayant réduit l'inflation, modernisé le secteur bancaire, introduit des moyens de paiement électronique et le règlement brut en temps réel, les autorités angolaises appellent les entreprises pétrolières à faire transiter l'intégralité de leurs paiements par le système bancaire national qui s'est considérablement développé depuis la fin des années 1990⁶². Bien sûr, cette contrainte a nourri les attaques des pétroliers internationaux contre l'honnêteté des responsables angolais, qui viseraient ainsi à exercer un droit de seigneurage. Cette tentative d'insertion des flux financiers du pétrole dans le circuit bancaire national démontre que l'on ne peut pas réduire l'expansion et l'organisation de Sonangol au simple détournement de la rente pétrolière. De la même façon que la Fondation Eduardo dos Santos (Fesa)⁶³ a été une phase de présence économique visible de la Présidence, la puissance des intérêts du pouvoir angolais est une nouvelle étape dans la poursuite d'une reproduction nationale du capital avec des schémas élargis à la finance internationale. L'extérieur assure la sécurité des placements dans les sanctuaires de Hong Kong et de Singapour mais à l'intérieur, l'intermédiation financière ouvre des voies de pérennité des alliances internationales et de valorisation locale des ressources. Ainsi dans le secteur bancaire national, les groupes portugais Banco internacional de crédito (BIC) et Banco comercial português Millénium (BCP Millénium) ont étendu leur réseau de succursales, tandis que la banque russe Vneshtorgbank et des partenaires locaux ont constitué Banco VTB África, et que dix licences bancaires ont été encore sollicitées en 2006. L'État a aussi acquis la majorité absolue des parts du cimentier portugais Cimpor en septembre 2006. Enfin, en novembre 2007, Sonangol a pris le contrôle intégral de la raffinerie Total à Luanda, dans la perspective d'un investissement substantiel, peut-être en partenariat avec des investisseurs asiatiques. Dans le même temps et en sens inverse, des intérêts angolais sont en train de prendre des parts significatives dans le BCP Millenium et on évoque la formation d'un fonds souverain angolais pour investir de par le monde.

61. J.-F. Bayart, « L'Afrique dans le monde... », art. cit.

62. En 2004, l'Angola comptait douze banques commerciales : deux banques propriétés de l'État, la BCI et la Banco de poupança e crédito (BPC), et dix banques privées.

63. C. Messiant, « La Fondation Eduardo dos Santos (Fesa). À propos de "l'investissement" de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 82-102.

À l'intérieur, les dernières années ont permis également l'insertion d'acteurs nationaux qui n'appartiennent ni au noyau de la famille et du palais présidentiels, ni à l'élite des généraux *garimpeiros*⁶⁴. Ces derniers, officiers supérieurs des Forces armées populaires de libération de l'Angola (Fapla), très actifs durant les années de guerre avec l'Unita où ils partageaient avec leurs ennemis l'exploitation et la protection des zones diamantifères, ne sont plus des acteurs majeurs du secteur. Certes, ils n'en sont pas complètement éloignés, mais ils jouent une partition propre, avec des alliances et des montages internationaux qui en font à peine plus que des sponsors ou des prête-noms. De toute façon, l'existence d'entreprises nationales n'est pas nouvelle. L'indépendance et la prise du pouvoir par le MPLA s'étaient traduites par une vague de nationalisations des entreprises portugaises et du secteur privé national, au demeurant fort réduit. Des antennes des ministères et des entités satellites (approvisionnement, armement, équipement, etc.) de l'armée avaient été rapidement érigées en entreprises, comme Sonangol, mais aussi une myriade de sociétés liées aux travaux publics ou à la radio télévision.

À partir de la fin des années 1990, la croissance de la production pétrolière et les nouveautés de la démocratisation ont incité les responsables angolais à un nouvel essaimage vers le secteur pétrolier et à un recyclage des cadres politiques, militaires et partisans. Dans le diamant, la fille du Président et des généraux affichent alors leurs intérêts, et la sécurité est un marché privé assuré par des hauts gradés de l'armée. En 2001, se déroule à Soyo une réunion de tous les satellites de Sonangol (évoqués ci-dessus) et des entreprises qui se sont développées dans les prestations de services au secteur pétrolier. C'est l'occasion d'une répartition des rôles entre des unités centrales de la gestion des affaires pétrolières comme la Fesa et d'autres cercles du pouvoir, la maison militaire de la Présidence, la maison civile, les généraux, les chefs du parti et les entrepreneurs de réseaux. Ces groupes s'allient dans des configurations qui sont déterminées par les générations d'accès au pouvoir, des références culturelles selon qu'il s'agit d'anciennes familles de la bourgeoisie des *assimilados* (les Van Dunem par exemple) ou de nouveaux venus dont la référence est l'authenticité africaine, des appartenances régionales et des parcours d'entrepreneurs. L'analyse que nous en avons faite tend à présenter des pôles de structuration du capital plutôt que de tenter une spectrographie clanique dont la précision comme la fixité sont hautement problématiques. L'émergence d'une bourgeoisie d'après-guerre n'est pas lisible en termes d'armistice ou de compromis. Il nous semble qu'il reste des noyaux durs réservés aux hommes clés du pouvoir présidentiel et des segments négociables qui sont ouverts mais pas forcément sur la base de l'allégeance ou de la cooptation.

Dans le secteur pétrolier par exemple, la reprise pour leur épuisement des gisements déjà entrés en exploitation à la fin des années 1990 est ainsi ouverte aux compagnies nationales, qui devraient avoir la préférence s'il s'agit de réattribuer un permis rendu, abandonné ou repris. Des avantages en matière de fiscalité et de royalties doivent leur permettre de plus de recevoir une proportion supérieure aux normes habituelles du partage de la production. Falcon Oil Holding (FOH), la société d'un cadre du MPLA également entrepreneur, a été la première à pénétrer dans le cercle privilégié des bénéficiaires de blocs pétroliers. FOH rend des services autant qu'on lui accorde des faveurs. Elle sert à justifier des enlèvements (*liftings*) de cargaisons destinées à payer les livraisons d'armes et des paiements de la dette russe. Cette société, déclarée enregistrée au Panama, est une holding dont les détenteurs seraient au Luxembourg et dont certains sont très proches de la Présidence. Mais la trajectoire de la personne clé de FOH est exemplaire de la combinaison du politique et de la légitimité ancienne des affaires dans l'Angola du MPLA. Il s'agit d'António Mosquito Mbakassi, un ancien du MPLA qui a fait fortune dans l'importation de Volkswagen du Brésil (dans les années 1980, quand il n'y avait pas encore de Mercedes à Luanda). Il est passé depuis chez Audi et se trouve associé aux frères Van Dunem, une vieille famille de Luanda, de la vie politique et du MPLA, pour la représentation de Global Santa Fe, une société américaine de services pétroliers. De la banque internationale à la participation à des hauteurs de plus en plus importantes dans les blocs pétroliers à côté de Sinopec (China Petroleum and Chemical Corporation) par exemple, les entrepreneurs indigènes, du sommet à la périphérie, ont pris une place dans des activités et des logiques qui vont au-delà de la simple captation de la rente ou du contrôle bureaucratique.

Pour un certain regard, on serait dans « l'appropriation privée de la chose publique, choquant au regard de l'ethos wébérien de la bureaucratie ⁶⁵ ». Cependant, ajoute Bayart, usant du vocabulaire de Weber, le crime, quelle

64. Si un *garimpeiro* (mineur-creuseur) vend ses diamants à un acheteur disposant d'une licence, sa production devient légitime. S'il vend à des acheteurs sans licence, il s'agit alors de commerce illicite. La distinction entre diamants licites et illicites est donc très difficile à faire. Pendant la guerre, beaucoup de combattants sont devenus *garimpeiros* : l'armée, les rebelles et les groupes armés contrôlaient des ponts, des aéroports et toutes sortes de lieux où prélever des taxes et s'accaparer l'économie informelle. Rebelles et soldats gouvernementaux tiraient moins bénéfice du commerce du diamant que du maintien d'un système de pénurie au sein de l'économie informelle basée sur l'extraction des diamants. Les mineurs – souvent des travailleurs migrants – avaient besoin d'outils, d'articles de première nécessité, de nourriture, d'alcool et de médicaments dont le commerce était contrôlé par les combattants.

65. J.-F. Bayart, « L'invention paradoxale de la modernité », in J.-F. Bayart (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, op. cit., p. 24-66.

que soit son ambivalence morale, doit faire l'objet d'un compte de capital⁶⁶. C'est ce que nous avons tenté à travers la narration de ces différentes évolutions et circonvolutions indigènes dans le pétrole, longtemps à la fois enclavé d'entreprises étrangères et monopole spécialisé du secteur public national. La privatisation rampante de Sonangol, malgré la rationalité technocratique de la firme, a peut-être été une contribution à l'enrayement d'un processus public et militaire de désaccumulation, patent durant le début des années 1990. Pour emprunter encore à Bayart, on pourra au moins déceler dans l'hybridation en œuvre du capital, plus rapide que l'ouverture démocratique, un « accommodement »⁶⁷ d'une grande agilité avec l'afro-marxisme comme avec un discours libéral désincarné ■

Olivier Vallée

66. *Ibid.*, p. 37.

67. *Ibid.*, p. 43.

JUSTIN PEARCE

L'UNITA À LA RECHERCHE DE « SON PEUPLE »

CARNETS D'UNE NON-CAMPAGNE SUR LE PLANALTO

CET ARTICLE TRAITE DES DIFFICULTÉS AUXQUELLES EST CONFRONTÉE L'UNITA À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS, PARTICULIÈREMENT DANS LE PLANALTO CENTRAL, OÙ LE PARTI AVAIT OBTENU LA MAJORITÉ DES VOTES AUX ÉLECTIONS DE 1992. EN TANT QUE MOUVEMENT REBELLE, L'UNITA S'ÉTAIT ASSURÉE DU SOUTIEN DE « SON PEUPLE » EN MANIANT COERCITION ET CLIENTÉLISME ; MAINTENANT QU'ELLE A PERDU SON POUVOIR DE COERCITION ET QUE SES RESSOURCES NE SONT PLUS CE QU'ELLES ÉTAIENT AU TEMPS DE LA GUERRE, LE PARTI NE PARVIENT PAS À S'ADAPTER AUX RÈGLES DU JEU POLITIQUE EN VIGUEUR DANS L'ANGOLA D'APRÈS-GUERRE.

Le planalto central angolais est la région qui est communément associée à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita)¹. C'est de là qu'était originaire son fondateur et dirigeant historique, Jonas Savimbi, et c'est notamment au sein de l'ethnie ovimbundu, majoritaire dans la région, que Savimbi a construit la base sociale de son mouvement². Durant la guerre civile, l'Unita a d'ailleurs cherché à se présenter comme le champion des Ovimbundu, et plus généralement de tous les Angolais noirs ou originaires de la partie sud du pays contre un gouvernement qui, selon Savimbi, était dominé par une élite créole luandaise. C'est à Huambo, la principale ville du planalto central, que Savimbi déclare en 1975, grâce à une alliance de circonstance avec

1. Cette région, située au cœur géographique de l'Angola, correspond aux provinces de Huambo et Bié et à une partie des provinces de Kwanza Sud et de Benguela. Ancien « grenier à céréales » depuis la généralisation de l'agriculture commerciale à partir des années 1920, la région, la plus peuplée du pays, a également servi de réservoir de travailleurs conscrits, envoyés dans les plantations de café du nord ou les usines de poissons de la côte atlantique, dans la région de Namibe.

2. Principal groupe ethnique de l'Angola, les Ovimbundu représentent environ 35 % de la population.

le Front de libération nationale de l'Angola (FNLA), l'indépendance d'une République démocratique d'Angola mort-née, et c'est de cette ville qu'il tente de prendre le contrôle de l'Angola après l'échec des élections de 1992, lors desquelles l'Unita avait obtenu la majorité des voix dans les provinces du planalto.

À l'approche des élections de 2008, il semble nettement peu probable que l'Unita réitère son succès électoral de 1992 sur le planalto. Cet article se propose de mettre en perspective les difficultés que rencontre actuellement l'Unita dans son ancien bastion. Il s'agira de montrer que le parti n'est pas parvenu à rompre avec son passé, ni à établir des liens avec son électorat qui correspondraient mieux aux règles du jeu dans le contexte d'élections multipartites. Ceci rend d'autant plus ardue l'opposition au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance) qui jouit d'avantages exorbitants comme gouvernement sortant et comme vainqueur indiscutable de la guerre.

Cet article se base sur des entretiens réalisés en Angola durant deux périodes distinctes. Les premiers remontent aux années 2001 à 2003, et ils couvrent les derniers mois de la guerre civile, ainsi que la période suivant immédiatement la mort de Jonas Savimbi et le protocole d'accord de Luena signé entre les Forces armées angolaises (FAA) et la direction militaire de l'Unita³. Ils ont eu lieu en différents endroits du centre et de l'est de l'Angola, avec des personnes ayant passé toute ou partie de leur vie sous contrôle de l'Unita. Les entretiens les plus récents ont été réalisés en 2008 dans la province de Huambo, auprès de personnes aux affiliations politiques variées. Alors que les premiers entretiens dépeignent, sur fond de guerre finissante, l'affaiblissement du contrôle de l'Unita sur « son peuple », les plus récents permettent de comprendre la façon dont est perçue actuellement l'Unita et portent sur la position du mouvement par rapport à la population de Huambo à l'approche des élections.

DE LA RÉBELLION À L'OPPOSITION

L'Unita a été fondée en 1966, en pleine guerre de décolonisation. Elle est le produit d'une scission au sein de l'un des mouvements nationalistes angolais, le FNLA de Holden Roberto, mouvement que Savimbi a quitté sous prétexte qu'il était dominé par les Bakongo et ne représentait pas les intérêts des travailleurs migrants ovimbundu dans le nord de l'Angola⁴. À l'indépendance en 1975, l'Unita est encore de loin le plus faible des trois mouvements. Sur le plan militaire tout d'abord, elle ne peut compter que sur quelques centaines de guérilleros⁵, et politiquement ensuite, parce qu'elle ne dispose pas encore d'une base sociale à la mesure de celle de ses deux adversaires, le MPLA et le FNLA. Dès cette époque pourtant, l'internationalisation de la guerre civile

angolaise, et le soutien qu'obtiennent les principaux belligérants de la part des deux blocs de la Guerre froide, aident l'Unita à rattraper son retard. Aidée par l'Afrique du Sud puis par les États-Unis, elle bâtit une armée qui, à la fin des années 1980, lui permet de s'engager dans des batailles de type conventionnel.

Parallèlement, l'Unita développe sa base sociale, tout en la resserrant : délogée de Huambo en 1993 par le MPLA et ses renforts cubains, l'Unita est contrainte de se retirer dans la « brousse ». Sa « longue marche » la conduit à Jamba, dans ce que les Portugais appelaient les *Terras do Fim do Mundo*, à l'extrême sud-est du pays, où elle établit ce qui restera sa capitale jusqu'au début des années 1990⁶. Paradoxalement, c'est dans le sillage de cette défaite initiale que l'Unita trouve son second souffle, et c'est là aussi que se mettent en place les principaux ressorts de la relation qui s'établit entre elle et « son peuple ». Tout d'abord, le mouvement du Coq noir⁷ doit une bonne partie de l'élargissement de sa base sociale dans le planalto central (et au-delà) à la manière dont il parvient alors à jouer la carte identitaire. L'Unita opère en effet un glissement marqué vers un discours « ethnicisant », voire « racialisant », construit autour de ce que son leader présente comme la discrimination qu'imposent au peuple ovimbundu des élites côtières acculturées et déconnectées de « l'Angola véritable »⁸, et autour de la présence de troupes cubaines « d'invasion » qui ajoutent

3. Jonas Savimbi a été tué au cours d'une embuscade le 22 février 2002. Rapidement, l'Unita dépose les armes, et le 30 mars, les deux parties se mettent d'accord sur le texte d'un protocole d'accord, qui est signé à Luanda le 4 avril. Techniquement, le protocole de Luena est un addendum au protocole de Lusaka de 1994. Politiquement, il s'agit plus d'un accord de reddition que d'un accord de paix. Voir A. Griffiths, « The end of the war. The Luena Memorandum of understanding », *Accord*, n° 15, 2004, p. 24-27. Pour le texte du protocole, voir <www.c-r.org/our-work/accord/angola/key-texts.php>. Voir aussi C. Messiant, « Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ? », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 183-195.

4. Sur les racines du nationalisme angolais et de ses divisions, voir notamment C. Messiant, 1961. *L'Angola colonial, histoire et société*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2006.

5. Voir par exemple P. Gleijeses, *Conflicting Missions. Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002.

6. Voir G. de Loanda, « La longue marche de l'Unita vers Luanda », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 63-70, ainsi que F. Bridgland, *Jonas Savimbi. A Key to Africa*, Edimbourg, Mainstream Publishing, 1986.

7. Le Coq noir, emblème de l'Unita, est devenu également un synonyme pour décrire le parti ou, parfois, son fondateur.

8. Sur l'ethnicisation du conflit angolais, voir C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, I. De la guerre à la paix (1975-1991) : le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais », *Lusotopie*, 1994, p. 155-210, et « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, II. Transition à la démocratie ou marche à la guerre ? L'épanouissement des deux "partis armés" (mai 1991- septembre 1992) », *Lusotopie*, 1995, p. 181-212.

encore à l'aliénation des « vrais » Angolais⁹. Ensuite, dans les zones qu'elle tient militairement, l'Unita exerce un contrôle qui, d'autoritaire, glisse peu à peu vers le totalitaire : Savimbi ne tolère ni critique ni, bien sûr, dissidence, et ceux qui pourraient lui faire de l'ombre sont écartés, lorsqu'ils ne sont pas éliminés physiquement¹⁰.

« Championne » de la cause ovimbundu et pouvoir totalitaire, l'Unita peut alors compter, de la part de ses adhérents, sur un sentiment d'identification particulièrement fort, comme le laisse entendre l'idée qu'un individu est « une personne de l'Unita » (*pessoa da Unita*), ou que la population d'une région particulière est le « peuple de l'Unita » (*povo da Unita*). Nous le verrons, il n'est pas toujours évident de savoir si l'identification à l'Unita était l'expression d'une conviction politique sincère ou si elle était conditionnée par la peur et la nécessité, et cela a pu varier de cas en cas, mais il n'en demeure pas moins que le référent identitaire a eu une importance très grande. Enfin, dernière caractéristique importante de l'Unita alors qu'elle est à l'apogée de son pouvoir, et corollaire du totalitarisme de ses dirigeants, le sentiment d'identification et d'appartenance au Coq noir est indissociable des relations de type clientélaire qui s'établissent entre le parti et « son peuple ».

Le contraste avec la situation actuelle de l'Unita est saisissant. En premier lieu, une combinaison de facteurs historiques et de décisions du régime MPLA ont réduit la portée et la légitimité des doléances invoquées par l'Unita pour mobiliser en sa faveur. Deuxièmement, l'Unita doit désormais lutter pour le pouvoir dans un système démocratique – au moins prétendument – où elle se trouve dans une situation particulièrement désavantageuse. Troisièmement, malgré ce qui vient d'être noté, la notion que l'on peut être « une personne de l'Unita » reste importante, et maintenant que l'Unita n'a plus le pouvoir coercitif qui était le sien durant la guerre civile, on peut supposer que toute personne qui s'identifie avec ce parti le fait plus par conviction. Enfin, les relations clientélistes entre le parti et ses adhérents existent toujours, ne serait-ce que de façon résiduelle, en tout cas dans l'esprit de ceux qui lui sont restés fidèles. En revanche, les moyens dont elle dispose pour les entretenir ne sont plus ce qu'ils étaient, bien entendu.

ÊTRE MEMBRE DE L'UNITA AUJOURD'HUI

Pour une représentation visuelle du rapport des forces politiques à Huambo – ou dans l'ensemble de l'Angola –, un détour par le quartier général des deux plus grands partis (MPLA et Unita) s'avère très instructif. Le siège du MPLA pour la province de Huambo est situé dans une imposante bâtisse de style colonial récemment rénovée, peinte dans les tons roses si chers à

l'architecture des bâtiments officiels portugais, et qui, sous bonne garde policière, donne sur un parc tranquille. À quelques centaines de mètres en contrebas flotte, au mur d'un bâtiment commercial datant probablement des années 1960, le drapeau vert et rouge de l'Unita. Les murs et la cage d'escalier n'ont pas l'air d'avoir été repeints depuis la construction de l'immeuble, et il n'y a pas de vitres aux fenêtres. Si le lieu est peu avenant de prime abord, l'absence de gardes fait que l'on peut monter à l'étage sans rendez-vous. Il n'y a pas d'ordinateur, ni même de machine à écrire en vue. Dans un coin, quelques instruments de musique délabrés – un tuba, un trombone et une trompette – ramènent le visiteur à l'époque où l'Unita avait sa propre fanfare militaire. Pour seul mobilier, quelques chaises et tables en plastique. Et tous les jours, une douzaine de femmes et d'hommes attendent en silence de pouvoir offrir leurs services au parti ou de pouvoir solliciter une aide.

L'une de ces femmes, à l'approche de la quarantaine, est de l'Unita depuis sa plus tendre enfance, lorsque ses parents adhèrent au mouvement au moment de l'indépendance. Formée comme enseignante à Jamba, ses diplômes ne lui sont d'aucune utilité pour trouver un emploi. « Je n'ai pas de travail », dit-elle. « J'ai déjà essayé à de nombreuses reprises, mais cela n'est pas possible. Si vous êtes de l'Unita, vous ne pouvez pas trouver de travail dans les régions sous contrôle du gouvernement. Si vous n'avez pas de parrain, vous ne trouvez pas de travail ». À la question de savoir ce qu'est un « parrain », elle répond : « un parrain, cela veut dire... quelqu'un qui peut payer pour [obtenir] des documents, des certificats de formation professionnelle. Si quelqu'un est du gouvernement, il ou elle peut obtenir une place de responsable dans le domaine de la formation. Mais pour moi qui suis de l'Unita, si je n'ai pas de patron, je ne trouverai pas de travail. L'Unita peut m'aider ».

9. Les interactions entre Cubains et populations locales demandent encore à être analysées, et l'on ne sait pas à quel point la propagande de l'Unita a suscité de la méfiance à l'égard des Cubains, ni d'ailleurs dans quelle mesure ces sentiments ont pu inciter des gens à rejoindre l'Unita. Quoi qu'il en soit, la plupart des personnes qui ont adhéré au parti de Jonas Savimbi dans les années 1970 citent la présence cubaine comme l'une des raisons principales de leur choix.

10. Sur cette dérive, lire Fred Bridgland, auteur, en 1986, d'une biographie très complaisante de Savimbi, et qui, près de dix ans plus tard, a témoigné de la manière dont Savimbi aurait peu à peu éliminé, dès la fin des années 1970, tous ses rivaux potentiels au sein de l'Unita, dont notamment son jeune et brillant « ministre des Affaires étrangères » Pedro (« Tito ») Chingunji, très en vue à Washington à la fin des années 1980, au moment de sa « disgrâce ». Voir F. Bridgland, « Savimbi et l'exercice du pouvoir. Un témoignage », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 94-102. Sur l'instrumentalisation par Savimbi des symboles du pouvoir « traditionnel » ovimbundu, voir L. Heywood, « Towards an understanding of modern political ideology in Africa: the case of the Ovimbundu of Angola », *Journal of Modern African Studies*, vol. 36, n° 1, 1998, p. 139-167.

Selon José Lias Gomes, secrétaire provincial de l'Unita pour la mobilisation, certains des visiteurs sont d'anciens soldats de l'Unita, mais la plupart sont simplement des fidèles de longue date du parti, qui ont soutenu le mouvement de façon clandestine à l'époque du parti-État (1977-1989), ou séjourné en tant que civils à Jamba. « Ils demandent du parti un soutien moral, la recherche d'un emploi – le parti compte quelques entrepreneurs qui peuvent les embaucher. Des conditions propices à la réintégration sociale – voilà plus ou moins les sollicitations que nous recevons de la part de nos militants ». D'autres, ajoute Gomes, viennent chercher de l'aide lorsqu'ils sont malades. « Comme vous le savez, nos hôpitaux n'ont pas de médicaments ; lorsqu'un malade se rend à l'hôpital, il ressort de la consultation avec une ordonnance pour aller se procurer les médicaments que l'hôpital ne possède pas. C'est dans ces circonstances que quelques militants ont recours à nous ».

Une autre femme présente ce jour-là dans la salle d'attente, la cinquantaine, dit qu'elle a rejoint l'Unita en 1974 et qu'elle est allée « faire la révolution en brousse ». Elle dit avoir adhéré à l'Unita « par conviction », parce que « l'Unita était le seul parti patriotique, son dirigeant étant d'Angola et donc en mesure de résoudre le destin de l'Angola ». Cette femme a également été formée à Jamba, en tant que technicienne de laboratoire, et elle aussi se plaint de ne pas trouver de travail.

Il n'est pas tout à fait exact que les membres de l'Unita n'ont aucune chance de se faire engager auprès de l'État, mais la capacité de l'administration civile à absorber les anciens membres et employés de l'Unita est très limitée. La haute fonction publique, qui plus est, est toujours largement dominée par des personnes loyales au MPLA. Quoi qu'il en soit, c'est la perception de la discrimination qui est importante, puisque c'est elle qui sert de ciment à la relation entre l'Unita et le noyau de membres qui lui restent fidèles.

La situation actuelle est donc assez différente des revendications à base identitaire qui étaient au cœur de la stratégie de mobilisation de l'Unita des années 1960 aux années 1990, dominée, on l'a vu, par la défense des intérêts ethniques et régionaux, ainsi que par le rejet de « l'invasion cubaine ». Aujourd'hui, celles et ceux qui sollicitent l'aide de l'Unita ne se plaignent pas de discriminations au motif qu'ils sont noirs, ou ovimbundu, ou originaires du sud de l'Angola, et les Cubains sont partis depuis longtemps. Dès lors, la principale revendication de l'Unita, celle qu'elle met au centre de sa stratégie, c'est d'être elle-même l'objet de discriminations. En d'autres termes, c'est désormais le parti qui devient le référent identitaire central, ce qui sous-entendrait que celui-ci représente un pôle d'identification au moins aussi fort que les répertoires de l'ethnie, de la race ou de l'origine régionale. Comment cette « identité Unita » a-t-elle pu se développer ?

LA LOYAUTÉ AU BOUT DU FUSIL

Dans les années 1980, lorsque l'Unita était à son apogée, avec une capitale, Jamba, des liens diplomatiques et commerciaux internationaux, ainsi que le soutien financier de l'Afrique du Sud d'apartheid, elle fonctionnait d'une façon peu éloignée d'un État : un État totalitaire qui exigeait une loyauté absolue de la part de ses sujets, mais qui assumait également l'entière responsabilité de leur formation, de leur emploi et de leur bien-être. Cette relation de contrôle et de patronage était basée sur des liens identitaires. Être, ou se vouloir, une « personne de l'Unita » impliquait de se soumettre au contrôle autoritaire du parti, mais donnait également droit à une certaine protection et un accès à la munificence du parti. Mais être « une personne de l'Unita » ne ressortait pas d'un choix : il s'agissait d'une question de survie. Ce type de relation était certes typique du contexte de quasi-État qu'était Jamba, mais on peut en trouver des racines dans les premières tentatives de l'Unita pour obtenir des soutiens à la fin de la période coloniale.

Parmi les populations rurales de la région, celles et ceux qui sont assez âgés pour se souvenir du début des années 1970 disent que, jusqu'en 1974 ou 1975, ils ne connaissaient ni le MPLA, ni l'Unita. Quelles que soient les prétentions de l'Unita à représenter l'« indigénéité » du planalto, les distances importantes qui séparent la région de toute frontière internationale ont empêché les mouvements nationalistes de mobiliser les populations paysannes durant la guerre coloniale (1961-1974), l'armée portugaise ayant réussi à contrer les tentatives d'incursion des nationalistes dans la partie la plus peuplée du planalto. Seule la chute du régime salazariste, le 25 avril 1974, puis surtout le processus de décolonisation formelle qui s'est alors mis en place, ont donné aux mouvements nationalistes, au premier rang desquels l'Unita, la liberté d'action nécessaire à des actions politiques sur le planalto. Mais, pendant les années qui ont suivi l'indépendance, une proportion non négligeable de la région a échappé tant au contrôle du MPLA qu'à celui de l'Unita ; en revanche, les raids des deux armées n'ont épargné personne. Aujourd'hui, certaines personnes âgées parlent certes de l'admiration qu'elles ont ressentie pour l'Unita parce que « son leader était du sud », mais il n'empêche que c'est d'abord surtout sur le mode de la prédation qu'elles ont été en contact avec le mouvement de Savimbi. Un villageois de la province de Huambo se souvient de cette période dans les termes suivants : « Les forces de l'Unita sont souvent venues. Elles ne désiraient qu'une chose, voler les biens du peuple. Le MPLA lui aussi venait voler. Il n'y avait aucune armée qui respectait le peuple. Le MPLA venait se servir, l'Unita venait se servir ». La seule façon d'éviter de se faire tuer était d'offrir aux soldats ce qu'ils étaient venus chercher, et de se montrer soumis et loyal aux hommes en armes. Un habitant de Huambo l'explique en ces termes :

« Nous vivions constamment dans une situation de guerre qui était très difficile à comprendre. J'en veux pour preuve que ma mère, lorsque nous avons réussi à quitter Luena [dans l'est du pays] pour Huambo, a dû s'identifier auprès des deux mouvements [Unita et MPLA], parce qu'entre Luena et Katchiungo le train était sous contrôle de l'Unita, et de Katchiungo jusqu'ici [Huambo] il était sous contrôle du MPLA. Les voyageurs devaient avoir la possibilité de s'afficher avec l'un ou l'autre [des deux mouvements]. Pour rester en vie, il était nécessaire de dire que l'on était d'un parti ou d'un autre. Cette attitude de ma mère... Nous étions trois enfants, et elle devait nous protéger. Nous étions seuls, notre père était resté [à Luena]. Sincèrement, à l'époque, dire que l'on était d'un côté ou de l'autre était très compliqué. »

Pour les paysans, il ne suffisait pas d'exprimer sa loyauté. Il fallait également fournir de la nourriture aux deux armées rivales. « Être d'un mouvement signifiait l'approvisionner volontairement – mais ceci [l'identification à l'un ou l'autre mouvement] pouvait changer avec le temps », indique un catéchiste qui a travaillé dans des zones agricoles durant toute la durée de la guerre. Cependant, comme le précise un ancien de village, « volontairement » peut avoir un sens bien particulier dans un contexte de guerre : « nous devons fournir volontairement de la nourriture – si nous ne le faisons pas, on nous la prenait de force ».

Cet élément de coercition aide à expliquer le paradoxe qui est au cœur de la politique identitaire que la guerre civile a formée : conserver et proclamer son identité pouvait être une question de vie ou de mort, mais la profondeur des convictions politiques à la base de ces identités n'était pas évidente, et les identités pouvaient (et devaient) changer lorsque l'on passait du poste de contrôle d'un mouvement armé à celui d'un autre mouvement armé. Celles et ceux qui parlent de ce processus d'appartenance ont habituellement recours à l'expression « être de » l'un ou l'autre des mouvements, même lorsque ces personnes sont bien conscientes que cette affiliation ne résulte pas d'un choix, et tout aussi conscientes que cette affiliation est susceptible de devoir changer en tout temps. Comme le dit un prêtre catholique qui a grandi dans le planalto des années 1980 :

« On était obligé d'être du MPLA ou de l'Unita à cause des menaces, mais après, comme nous vivions dans cette situation où nous étions tantôt du MPLA, tantôt avec l'Unita, cela créait des problèmes au sein des familles, ou entre voisins, parce que celui qui est de l'Unita tue le MPLA, et celui qui est du MPLA tue l'Unita. En vérité, ce n'était pas la faute du peuple – c'était la situation en vigueur le pays qui voulait ça ».

L'anthropologue Inge Brinkman a utilisé l'expression « Une guerre pour les gens » (« *A war for people* ») pour décrire le conflit opposant les autorités coloniales portugaises aux mouvements angolais luttant pour l'indépendance, une guerre durant laquelle les différentes parties au conflit cherchaient à

devenir « riches en personnes » en « capturant » les populations¹¹. Cette analyse s'applique tout aussi bien, selon moi, à la phase postindépendance de la guerre civile, lorsque le mouvement de personnes en direction des zones sous contrôle de l'Unita était essentiel à sa survie. Comme le dit un instituteur d'une école rurale qui, dans les années 1970, a travaillé pour le gouvernement du MPLA puis dans une région sous contrôle Unita, « pour pouvoir gouverner un pays, il faut du monde – qui ne possède personne ne gouverne pas » (« *quem quer governar um país precisa pessoas – quem não tem gente, não governa* »). Lorsque l'Unita se retire de Huambo en 1976, elle emmène avec elle une partie importante de la population, ainsi qu'un nombre non négligeable de cadres, formés notamment dans les missions chrétiennes. Aujourd'hui, cet épisode est remémoré par les sympathisants du MPLA comme un enlèvement à grande échelle, alors que pour ceux de l'Unita, il s'agit de personnes qui ont fui volontairement l'invasion cubaine pour chercher la protection de l'Unita. De toute évidence, il s'agissait alors pour l'Unita de développer une armée rebelle, mais les motifs qui l'ont poussée à rassembler autant de monde que possible sous son contrôle semblent avoir été autant politiques que militaires : il s'agissait de se procurer des « richesses en hommes », pour reprendre l'expression de Brinkman. Ou, si l'on se réfère à la manière dont Hansen et Stepputat présentent le défi auquel font face les mouvements nationalistes, l'Unita cherchait à acquérir « une nation, [...] le référent qui rendait légitime le pouvoir d'État¹² ». L'Unita n'était pas un État au sens formel et institutionnel du terme, mais, comme nous l'avons déjà relevé, grâce aux soutiens financiers dont elle a bénéficié, elle a réussi à mettre sur pied à Jamba quelque chose qui ressemblait à un État, et le contrôle des populations était une condition *sine qua non* de sa légitimité para-étatique.

RECONQUÉRIR TOUT LE PEUPLE

Néanmoins, la capacité à contrôler une population et à en disposer dépendait de la puissance militaire des deux partis et, pour cette raison, le « peuple de l'Unita » – même si, nous l'avons vu, cette catégorie a toujours été flexible –, s'est réduit comme une peau de chagrin lorsque le mouvement a perdu l'initiative militaire durant les années 1990. Après la reprise des derniers

11. I. Brinkman, *A War for People: Civilians, Mobility, and Legitimacy in South-East Angola during MPLA's War for Independence*, Cologne, Rüdiger Köppe, 2006.

12. T. Blom Hansen et F. Stepputat, « Introduction », in T. Blom Hansen et F. Stepputat (dir.), *Sovereign Bodies: Citizens, Migrants and States in the Postcolonial World*, Princeton, Princeton University Press, 2005, p. 26.

centres urbains encore sous contrôle de l'Unita – Bailundo dans la province de Huambo et Andulo dans celle de Bié en 1998, ainsi que Mavinga et Cuando Cubango en 2000 – par les Forces armées angolaises (FAA), ces dernières sont passées d'une stratégie de guerre conventionnelle à une stratégie de contre-subversion dont le but était de couper de tout soutien l'Unita et ses forces mobiles de guérilla. Le vice-ministre de la Défense Demóstenes Chilingutla esquissait cette stratégie dans un discours à l'Assemblée nationale le 20 juin 2000 :

« Les Forces armées et le gouvernement angolais ont établi une stratégie en vue de la destruction totale des forces et des moyens de l'organisation terroriste de Savimbi¹³, et cette stratégie a certains objectifs, dont le fait de retirer à l'organisation de Jonas Savimbi son soutien populaire. [L'armée] ôterait à [l'Unita] sa base dans la population, confinerait cette dernière dans des régions peu hospitalières et, ensuite, lui assènerait le coup final [...]. Bien sûr, ces populations, après s'être présentées à l'armée, seront redirigées vers des centres d'accueil pour déplacés internes (IDPs). Ensuite, les organes et institutions du gouvernement mandatés pour l'occasion, ainsi que des ONG, offriront tout leur soutien¹⁴. »

Dans le camp de déplacés de Chipindo, au nord de la province de Huíla, un homme décrit ainsi les effets de cette stratégie en 2001 : « toutes ces personnes étaient de l'Unita. Dans le passé, ils travaillaient dans les champs, produisaient bien. Pendant cette guerre [1999-2002], le gouvernement a forcé tout le monde à venir ici, dans les terres du gouvernement ». À la question de savoir pourquoi il pense que la dernière phase du conflit s'est déroulée de cette façon, il ajoute : « le gouvernement voulait reconquérir tout le peuple ».

D'autres entretiens menés durant cette période auprès de personnes qui étaient passées dans des zones sous contrôle du gouvernement suggèrent une certaine ambivalence dans les identités politiques des personnes concernées : elles disaient avoir été « capturées » par le gouvernement, mais exprimaient tout de même en général leur soutien à celui-ci. Une des raisons qui a influé sur ce changement de loyauté est sans doute le fait que le gouvernement contrôlait l'accès à l'aide humanitaire. Durant cette période, les agences humanitaires internationales ne travaillaient que dans des régions administrées par le gouvernement¹⁵, et dans certains cas, le drapeau du MPLA flottait au-dessus des centres dans lesquels le Programme alimentaire mondial (PAM) distribuait des vivres. Afin d'obtenir le droit à des rations de nourriture, il fallait alors se procurer une carte du ministère de l'Assistance et de la Réinsertion sociale. Cela conduisait certains à croire que le PAM était une agence du gouvernement angolais.

Une femme de Mavinga se souvient :

« J'étais dans la brousse à cause de la guerre – toujours avec l'Unita, dans la zone de Capembe. Durant la guerre, nous étions sans arrêt en train de courir, et ensuite nous avons été pris par le gouvernement. Alors maintenant nous sommes à Mavinga.

- Vous êtes encore membre de l'Unita ?
- [Elle sourit :] Non, maintenant je suis membre du gouvernement.
- Pourquoi êtes-vous membre du gouvernement ?
- Parce que je suis ici avec le gouvernement. »

Une autre femme, née sur le planalto, mais qui a passé son enfance à Jamba, décrit sa situation de la façon suivante : « J'ai été capturée par l'armée du gouvernement, qui m'a amenée ici. Nous avons été bien accueillis par le gouvernement, nous étions bien. Lorsque nous sommes arrivés ici, on nous a donné des tentes ». À la question de savoir pour qui elle voterait si elle en avait la possibilité, elle répond : « Je voterais pour le président José Eduardo dos Santos parce que je préfère cette vie ici ».

Ce que ces échanges suggèrent, c'est que l'identité Unita s'est érodée graduellement à mesure que le mouvement a perdu sa capacité à offrir de l'aide, et que le gouvernement – tout à fait indiscernable du MPLA pour la plupart des gens – s'est approprié le mérite de l'assistance reçue par les personnes qui, des zones tenues par l'Unita, avaient rejoint les territoires sous contrôle du gouvernement.

Ce thème est encore très présent dans le discours du MPLA alors qu'approchent les élections. Un dimanche après-midi de juin 2008, l'Organisation de la femme angolaise (*Organização da mulher angolana*, OMA) qui dépend du MPLA organise une réunion publique à Santa Teresa, un quartier semi-rural à la limite de la ville de Huambo. Lors de la réunion, propagande partisane et fonctions officielles de l'État se confondent allègrement, puisqu'on en profite

13. À la fin des années 1990, le discours à propos de l'Unita, en Angola tout d'abord, mais également sur la scène internationale, se durcit à mesure que sont introduites des sanctions contre le mouvement et ses dirigeants. Dans la foulée, le conflit angolais se « judiciarise » également, rendant de moins en moins probable la possibilité d'une solution négociée. Voir C. Messiant, « Des alliances de la guerre froide à la juridisation du conflit angolais : vers la judiciarisation ? », in P. Hassner et R. Marchal (dir.), *Guerres et sociétés. État et violence après la Guerre froide*, Paris, Karthala, 2003, p. 491-520.

14. *Diário da Assembleia nacional*, n° 1, 1999-2000, série I, n° 4/Extraord/2000, session plénière extraordinaire, 20 juin 2000, séance de l'après-midi.

15. Sur la crise humanitaire que crée la dernière phase de la guerre en Angola, voir C. Messiant, « Fin de la guerre... », art. cit., ainsi que J. Gomes Porto, C. Alden et I. Parsons, *From Soldiers to Citizens. Demilitarization of Conflict and Society*, Aldershot, Ashgate, 2007, chapitre 2.

pour distribuer des cartes de recensement électoral¹⁶, et que des responsables locaux du MPLA s'adressent aux villageois : « À l'époque de l'Unita, vous ne mangiez que l'enveloppe du maïs. Maintenant, vous mangez de la semoule de maïs et du chou¹⁷. À l'époque de l'Unita, même si vous aviez de l'argent, vous ne pouviez pas acheter de sel ». Dans les villes et les villages contrôlés tour à tour par le gouvernement et l'Unita durant les années 1990, lorsque les habitants relatent leur expérience de l'Unita, ils mentionnent toujours le manque de sel et d'habits¹⁸, et dans ces régions, l'évocation par le MPLA de ce passé récent peut lui faire gagner les voix d'électeurs dont les sympathies penchaient pourtant plutôt du côté de l'Unita au début de la guerre.

Là où l'affiliation à l'Unita est restée la plus forte en revanche, c'est dans les 35 centres de cantonnement établis en différents points du pays en conformité avec le protocole de Luena. Selon ce texte, les soldats de l'Unita devaient se rendre dans les zones de cantonnement pour y être démobilisés et rendre leurs armes, et y rester avec leur famille jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer dans leur région d'origine. Les civils qui se trouvaient à la fin de la guerre sous contrôle de l'Unita reçurent également l'injonction de se rendre dans les zones de cantonnement. Ces zones, bien que supervisées par les FAA, n'ont pas cessé d'être administrées par des officiels de l'Unita jusqu'à leur démantèlement, et elles représentent de fait la dernière manifestation de l'organisation quasi étatique que l'Unita avait commencé à mettre sur pied dans les années 1970. Ce n'est pas une coïncidence si, parmi celles et ceux qui continue à s'identifier comme « personnes de l'Unita », une proportion importante a fait partie des 400 000 personnes qui ont transité par les zones de cantonnement à la fin de la guerre.

UNE DÉMOCRATIE INÉGALITAIRE

Le principal défi pour l'Unita dans la période de préparation aux élections est de rompre avec sa politique de patronage. Cette conception du rôle du parti est une survivance de l'Unita militaire du passé, et elle ne peut lui permettre d'obtenir de nouveaux appuis. Au contraire : si elle reste dans ce paradigme, l'Unita continuera à perdre des voix, des soutiens – et les élections – aussi longtemps que le MPLA aura plus à offrir sur le plan matériel.

Puisqu'elle ne peut plus concurrencer le MPLA sur le plan des ressources, si l'Unita souhaite suivre une stratégie mieux adaptée au jeu politique dans une démocratie multipartite, elle devra convaincre les électeurs qu'elle peut en tant que parti mettre sur pied des politiques qui leur seront plus favorables que celle du gouvernement en place. Au moment de la rédaction de cet article, l'Unita n'avait pas encore publié son programme en vue des élections

de septembre 2008 – les responsables du parti parlaient d'un programme qui inclurait la consolidation de la paix, la réconciliation nationale, l'élargissement de la démocratie, la décentralisation du gouvernement, et la lutte contre la pauvreté. Toutes ces intentions devraient permettre au parti de trouver un certain écho auprès des électeurs angolais, mais jusqu'à présent l'Unita n'a pas encore fait passer son message auprès de la population à Huambo. Il n'y pas eu de meetings politiques, seulement de petites assemblées pour les fidèles du parti. Et les médias du parti ne se font absolument pas entendre.

Les responsables de l'Unita soulignent que la période de campagne à proprement parler n'a pas encore commencé, et que, selon la loi électorale angolaise, elle ne sera lancée officiellement que 30 jours avant les élections. Cette remarque, même si elle est juste d'un point de vue technique, ne prend pas en compte le fait que l'Unita doit se battre contre le parti au pouvoir qui est, pour sa part, entré en campagne depuis plusieurs mois déjà. À tous les carrefours importants de la ville de Huambo, on voit ainsi des panneaux géants montrant la photo du président José Eduardo dos Santos avec des slogans tels que : « MPLA : pour la dignité et le bien-être du peuple » ou « MPLA : 50 années au service du peuple »¹⁹. Parmi les passants, beaucoup portent des tee-shirts et des casquettes marquées du portrait du Président ou de l'étoile jaune du MPLA. Le 10 mai 2008, dos Santos a prononcé un discours à l'occasion de la conférence nationale du MPLA à Luanda qui a déjà tout du manifeste électoral. Le soir même et le lendemain, de longs extraits du discours, détaillant les principales orientations de la politique à suivre, faisaient les titres du journal à la télévision nationale. Les réunions organisées par le MPLA au niveau des provinces occupent aussi une place de choix dans les médias d'État. Et même si les médias étaient équitables dans leur couverture des deux partis, le fait que le MPLA soit nettement plus actif pour créer l'événement politique permettrait au parti au pouvoir de dominer la scène médiatique. La réponse de l'Unita à ce qu'elle voit comme un biais en faveur du gouvernement dans les médias publics a été

16. Le recensement électoral en vue des législatives de septembre 2008 a été réalisé entre novembre 2006 et septembre 2007. Il a été ensuite prolongé de quelques semaines en mai-juin 2008.

17. *Fuba e couve*, la nourriture de base dans les campagnes du planalto.

18. Il était alors très difficile, dans les zones Unita, de se procurer ce genre de produits de base ainsi que nombre d'autres produits manufacturés : les usines du planalto ne fonctionnaient plus et l'Unita interdisait le commerce avec les villes côtières, restées sous contrôle gouvernemental.

19. Le MPLA a officiellement fêté son cinquantième anniversaire en 2006, même s'il est désormais avéré qu'en tant que tel, le mouvement n'a été fondé qu'en 1960. Voir C. Messiant, « "Chez nous, même le passé est imprévisible". L'expérience d'une recherche sur le nationalisme angolais, et particulièrement le MPLA : sources, critique, besoins actuels de la recherche », *Lusotopie*, 1998, p. 157-197.

de lancer sa propre station de radio, Rádio Despertar (Réveil). Mais cette station ne peut être captée qu'à Luanda et dans ses environs parce que sa licence ne lui octroie qu'une seule station de transmission, située à Viana, une banlieue de la capitale.

Deux facteurs principaux expliquent que l'Unita peine à s'affirmer auprès du public. Le premier a trait aux menaces et aux violences auxquelles doivent faire face les activistes de l'Unita lorsqu'ils essaient de rétablir les structures du parti, surtout dans les petits centres municipaux du planalto. La direction du parti s'est plainte depuis 2004 de ce que nombre de ses cadres et militants avaient subi des agressions, et certaines des exactions concernées ont été depuis confirmées par des sources indépendante²⁰. Des prêtres de la région confirment également que ces plaintes sont généralement exactes, même s'ils précisent qu'une bonne partie de la violence est le résultat de rancœurs personnelles contre des membres de l'Unita plutôt que l'expression d'un programme d'intimidation contre le parti lui-même. En même temps, le MPLA tire profit de ce que, pour la grande majorité de la population, parti et État ne sont qu'une seule et même chose, et qu'affiliation politique signifie également contrôle politique – une perception qui est encore renforcée par la lenteur avec laquelle l'Unita a mis en place des structures et à s'assurer une visibilité au niveau local. Comme le dit un chef de village interviewé en juin 2008, « [dans notre village,] nous avons un conseil du parti [MPLA], et un conseil de l'Église : l'un pour les questions politiques, l'autre pour les questions spirituelles. Nous n'avons besoin de rien d'autre ».

Mais le second facteur, peut-être le plus évident, qui explique que le parti adopte un profil si bas, touche à la question des ressources. En tant que parti siégeant au Parlement, l'Unita reçoit, conformément aux dispositions de la Constitution à cet égard, des subsides annuels. Le parti devrait également recevoir des fonds supplémentaires lorsque la campagne électorale aura formellement commencé. Rien de cela ne peut, évidemment, compenser la capacité qu'a le MPLA à utiliser les ressources de l'État pour promouvoir son image. Le parti au pouvoir a su capter à son profit les bénéfices symboliques des projets de développement très spectaculaires réalisés à Huambo depuis la fin de la guerre, dans une large mesure grâce à des investissements chinois. Les routes qui mènent, par le nord, à Luanda et, par l'est, à Kuito, sont en train d'être réparées, et l'accès désormais facilité à la région côtière a amené dans les commerces de Huambo une gamme élargie de produits. Le dimanche après-midi, la place de l'Indépendance est pleine de citoyens en promenade. Des gens se font photographier devant la statue récemment rénovée d'Agostinho Neto, qu'une plaque présente comme « le fondateur de la nation angolaise » ; des jeunes filles aux cheveux tressés et décorés de perles jouent à la corde

à sauter sur les escaliers, pendant que de jeunes garçons font la roue sur la pelouse. La place est entourée de bâtiments officiels qui, défigurés par des cicatrices de tirs de mortier et de bombes il y a quelques années encore, ont retrouvé leur éclat originel. Sur l'un des côtés de la place se trouve un bureau de poste d'où l'on peut désormais – pour la première fois depuis de longues années – envoyer une lettre qui arrivera à Luanda, voire n'importe où dans le monde. À côté est planté un panneau qui annonce l'édification prochaine d'une bibliothèque municipale sur un terrain encore vierge.

Les dirigeants de l'Unita, et avec eux de nombreux intellectuels de Huambo sans affiliation partisane, s'indignent de ce que l'argent public soit utilisé pour courtiser les électeurs dans la perspective des législatives à venir, et certains doutent que cette course aux investissements publics continue après le décompte final des voix. Qui plus est, si les résidents relativement aisés du centre de Huambo peuvent parler avec fierté du nouveau vernis de sophistication urbaine dont a été recouvert leur ville, les bénéfiques pour les pauvres sont plus difficiles à discerner. Les deux principaux marchés de la ville, qui étaient il y a peu encore situés dans la ville basse (Cidade Baixa) et dans le quartier de São Pedro ont été déplacés en dehors de la ville pour permettre la construction de commerces en dur qui profiteront à un nombre plus restreint de personnes. Aux limites semi-rurales de la ville, à quelques kilomètres à peine de la place de l'Indépendance, les routes ne sont pas goudronnées et pleines d'ornières. Les écoles, lorsqu'il y en a, n'ont ni livres ni électricité, et dans nombre de villages reculés, il n'y a tout simplement pas de service public. Au vu de cette réalité, les promesses de l'Unita en matière de réduction de la pauvreté devraient obtenir un certain écho. Pourtant, rien n'indique pour l'heure que le message du parti soit entendu par ceux dont on pourrait imaginer qu'ils sont en attente d'un changement politique.

LE POIDS DE LA MÉMOIRE

Comme nous l'avons déjà indiqué, ceci peut s'expliquer en partie par le manque de moyens financiers et les difficultés que le parti éprouve pour mener campagne. Mais il y a des causes plus profondes, liées à l'image que véhicule l'Unita auprès du public dans une région qu'elle concevait comme son centre historique. Au niveau de l'identité culturelle régionale, les principes associés à l'Unita ont gardé une certaine pertinence intellectuelle, et une partie

20. Voir notamment Human Rights Watch, *Unfinished Democracy: Media and Political Freedom in Angola*, juillet 2004, disponible sur <<http://hrw.org/backgrounders/africa/angola/2004/angola0704.pdf>>.

de l'intelligentsia s'y retrouve encore, principalement dans les milieux d'Église²¹. Mais même ceux qui se reconnaissent dans l'économie morale de l'Unita admettent que les événements de 1992-1993, lorsque l'Unita avait pris le contrôle de Huambo par les armes après le retour à la guerre qu'avait sanctionné l'échec du processus électoral issus des accords de Bicesse²², ont fait perdre à l'Unita le soutien de nombreuses personnes qui avaient pourtant voté pour elle peu de temps auparavant. En effet, la conquête de la ville de Huambo par l'Unita en 1993, qui s'est faite au prix d'un siège de 55 jours au cours duquel près de 10 000 civils ont perdu la vie, puis la manière dont Savimbi et son parti ont régné sur la ville jusqu'à ce qu'elle soit reprise par le gouvernement en novembre 1994, ont durablement marqué les esprits à Huambo. Ironiquement, il se peut bien que l'Unita ait plus de chances d'améliorer son score aux élections de 2008 à Luanda, qui n'a pas connu de conflit armé depuis 1992, que dans son propre cœur historique où les souvenirs de la guerre sont encore frais.

« Ce qui a détruit la réputation de l'Unita, c'est qu'elle a tué [*é o problema de matar*] », dit un prêtre qui, pourtant, avait un grand respect pour les idées de Savimbi quant à la nation angolaise. « La guerre fut de plus en plus féroce, et ils ont commencé à tuer de plus en plus de gens ». Parallèlement, pour l'intelligentsia de Huambo, moins encline culturellement à soutenir l'Unita, son comportement durant les mois où elle occupa la ville fut la preuve définitive que le parti n'y avait pas sa place. Comme l'exprime un avocat :

« Ce fut une dictature sans précédent – ce qui est normal, parce qu'ils sortaient de la brousse. Ce genre de gestion [du pouvoir] était normal pour quelqu'un qui vient de la brousse, mais c'était compliqué pour nous autres qui étions habitués à la vie urbaine – c'est une des choses qui nous distinguait le plus. »

L'Unita n'a pas fait grand-chose pour dissiper ces impressions négatives. Plutôt que de se distancier des événements du début des années 1990, les militants de l'Unita nient que l'usage de la force par les rebelles ait été excessif à l'époque, une vision qui, pour la plupart des gens qui vécurent à Huambo durant cette période, ne correspond tout simplement pas aux faits.

Tout ceci est bien sûr un élément de plus en faveur du MPLA, dont la stratégie depuis 2002 consiste à se présenter comme le parti qui a apporté la paix à l'Angola, et qui a conduit le processus de reconstruction depuis la fin du conflit. Le protocole d'accord de Luena en 2002 a été conçu comme un accord strictement militaire et non politique. Le président dos Santos, plutôt que de signer l'accord, avait laissé faire pour l'occasion le commandant militaire des FAA, Armando Cruz Neto, et le chef militaire de l'Unita, Abreu Kamorteiro. Cruz Neto avait salué à l'occasion le Président comme « l'architecte de la

paix », et ce thème continue de dominer le discours public du gouvernement. Ainsi, lors d'un récent reportage à la télévision d'État, les téléspectateurs ont pu voir une cérémonie au cours de laquelle des armes à feu qui avaient été distribuées par le gouvernement à des organisations de « défense civile »²³ durant la guerre ont été déposées, le tout se déroulant bien entendu sous le drapeau du MPLA. Pour en rajouter encore au mélange des genres, à la fin de la cérémonie, de nouveaux adhérents au MPLA reçurent sous les applaudissements de la foule leur carte de membre.

L'expérience de la guerre continue de définir les termes du discours politique à Huambo. On ne semble plus préoccupé de savoir s'il y a une opposition entre nord et sud, entre urbain et rural, ou entre Ovimbundu et Kimbundu, mais entre guerre et paix. Par ailleurs, comme je l'ai noté plus haut, les identités politiques sont flexibles, et des loyautés exprimées à un moment précis ne sont pas nécessairement l'expression d'une tendance durable. Dans la ville de Huambo tout particulièrement, le MPLA pourra obtenir des voix en faisant appel au souvenir du début des années 1990, lorsque le confort et les avantages de la vie en milieu urbain n'avaient pas survécu à la guerre et à la présence de l'Unita. Dans les zones rurales, des souvenirs plus anciens persistent d'un temps où l'Unita et le MPLA étaient perçus comme des forces prédatrices, et ces mêmes zones n'ont bénéficié en rien des plans de reconstruction qu'a mis en œuvre le gouvernement depuis la fin de la guerre. L'avenir pourrait bien mener à une réévaluation du passé récent. Il n'est pas exclu que les résultats des élections montrent que, dans le secret de l'isolement, les anciennes loyautés envers l'Unita ont des racines plus profondes que les gens ne sont prêts à l'admettre en public, dans un contexte où affiliation politique signifie toujours, dans une large mesure, contrôle politique.

Toutefois, ces considérations ne changent rien au fait que, si l'Unita veut devenir une force politique de poids et donner un sens à la démocratie mul-

21. Signe des temps, l'Église congrégationaliste, la principale Église protestante du planalto, dont est issue une partie des cadres historiques de l'Unita, et qui avait ouvertement soutenu Savimbi et son parti lors des élections de 1992, a opté pour une politique officielle de neutralité en vue des législatives de 2008.

22. A. Vines, « La troisième guerre angolaise », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 27-39.

23. Les « organisations de défense civile », milices organisées ou « citoyens en armes » ont joué un rôle non négligeable dans la guerre civile angolaise. La question de leur désarmement a constitué une importante pierre d'achoppement lors des tentatives de règlement du conflit des années 1990, l'Unita reprochant notamment au gouvernement de ne pas tenir ses promesses à ce sujet. D'où la force du symbole dans le contexte actuel.

tipartite en Angola, elle devra trouver le moyen de déplacer les termes du débat politique sur un terrain qui lui soit plus favorable. Pour l'instant en tout cas, du fait de son manque de ressources, ainsi que du discours dominant sur le souvenir de la guerre, l'Unita aura beaucoup de peine à défier la puissance du MPLA ■

Justin Pearce

St Antony's College, Oxford University

Traduction de Didier Péclard

JEAN-MICHEL MABEKO-TALI

ENTRE ÉCONOMIE RENTIÈRE ET VIOLENCE POLITICO-MILITAIRE

LA QUESTION CABINDAISE ET LE PROCESSUS DE PAIX ANGOLAIS

APRÈS AVOIR DÉFAIT L'UNITA, LE GOUVERNEMENT ANGOLAIS A RETOURNÉ SON ARMÉE CONTRE LES MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES DANS L'ENCLAVE DE CABINDA, TOUT EN COOPTANT UNE PARTIE DE CEUX-CI. IL EN RÉSULTE DANS L'ENCLAVE UN CLIMAT DE VIOLENCE POLITICO-MILITAIRE EXACERBÉE, SUR FOND D'UNE ÉCONOMIE PÉTROLIÈRE EN EXPANSION ET DE MENACES ÉCOLOGIQUES. MAJORITAIREMENT PRO-INDÉPENDANTISTE, L'ÉPISCOPAT CABINDAIS N'EST PAS NON PLUS ÉPARGNÉ PAR CETTE VIOLENCE ET IL EST TRAVAILLÉ PAR DES DIVISIONS. LE CABINDA EST AUJOURD'HUI UN LIEU OÙ SONT DÉPLOYÉS LES PRATIQUES ET ABUS QUI MINENT LA TRANSITION POLITIQUE EN COURS EN ANGOLA.

Coincé entre les deux Congo, sur la côte atlantique, Cabinda est considéré par certains comme un « Koweït africain » du fait de la combinaison de son étroitesse géographique et démographique (7 270 km² et une population estimée actuellement à plus de 300 000 habitants) avec d'immenses champs pétroliers *offshore* et de prometteuses réserves *onshore*. Les populations ibinda appartiennent à la vaste mosaïque ethnolinguistique et culturelle de l'embouchure du fleuve Congo, et au royaume de Kongo. Mais dans sa configuration géographique actuelle et dans les problèmes qui la caractérisent depuis 1975, cette entité territoriale est fille du partage colonial entre puissances européennes au XIX^e siècle. À la fin du XIX^e siècle, le Portugal, qui estimait avoir des « droits historiques » sur les terres kongo, a fait face à l'« internationalisation de la question du Congo », qui a débouché sur la Conférence de Berlin (1884-1885), et lancé le *scramble* pour l'occupation du continent africain. Face aux ambitions françaises, le Portugal a d'abord essayé de concrétiser ses propres ambitions et ses « droits historiques » sous forme de « traités de protectorat » avec les chefferies de Kwakongo et Ngoyo, et une partie du Loango, au nord de l'embouchure du fleuve Congo. Dans la réalité, il s'agissait d'un processus d'annexion progressive de ces territoires par le Portugal, avec

la bénédiction de l'Angleterre, ratifié par le Traité d'Alliance et la Convention bilatérale signés avec ce dernier pays en 1810 et 1815¹. Les Constitutions portugaises de 1826 et 1836 ont consacré les réclamations portugaises sur ces terres, comme « possessions portugaises ».

Mais l'événement décisif pour comprendre les problèmes actuels remonte au 1^{er} février 1885², lorsque le gouverneur de l'Angola, Ferreira do Amaral, conclut dans la localité cabindaise de Simulambuco un traité de « protectorat » avec les chefs africains régnant sur ces territoires. Cet ensemble de terres, désormais réunies en un seul territoire, est ensuite passé du statut de « protectorat » à celui de colonie, puis de « province portugaise », en tout état de cause comme une entité à part dans les possessions portugaises sur la côte atlantique. À la suite de la Conférence de Berlin, l'obtention, par Léopold II, roi des Belges, de la portion de terre qui permettra à « l'État libre du Congo » une ouverture sur l'Atlantique d'une part, et l'occupation française des territoires de Loango d'autre part, ont achevé de tracer la géographie actuelle de Cabinda. La Constitution portugaise de 1933, en son Article 1, a consacré ces changements de statut territorial.

Le Traité de Simulambuco est devenu la pièce fondamentale des revendications actuelles des mouvements indépendantistes cabindais, pour marquer la différence entre leur territoire et l'Angola, sous la même puissance coloniale ; les indépendantistes soulignent également que Cabinda a été géré de manière autonome jusqu'à son intégration à l'Angola en 1956. Les Accords d'Alvor de janvier 1975 entre le Portugal et les trois mouvements de libération angolais (FNLA, MPLA, Unita³), qui décident la décolonisation de l'Angola et consacrent Cabinda comme partie intégrante du nouvel État, ont achevé de mettre en place les prémises du conflit actuel. Depuis lors, les divers mouvements indépendantistes cabindais formés dans les années 1960 essaient de faire entendre leur voix, y compris par la lutte armée. Mais cela se fait dans la division, avec des fractionnements aux origines multiples, d'oppositions régionales à des divergences de trajectoires sociopolitiques des leaders des diverses factions⁴. La formation aux Pays-Bas, en 2004, d'une plateforme politique rassemblant les différentes tendances en un front unique, le Forum cabindais pour le dialogue (FCD), pour négocier avec le gouvernement angolais l'avenir de Cabinda, a-t-elle mis fin aux divisions, et avancé la cause indépendantiste ? Après des années d'un dialogue de sourds et de manœuvres de coulisses de part et d'autre, qu'en est-il aujourd'hui de Cabinda dans le processus de paix et de transition politique en Angola ? Qu'ont obtenu les populations cabindaises de la signature, en 2006, à Namibe (Angola), du premier accord de paix d'envergure entre le gouvernement angolais et les mouvements indépendantistes cabindais ? J'essaierai ici de décrire l'état actuel de la question,

tout en la situant dans le processus global de transition politique actuellement en cours en Angola. Il s'agira aussi de montrer en quoi la situation au Cabinda est symptomatique des difficultés et freinages politiques qui caractérisent cette transition.

DE L'ANCIEN AU NOUVEAU « LABORATOIRE »

Durant la lutte armée de libération nationale en Angola, les dirigeants du MPLA aimaient à définir Cabinda comme « le laboratoire vivant de la lutte armée »⁵. Cette définition se basait sur le fait que, d'une part, c'est dans cette enclave que le MPLA a véritablement initié sa guérilla, lors de l'*Operação macaco* (« Opération singe ») lancée en 1964 avec l'aide d'instructeurs cubains, qui se termina du reste de manière désastreuse. D'autre part, parce que, du fait de ce rôle pionnier, et parce qu'au moins jusqu'à l'indépendance de la Zambie (1965), un contexte sous-régional hostile empêchait les combattants du MPLA d'opérer sur le territoire angolais proprement dit, c'est à Cabinda que, pendant de longues années, s'est fait le baptême de feu de tous ceux qui ont rejoint la lutte armée à partir de l'extérieur. Même si la lutte dans l'enclave s'est faite « sans le peuple » – autrement dit sans jamais obtenir une large adhésion des populations cabindaises à la guérilla de ce qui deviendra la Deuxième Région politico-militaire du MPLA⁶ –, celle-ci a joué un rôle fondamental par la suite, en l'occurrence au moment des changements spectaculaires consécutifs au coup d'État du 25 avril 1974 au Portugal. Presque en lambeaux sur les fronts Est et dans la Première Région politico-militaire (comprenant Luanda et les régions environnantes des Dembos et de Bengo), le MPLA a profité des incertitudes et de la rapide démobilisation des troupes coloniales au lendemain du 25 avril pour prendre pied dans l'enclave comme jamais auparavant et s'assurer une base à partir de laquelle se refaire militairement et peser sur le processus ouvert de manière impromptue par la Révolution des œillets.

1. F. Latour da Veiga Pinto, *Le Portugal et le Congo au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1972.

2. J.-M. Mabeko-Tali, « Cabinda between “no peace” and “no war” », *Accord*, n° 15, 2004, p. 36-39.

3. Front national de libération de l'Angola, Mouvement populaire de libération de l'Angola et Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

4. Sur les factions du mouvement indépendantiste cabindais et les facteurs de leurs oppositions, voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question de Cabinda : séparatismes éclatés, habiletés luandaïses et conflits en Afrique centrale », *Lusotopie*, 2001, p. 49-62.

5. J.-M. Mabeko-Tali, *Dissidências e poder de Estado: O MPLA perante si próprio (1962-1977)*, Vol. I, Luanda, Nzila, Lisbonne, Caminho, 2001.

6. *Ibid.*

Cabinda a donc servi de base à un MPLA revigoré, renforcé par des armes et des troupes cubaines, pour conquérir le pouvoir en Angola.

Mais la chute du régime colonial a également fait renaître de leur longue léthargie les mouvements cabindais remontant aux premières associations cabindaises nées dans les années 1950, et qui rêvaient d'une indépendance pour leur territoire, hors du cadre de la colonie d'Angola⁷. C'est dans les milieux cabindais émigrés dans les colonies voisines des deux Congo qu'ont surgi ces premiers mouvements, dont certains de caractère régional. De cette dynamique, est d'abord né le Mouvement de libération de l'enclave de Cabinda (Mlec), fondé par Ranque Franque à la fin des années 1950, qui a fusionné en 1963 avec d'autres tendances pour former le Front de libération de l'enclave du Cabinda (Flec). Entre cette fondation et la chute du régime colonial, en 1974, le Flec s'est manifesté essentiellement par des pétitions et des activités diplomatiques. En fait, ce sont les mouvements de libération angolais (FNLA et MPLA, et plus tard, à partir de 1966, l'Unita, dont certains membres-fondateurs étaient originaires de Cabinda) qui ont cherché à s'allier au mouvement indépendantiste naissant pour lutter ensemble contre l'ennemi colonial. Le MPLA notamment avait formé avec certaines personnalités originaires de Cabinda (directement liées ou pas à la genèse du futur Flec) une entente en ce sens, dès son installation au Congo au début des années 1960 et au moment de l'ouverture du front militaire de Cabinda (1964), promettant de reconnaître, une fois vaincu le colonialisme portugais, les droits du peuple cabindais à un destin totalement à part, ou tout au moins, selon le « Programme mineur » dudit mouvement, à une structure fédérale sur le modèle soviétique de l'époque. Mais après la chute du régime colonial, toutes ces promesses ont été jetées aux orties⁸. Les immenses champs pétroliers déjà en exploitation dans l'enclave ont pesé lourd dans le changement d'attitude du MPLA et dans les turbulences qui ont suivi.

Depuis lors, Cabinda est en effet devenu une véritable vache à lait, fournissant 60 % de la production pétrolière angolaise pendant les trois premières décennies de l'ère postcoloniale⁹, en plus de richesses forestières et d'un sous-sol continental qui n'ont du reste pas encore dévoilé toute leur étendue. Mais la question du devenir de ce territoire n'a cessé de se poser depuis 1974 avec des hauts et des bas, au gré, d'une part, des enjeux régionaux de la question et des situations internes des pays frontaliers (en l'occurrence les deux Congo), et, d'autre part, de la stratégie du gouvernement angolais qui a cherché à diviser le mouvement indépendantiste tout en exigeant, des années durant, un « interlocuteur valable » pour des négociations¹⁰. L'accord de Namibe d'août 2006 (sur lequel on reviendra plus loin) reflète en cela, si besoin était, l'aboutissement de la stratégie angolaise, en même temps qu'il en dévoile les faiblesses et inconsistances.

Pris à son propre piège, le gouvernement angolais se trouve en effet aujourd'hui devant une situation dont on n'entrevoit pas encore l'issue. Cabinda est à nouveau un « laboratoire vivant », où sont employées, avec plus d'intensité qu'ailleurs, les pratiques d'une gestion restrictive du processus politique angolais. Le problème est que cet ancien/nouveau « laboratoire » a la particularité de réunir, au contraire du territoire angolais proprement dit, et de manière continue et intensive, la violence politique couplée à la violence militaire et policière, sur fond d'une économie rentière pétrolière – qui connaît actuellement un boom historique. Ceci justifie tout, y compris les risques d'extension du conflit dans les territoires des pays voisins. Les accusations constamment proférées par Luanda contre les autorités des deux Congo, soupçonnées de soutenir les mouvements indépendantistes cabindais¹¹, sont un facteur avéré d'extension du conflit dans ces deux pays, et ont du reste contribué (avec la question de l'Unita) à rendre possible les interventions militaires angolaises de 1997 dans les guerres civiles des deux pays voisins¹². Le gouvernement angolais fait aujourd'hui face à une guérilla certes mineure, mais non moins dérangeante sur le plan médiatique et de l'image qu'il voudrait faire passer sur la situation dans l'enclave. Plus que toute autre partie de l'État-nation angolais dans sa configuration postcoloniale actuelle, Cabinda symbolise le trinôme économie rentière/restriction du champ politique/menaces écologiques.

Le dernier aspect du trinôme tend à passer inaperçu, du fait que les regards sont essentiellement braqués sur les questions politico-militaires. Prises en effet entre le double engrenage politique et sécuritaire sur lequel se fonde l'économie rentière pétrolière angolaise, les populations cabindaises sont

7. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

8. *Ibid.*

9. Ces estimations semblent se réduire actuellement entre 40 % et 50 %, eu égard à l'extension et à l'augmentation de la production, ces dernières années, des champs pétroliers localisés à Soyo (province de Zaïre).

10. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

11. Ce soutien est aussi indéniable que complexe. Selon qui est au pouvoir à Brazzaville et à Kinshasa, il peut en effet fonctionner de deux manières : soit à travers des structures gouvernementales locales, de manière tacite (sous Lissouba notamment, à Brazzaville) ; soit au travers de l'engagement individuel de membres éminents de différents échelons gouvernementaux (ce fut le cas sous Massamba-Débat, Marien Ngouabi, et sous les différents règnes de Sassou-Nguesso). Il en a été de même au Congo-Kinshasa depuis l'indépendance, même si le soutien à la cause cabindaise a été particulièrement net sous le long règne du président Mobutu. Ce dernier nourrissait du reste l'ambition d'annexer Cabinda à son pays, au point de négocier sur ce point en 1974 avec le général António Spínola, nouvel homme fort du Portugal au lendemain de la chute du régime salazariste.

12. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « Quelques dessous diplomatiques de l'intervention angolaise dans le conflit de juin 1997 au Congo », *Ruptures*, n° 2, 2000, p. 153-165.

également confrontées aux effets écologiques d'une exploitation pétrolière qui ne cesse de poser des problèmes à des communautés habituées à dépendre du produit de la pêche et de l'exploitation familiale de la terre. Les accidents qui déversent régulièrement des produits pétroliers dans les eaux cabindaises, en plus des retombées écologiques directes de l'industrie extractive, posent aujourd'hui, n'en déplaise aux assurances des compagnies pétrolières, des jalons pour le pire dans les années à venir, tout comme la réduction de l'espace maritime pour les pêcheurs locaux, tant pour des raisons sécuritaires que du fait de l'élargissement des opérations *offshore*. Cette question est d'autant plus cruciale que la combinaison entre économie rentière pétrolière et détérioration du milieu écologique constitue un mélange explosif, à l'instar des pays du Delta du Niger. Cela se produit sur fond d'une culture prébendière et d'une corruption devenue endémique qui minent le pays¹³.

Certes, l'Angola n'a pas l'explosive complication sociologique et démographique du Nigeria, et la configuration de Cabinda est loin de la complexité géomorphologique et démographique du Delta du Niger, idéale pour une action armée. Mais des travaux récents de recherche en écologie politique dans le nord angolais montrent que cette partie du pays accumule d'ores et déjà des facteurs susceptibles de conduire vers ce même processus de destruction écologique doublée de violence sociale et armée. Et les dernières actions en date des factions armées cabindaises tendent dans ce sens : la guérilla multiplie des avertissements aux compagnies étrangères, et s'est même déjà attaquée à certaines d'entre elles¹⁴. En ce qui concerne le pétrole en particulier, tant que son exploitation était en haute mer, ces menaces pouvaient passer pour de simples rodomontades de la part d'une guérilla du reste peu équipée et divisée. Mais le développement de l'extraction *onshore*, en cours dans l'enclave, pourrait bien changer la donne.

LE BÂTON ET LA CAROTTE : PIÈGES ET LIMITES

Pourtant, les relations complexes entre les mouvements indépendantistes cabindais – et en leur sein – avaient été marquées, en 2004, par une étape importante : les accords signés à Helvoirt (Pays-Bas) entre les différentes factions, dont avait résulté la formation du FCD, au terme de longues et tortueuses négociations. Celui-ci incluait, en plus des différentes factions, enfin réunies, du Front de libération de Cabinda (tendance FAC – Forces armées de Cabinda – de Nzita Tiago, et tendance Flec-Rénové de Bento Bembe), la société civile représentée par Agostinho Chicaia, président de l'association civique Mpalabanda, et le Père Raul Tati, l'une des figures de proue de la fronde catholique cabindaise contre la Conferência episcopal de Angola e São

Tomé (Ceast) et le gouvernement angolais. Il s'agissait de prendre le gouvernement angolais au mot : lui présenter enfin le fameux « interlocuteur valable » dont Luanda déplorait l'absence tout en l'employant comme prétexte pour retarder, voire tout simplement rejeter, toute négociation sérieuse¹⁵. Certes, ce n'était pas la première tentative de formation d'une plateforme du genre¹⁶. Mais depuis les échecs des années 1990, les choses semblaient cette fois d'autant plus solides qu'elles avaient été négociées sous le patronage spirituel du clergé catholique cabindais, très frondeur et acquis à la cause indépendantiste.

Dans une conjoncture régionale instable qui l'oblige à trouver une issue au problème cabindais convaincante pour la communauté internationale et pour les Cabindais eux-mêmes et capable d'éviter un conflit avec l'un ou l'autre des deux Congo, bases de repli, voire de soutien des mouvements indépendantistes, le gouvernement angolais se cramponne à la répression. Et pour cause : n'est-il pas venu à bout de l'Unita, un adversaire autrement plus coriace, militairement et financièrement, que l'archipel des mouvements indépendantistes cabindais ? N'avait-il pas, avant de la défaire militairement, commencé par miner la machine politico-militaire de l'Unita en suscitant à coup de millions des défections qui ont fait autour de Savimbi un vide mortel, bien longtemps avant sa chute finale ? La tactique de division du mouvement indépendantiste cabindais avait permis au gouvernement angolais de marquer des points, aidé en cela par les tensions qui minent ce mouvement depuis toujours¹⁷, en plus d'ambitions personnelles ou de la « fatigue politique » de certains de ses dirigeants, l'odeur du pétrole aidant. D'où le choix de la stratégie qui a mené au protocole de Namibe d'août 2006¹⁸, dans une exhibition alternée, devenue du reste la norme, du bâton et de la carotte.

13. Entre autres études récentes sur les retombées sociopolitiques de l'économie rentière et les pratiques prébendaires en Angola, voir D. Sogge, *Angola : e onde está a « boa governação » do mundo ? Relatório 23*, Madrid, Fride, Coimbra, Núcleo de Estudos para a Paz, 2006.

14. Voir par exemple les déclarations de Joel Batila, le nouveau secrétaire général du Flec, *Diário Digital/Lusa*, 17 avril 2008.

15. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. Les points forts de cette entente reposent en gros sur deux piliers : d'une part, la renonciation par le Flec (et donc le FCD) à toute revendication indépendantiste, et donc la fin de toute lutte armée, et l'adhésion aux thèses gouvernementales sur la place de Cabinda dans l'ensemble angolais ; d'autre part, l'intégration dans les structures gouvernementales civiles des responsables du Flec, le désarmement et l'intégration dans l'armée angolaise de ses combattants ; enfin la transformation du FCD en parti politique « civil ». Cet accord est inspiré de celui, plus complexe, qui a mis fin à la guerre avec l'Unita en 2002.

Le problème est que les ratés, tant militaires qu'institutionnels, n'ont pas tardé à s'accumuler, qui rendent l'affaire plus complexe et plus difficile pour les parties signataires. Dès le début, des facteurs de grippage sont apparus, à commencer par l'absence de prise en compte des protestations contre cet accord de Nzita Tiago, le président du Flec-FAC, la principale composante politico-militaire du conglomérat issu des accords de Helvoirt de 2004, et de personnalités civiles et religieuses cabindaises, toutes snobées par les architectes du protocole de Namibe. Citons par exemple le journaliste et activiste des droits de l'homme Raul Danda, cofondateur de l'association civique cabindaise Mpalabanda, emprisonné courant 2006 à Cabinda même, pour son refus d'adhérer à cette manœuvre.

LES LENDEMAINS DU MÉMORANDUM D'ENTENTE DE NAMIBE

Le premier problème vient de la forme même de cet accord, à commencer par la nature des interlocuteurs assis en face des négociateurs gouvernementaux, en particulier António Bento Bembe, le chef de la délégation censée représenter « tous les mouvements indépendantistes cabindais » signataires de la plateforme issue des accords d'Helvoirt, et fondateurs du FCD. Ensuite, les difficultés d'application sur un terrain globalement hostile, avec des partenaires qui ne symbolisent pas un quelconque consensus mais sont plutôt prisonniers d'une stratégie vieille de plus de trois décennies, Luanda exigeant des mouvements cabindais qui voulaient dialoguer un « interlocuteur valable », tout en travaillant à atomiser le mouvement indépendantiste, et à en récupérer les « dissidents » pour les retourner contre leurs anciens compagnons d'armes¹⁹.

Secrétaire général du Flec-Rénové, ancien professeur d'anglais, António Bento Bembe avait été élu président du FCD lors de sa formation, aux Pays-Bas, en 2004. Quelque temps après, cette même année, il était arrêté par les autorités néerlandaises, dans le cadre d'un mandat international initié par la justice américaine contre son organisation pour le rapt et la détention, en 1990, d'un employé américain de Chevron à Cabinda par la faction armée « Position militaire », une dissidence du Commandement militaire pour la libération du Cabinda (CMLC) plus tard renommée Flec-Rénové²⁰. Pour cette affaire, son compagnon d'armes, Arthur Tchibassa, capturé en 2002 à Kinshasa par les services secrets américains, avait été jugé et condamné à 24 ans de prison aux États-Unis²¹. Toutefois, le gouvernement néerlandais rejeta la demande d'extradition des autorités américaines et concéda une liberté provisoire à l'accusé, en attendant la reprise du procès, avec interdiction de quitter le territoire. C'est là qu'est intervenu un épisode qui a changé la donne : Bento Bembe a fait l'objet de tractations diplomatiques entre le gouvernement angolais et les

autorités néerlandaises. La diplomatie angolaise a eu gain de cause, et l'on a entendu parler de Bento Bembe, des mois après, comme d'un interlocuteur de Luanda dans le cadre d'une recherche de règlement du dossier cabindais²². L'affaire semblait cependant prendre au dépourvu certains de ses propres compagnons au sein du FCD, si l'on en juge par leurs réactions indignées.

Cet épisode présente encore des zones d'ombre, mais il s'est agi à n'en pas douter d'un coup de maître de la diplomatie angolaise. Celle-ci, selon ce que nous en savons aujourd'hui, a négocié avec le gouvernement néerlandais en présentant Bento Bembe comme un interlocuteur important pour ramener la paix au Cabinda. Cette opération aurait-elle reçu le feu vert de « l'ami » américain ? En échange de quoi ? Les puissants lobbies pétroliers américains ont-ils joué un rôle ? Probablement. Autrement, l'on ne comprendrait pas que Bento Bembe ait pu quitter les Pays Bas avec, selon ce que l'on a appris depuis, un passeport diplomatique angolais²³, alors qu'il était censé être encore sous investigation judiciaire dans ce pays, pour s'établir au Congo-Brazzaville, d'où il a annoncé, au nom du FCD, l'ouverture des négociations avec le gouvernement angolais²⁴. On imagine mal Washington, dans la psychose postérieure aux attentats du 11 septembre 2001, se taisant soudain, sans une motivation forte, sur pareille affaire – fût-elle antérieure au 11 septembre 2001 – de « terrorisme » contre un citoyen des États-Unis. La justice américaine, qui avait exigé à cor et à cri l'extradition de Bento Bembe et l'arrestation des autres dirigeants du Flec-Rénové, Mauricio « Zulu » et Tibúrcio Luemba, accusés dans cette même affaire, semble avoir oublié ces derniers, qui vivent aujourd'hui libres entre Cabinda et Luanda²⁵, et sont fortement impliqués dans le processus de mise au pas des mouvements indépendantistes par le gouvernement angolais.

19. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

20. Voir A. M. Kouango, *Cabinda, un Koweït africain. Drame sur un baril de brut*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 211-212.

21. R. Neumann, « Agravamento da situação de Arthur Tchibassa », Portuguese News Network (PNN), 11 novembre 2007. Les dépêches et articles de l'agence PNN sont disponibles sur <www.ibinda.com>.

22. En fait, Bento Bembe n'en était pas aux premiers contacts et tractations avec les autorités angolaises, qu'il rencontra à plusieurs reprises, en tant que secrétaire général et en délégation du Flec-Rénové. Les premiers pourparlers entre les deux protagonistes datent en effet, que nous sachions, de 1994. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit., et A. M. Kouango, *Cabinda, un Koweït africain...*, op. cit., p. 212.

23. Selon les milieux du Flec opposés au Mémorandum de Namibe, Bento Bembe aurait « bénéficié de l'aide de membres de sa famille » et voyagé sous un faux nom. Une telle version reste bien entendu douteuse. Voir R. Neumann, « Autopsia de um fracasso », PNN, 30 mars 2008.

24. Voir *O Público* (Lisbonne), 18 février 2006.

25. *Ibid.*

Accusé de trahison par ses anciens compagnons du FCD, Bento Bembe a été « démis » de la présidence dudit organisme et de son poste de secrétaire général du Flec (dont les diverses tendances avaient fusionné sous ce sigle unique au sortir des accords de Helvoirt de 2004) par Nzita Tiago, le président du mouvement unifié (et anciennement président de la faction Flec-FAC), puis par le Nkoto Likanda, sorte de parlement réunissant les différents protagonistes ayant pris part à la formation du FCD et les institutions qui en sont issues²⁶. À ces accusations, il répondait déjà, aussitôt après son départ des Pays-Bas et avant même le début des négociations devant aboutir à l'entente de Namibe, n'avoir pas été « corrompu par l'Angola », tout en soulignant, cependant, que « continuer la guerre à Cabinda est un acte suicidaire »²⁷. Dans un communiqué particulièrement dur, l'association civique Mpalabanda, membre du FCD, estimait que « António Bento Bembe ne remplissait plus les conditions morales pour continuer dans le Forum cabindais pour le dialogue, et encore moins à la tête de celui-ci, ayant totalement perdu la confiance du peuple²⁸ ». Par voie de conséquence, ses compagnons d'armes n'ont accordé aucune légitimité au mémorandum qu'il a signé avec le gouvernement angolais au nom de la plateforme politique dont est issu le FCD. On revient à la case départ en quelque sorte : une fois de plus, Luanda semble avoir réussi son coup, en démantelant, par cet accord passé avec une partie seulement du FCD, la première plateforme sérieuse²⁹ jamais formée par les diverses factions indépendantistes, la société civile et le clergé catholique indépendantiste cabindais.

Le problème est que cet accord repose sur la fragilité même des partenaires cabindais. Fragilité en effet évidente au regard de la situation de la principale figure cabindaise de cet accord, Bento Bembe. En signant un mémorandum dont le contenu a été négocié avec quelqu'un qui était littéralement prisonnier d'un contexte judiciaire international, le gouvernement angolais offrait un quitte ou double à Bento Bembe : soit il restait sous la menace de poursuites judiciaires, et terminait, comme Tchibassa, dans une geôle américaine ; soit il quittait les Pays-Bas et échappait à l'extradition aux États-Unis, avec en prime la perspective de responsabilités gouvernementales à Luanda pour lui et ses compagnons. Bento Bembe avait-il le choix ? Autrement, et même si nous ignorons encore les contours de cette affaire, l'on est censé croire que, au minimum, son ralliement a dû être obtenu dans une position inconfortable, entre le marteau et l'enclume, dans une négociation qui a dû impliquer un troc entre trois États : Pays-Bas, États-Unis et Angola. Le gouvernement angolais a ainsi pu faire d'une pierre deux coups : d'une part, récupérer à son avantage la légitimité statutaire que la plateforme cabindaise autour du FCD avait conférée à Bento Bembe, et donc le brandir comme le fameux « interlocuteur valable »³⁰ ; d'autre part, apporter à la solution militaire (en cours depuis des années, et encore

renforcée depuis la fin du conflit avec l'Unita en 2002), une caution politique censée représenter « l'ensemble » des mouvements indépendantistes – ce qui permet de servir le discours officiel du « tout va bien, la guerre est finie au Cabinda ». Au bout du compte, cela permettait aux autorités angolaises de tuer dans l'œuf la dynamique de l'entente inter-cabindaise de 2004.

En fait, les autorités angolaises vivent désormais dans un dilemme – dont elles semblent du reste avoir pleine conscience, puisque l'on ne comprendrait pas autrement leurs choix tant tactiques que stratégiques³¹. D'une part, il leur faut prouver que l'accord avec Bento Bembe et une minorité de ses compagnons du FCD a bel et bien mis fin à la guerre « sur tout le territoire national », et que « rien ne se passe » au Cabinda, comme on l'entend souvent depuis la signature du Mémorandum d'entente de Namibe. D'autre part, même dans l'hypothèse d'une solution d'autonomie territoriale large³², elles se doivent de montrer qu'elles peuvent transformer ce « Koweït africain » en un exemple de pacification de l'ensemble de l'Angola, de respect des droits humains et de redistribution des revenus engendrés par l'exploitation des immenses ressources naturelles de l'enclave, comme gages certains d'une solution équitable et durable à la question cabindaise. Au regard de ce qui s'y passe, il semble que l'on soit bien loin du compte.

En effet, le processus semble empêtré dans un cafouillage sur plusieurs plans, notamment politique et militaire. Il y a d'abord la question de l'intégration de Bento Bembe et de ses partisans dans les structures gouvernementales, civiles et militaires angolaises, prévue par le Mémorandum. Il s'agit là de la carotte qui a toujours trouvé preneur au sein du complexe univers indépendantiste cabindais. Du coup, s'est enclenchée une course aux postes qui a mis

26. « Mal-estar na Frente de Libertação do Enclave de Cabinda », PNN, 7 février 2006.

27. « “Não fui corrompido por Angola” afirma Bento Bembe », PNN, 16 décembre 2005.

28. « Mpalabanda retira confiança a Bento Bembe como presidente do Fórum Cabindês », PNN, 13 juin 2006.

29. Sérieuse dans le sens où il y a eu une plus grande convergence de volontés des principales factions qu'auparavant. Dans la pratique, le FCD n'a pas pu donner une suite en termes de consolidation des structures, ni véritablement aplani les divergences qui avaient fait capoter les tentatives antérieures d'unification. La méfiance mutuelle et les stratégies et ambitions personnelles ont prévalu. C'est dans ce « mou » que le gouvernement angolais a enfoncé le clou en débauchant en quelque sorte la tendance de Bento Bembe, avec laquelle il avait déjà initié des négociations secrètes.

30. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

31. *Ibid.*

32. Cette solution a été envisagée un certain temps comme une solution possible par les cercles gouvernementaux à la fin des années 1990, et acceptée par certaines factions indépendantistes, mais elle ne semble plus faire partie de l'agenda gouvernemental. D'aucuns assument que la peur face à la montée de demandes similaires de la part d'autres provinces frontalières (telles les deux Lunda, dans le nord-est, et le Cunene, dans le sud-ouest) serait en partie à l'origine de cette radicalisation. Voir *Africa Monitor*, 20 décembre 2007 ; dépêche Agence France Presse, 20 décembre 2007.

le principal protagoniste de l'affaire dans l'embarras d'avoir à répondre à deux sortes d'offres : d'une part, trouver des cadres représentatifs au sein du FCD pour remplir les postes offerts par Luanda ; d'autre part, plus difficile encore, trouver des combattants cabindais représentatifs de l'ensemble du FCD pour leur intégration dans l'armée nationale angolaise. C'est sur ce dernier point que se révèle la fragilité de Bento Bembe.

Si, pour l'intégration dans les structures gouvernementales civiles, il était facile de coopter toute sorte d'opportunistes, Bento Bembe n'a pas pu présenter suffisamment de combattants venant de « tous » les mouvements signataires de l'accord inter-cabindais de Helvoirt qu'il est censé représenter. Ce fait est d'autant plus important que cet accord est à la base même de la légitimité dont il se réclame comme partenaire de l'entente d'août 2006 avec le gouvernement angolais. Ici commence sans doute l'un des aspects des implications régionales de ce processus.

En effet, selon des sources relayées par la presse angolaise indépendante, la quête de « combattants » a fini par s'étendre au-delà de Cabinda, vers les territoires des deux Congo, en particulier dans la région du Kouilou, au Congo-Brazzaville, qui abrite depuis des générations le gros de la population cabindaise installée dans ce pays, et dans le Bas-Congo, en République démocratique du Congo³³. Cette chasse aux « combattants », menée conjointement par l'armée angolaise et des partisans de Bento Bembe pour trouver des hommes à cantonner et à intégrer, a été émaillée d'incidents frontaliers et a mis en péril la sécurité des populations frontalières des pays voisins³⁴. Rappelons à ce propos que, dans le cas de la RDC, des disputes frontalières avaient émaillé l'année 2007, qui mirent le président Joseph Kabila sous les feux croisés de l'opposition, qui l'accusait de « brader le territoire national » au profit de son allié angolais. Ce dernier était en effet accusé d'avoir occupé des pans du territoire congolais à la frontière des provinces diamantifères des Lunda. Les démentis des deux gouvernements et l'envoi sur les lieux de missions conjointes doublées d'experts des anciens colonisateurs des deux pays n'ont pas suffi à dissiper le malaise sur les frontières et dans les deux capitales. D'où le caractère délicat, dans le contexte régional, des accusations de violations répétées des territoires des deux Congo par l'armée angolaise dans sa chasse aux militants du Flec ou aux « combattants » cabindais à cantonner dans le cadre de l'entente de Namibe.

L'application de l'accord de 2006 accumule les ratés, et semble surtout ne mener nulle part. Eussent-elles voulu montrer un meilleur visage, les autorités angolaises auraient sans doute commencé par repenser leur stratégie centrale, qui semble favoriser la peur et la répression militaire et policière, plutôt qu'un climat de véritable confiance et paix sociale dans l'enclave. Sur une longue

durée, cette pratique alimente l'esprit de martyr, et l'ancien mouvement de libération qui est au pouvoir en Angola devrait se le rappeler. D'aucuns estiment du reste que l'on mise à Luanda sur le temps : le vieillissement et la disparition, à terme, des figures indépendantistes historiques jouerait en faveur du gouvernement angolais, le temps de mettre en marche des projets économiques et sociaux susceptibles de battre en brèche les velléités séparatistes³⁵. Ranque Franque, figure historique de premier plan, est décédé en 2005 alors qu'il avait déjà littéralement succombé, vers la fin de sa vie, à la stratégie gouvernementale ; Francisco Xavier Lubota, qui fut, entre autres faits de sa longue trajectoire politique commencée dans les années 1960, cofondateur du FDC et du Flec-Renové, puis rallié au gouvernement angolais par la suite en 1997³⁶, est décédé en 2006 ; Dom Paulino Fernandes Madeca, symbole (avec les révérends Jorge Congo et Raul Tati) des velléités indépendantistes et frondeuses du clergé catholique cabindais, est décédé en janvier 2008. Quant à Nzita Tiago, le président du Flec dans sa nouvelle version, c'est un octogénaire pratiquement déjà en fin de carrière politique. Le gouvernement angolais a donc, en toute apparence, toutes les raisons du monde de ne pas prêter l'oreille aux déclarations et protestations médiatiques d'un homme au crépuscule de sa vie, qui vit aujourd'hui à la limite de l'indigence en France et n'a plus de prise sur le terrain, comme aime du reste à le répéter Bento Bembe. L'inconvénient ici est que, une fois de plus, l'on ignore (ou feint d'ignorer) les racines identitaires du problème³⁷, qui ne s'arrête pas aux seules personnalités historiques et au seul *appeal* de l'odeur du pétrole. Autrement dit, les velléités indépendantistes cabindaises, dont la genèse date d'avant l'exploitation du pétrole dans l'enclave, à la fin des années 1950, tiennent avant tout au refus d'une très large partie de ces populations de s'identifier avec un territoire qui ne jouxte pas le leur, et avec une présence tutélaire angolaise qui a érigé en pratique, ces dernières années, la violence militaire et policière, à défaut de se faire accepter par d'autres moyens. Ce refus identitaire, les dirigeants historiques du MPLA en ont conscience depuis la lutte contre le Portugal³⁸, lutte faite, comme souligné plus haut, sans l'adhésion populaire à Cabinda, et avant que le pétrole ne devienne une affaire dominante dans l'enclave. En outre, il y a à

33. Dépêche PNN, « Comunidade cabindesa de Kinshasa denuncia prisões abusivas de refugiados », 20 novembre 2007.

34. Dépêche PNN, « Angola está a operar militarmente no Congo », 27 novembre 2007.

35. *Africa Monitor*, 20 décembre 2007 ; dépêche AFP (Lisbonne), 21 décembre 2007.

36. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

37. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « Cabinda between "no peace" and "no war" », art. cit., p. 36-39.

38. Voir le roman *Mayombe*, de l'écrivain angolais (et ancien maquisard MPLA dans le Cabinda des années 1970) Pepetela.

Cabinda une jeunesse montante, une nouvelle génération nourrie des idéaux indépendantistes, plus éduquée, qui a alimenté la base sociale de Mpalabanda par exemple, et qui est plus au fait de l'importance de la médiatisation d'une cause, comme le démontrent du reste les rapports étoffés et hypermédiatisés (via Internet) de Mpalabanda.

L'AFFAIRE MPALABANDA ET SA PORTÉE SYMBOLIQUE

L'Association civique Mpalabanda, présidée par l'agronome Agostinho Chicaia, a été créée en 2004, à Cabinda, résultat d'une large coalition d'individualités et d'entités de la société civile de ce territoire, avec en particulier le poids spirituel et symbolique du clergé catholique cabindais, acteur-clé dans le débat politique sur le présent et l'avenir de Cabinda³⁹. Dans sa composition, Mpalabanda incluait en effet tout ce que la société cabindaise pouvait offrir comme base de recrutement ou tout au moins de sympathie pour le mouvement indépendantiste cabindais : hauts cadres cabindais de l'administration angolaise ou des compagnies pétrolières opérant dans l'enclave ou ailleurs en Angola ; étudiants de tous niveaux ; personnes de condition sociale modeste, y compris dans les zones rurales (ce qui permettait à l'association de disposer d'un large réseau d'information) ; mais aussi personnes issues de toutes les Églises, et notamment du clergé catholique cabindais, et de la diaspora cabindaise en Europe, en particulier au Portugal. Cette vaste coalition n'était pas sans rappeler le United Democratic Front (UDF) qui, dans l'Afrique du Sud des années 1980, avait su renouveler et relancer les luttes urbaines contre l'apartheid, comme prolongement de la lutte armée et diplomatique menée par l'African National Congress (ANC) depuis ses bases extérieures. La création de cette association était d'autant plus cruciale que, même si elle se voulait apolitique, Mpalabanda était indubitablement le symbole d'une nouvelle manière de faire de la résistance : en se plaçant au-dessus des querelles et fractionnements des mouvements indépendantistes armés, et surtout en investissant et en mobilisant le champ politique urbain dans l'enclave, sous couvert d'associationnisme civique. Surtout, elle offrait un formidable champ d'action à une nouvelle génération de sympathisants de la cause indépendantiste, même si tels n'étaient pas les buts affichés de l'association. On comprend donc que cette formation ait effrayé dès le départ les autorités gouvernementales angolaises. Aussitôt légalisée, Mpalabanda a en effet fait montre d'un dynamisme qui lui a vite été fatal. Enquêtant dans le champ des droits humains, elle a produit entre 2004 et 2006 des rapports étoffés et critiques, avec des données sur la violence militaire et policière, des noms, les dates de chaque incident majeur, et d'insoutenables photographies illustrant des atrocités commises

dans l'enclave, attribuées aux troupes et à la police gouvernementales⁴⁰. Les réactions n'ont pas tardé : en 2007, Mpalabanda a été interdite sans autre forme de procès par les autorités provinciales. Les péripéties légales et bureaucratiques de ce processus, ainsi que la manière dont l'association a été bannie, témoignent des contradictions qui caractérisent aujourd'hui l'affaire cabindaise et de la volonté du gouvernement angolais de « pacifier », même de manière sanglante, le territoire.

Mais au-delà, cette interdiction indique bien les difficultés auxquelles se trouve confronté le processus de transition politique angolais dans son ensemble. En tout état de cause, il montre que ce processus marche à deux vitesses. En effet, Mpalabanda, l'un des derniers nés des organismes civils postcoloniaux et postconflituels qui essayent de bâtir une société civile à la hauteur des défis de la transition politique angolaise, n'était certainement pas la seule « dérangeante » ou la plus « turbulente » pour les autorités angolaises, si l'on prend les choses à l'échelle de l'Angola comme ensemble. À Luanda même, une association comme SOS-Habitat n'a cessé de montrer son courage en affrontant les forces de l'ordre, au risque de l'intégrité physique de ses dirigeants, pour s'opposer aux opérations de délogement et de destruction d'habitations dans différents quartiers populaires de Luanda au nom de projets immobiliers et d'assainissement urbain⁴¹. Mais le pouvoir se garde bien de dissoudre l'association, du moins pour l'instant⁴². Pourtant aucune chance n'a été donnée à Mpalabanda, dont l'existence légale aura été bien courte et marquée par un harcèlement judiciaire et sécuritaire. Les arrestations de journalistes et de militants des droits civiques, occasionnelles à Luanda et ailleurs en Angola, sont devenues presque une banalité à Cabinda.

Couplées avec le déploiement militaire massif sur le territoire cabindais, ces arrestations donnent la mesure d'un malaise réel, mais non assumé, à Luanda, sur l'affaire cabindaise, malgré les cris de victoire consécutifs à la signature

39. Sur l'importance croissante du clergé cabindais, voir J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

40. Voir Comissão *ad hoc* para os direitos humanos em Cabinda et Open Society, *Terror em Cabinda. 1º Relatório sobre a violação dos direitos humanos no território*, Cabinda, Luanda, décembre 2002, et 2º Relatório : *Cabinda 2003 – UM ano de terror*, Cabinda, 2003 ; Mpalabanda associação cívica de Cabinda et Open Society, 3º Relatório sobre a situação dos direitos humanos em Cabinda – Cabinda, o Reino da Impunidade 2004, Cabinda, 30 janvier 2005, et 4º Relatório sobre a situação dos direitos humanos em Cabinda – Cabinda entre a verdade e a manipulação 2005, Cabinda, 4 avril 2006.

41. Voir Human Rights Watch, « *They Pushed Down the Houses* ». *Forced Evictions and Insecure Land Tenure for Luanda's Urban Poor*, rapport HRW, vol. 19, n° 7, mai 2007.

42. Les autorités ont menacé l'association de dissolution en juillet 2007, suite à des manifestations contre le délogement de familles par les autorités municipales de Luanda, réprimées par la police ; certains manifestants, dont le président de SOS-Habitat Luís Araujo, avaient été brièvement emprisonnés.

du Mémorandum de Namibe. Si la paix « règne » dans l'enclave, comme on l'affirme officiellement, pourquoi ce lourd déploiement militaire (et la violence consécutive)? Pourquoi cette répression tous azimuts? La fin de la guerre avec l'Unita en 2002 avait aussitôt permis au gouvernement angolais de réaffecter une partie des ses troupes d'élite dans l'enclave, y compris d'anciens maquisards de l'Unita intégrés dans l'armée nationale à la suite des accords de paix de Lusaka (1994) et de Luena (2002). Il s'agissait d'en terminer une fois pour toutes avec les mouvements indépendantistes cabindais. Les effets de ce redéploiement militaire ont été aussitôt palpables, avec une montée de la violence armée et de la répression dont la population et les associations civiques ont fait les frais⁴³. L'interdiction de l'association civique Mpalabanda se situe donc dans le droit fil de cette dérive. Certes, toutes les autres provinces angolaises connaissent des violences politiques, échauffourées et rixes parfois sanglantes, qui opposent notamment militants du parti au pouvoir et de l'opposition, et en particulier ceux de l'Unita; et partout en dehors de Luanda, les partis d'opposition subissent des obstructions dans leurs activités. Mais cela semble rester en deçà des abus dans l'enclave, qui sont rapportés avec régularité par divers organismes de défense des droits de l'homme, nationaux ou étrangers. Capitale du pays, Luanda a l'avantage de réunir tout ce que le pays compte de faiseurs d'opinion indépendants, de la presse privée aux associations civiques et aux partis d'opposition dans toute la diversité des dynamiques relationnelles qu'ils entretiennent avec le parti au pouvoir. Géographiquement coupé du reste de l'Angola, Cabinda est en effet un terrain favorable à la stratégie de vase clos par laquelle le gouvernement angolais peut traiter avec une rare violence tous ceux qui, peu ou prou, osent lever la voix contre son autorité et parler de l'indépendance de l'enclave. Les échos de la répression qui y sévit ne parviennent que de loin en loin à Luanda et au reste de l'Angola. Et la prudence des partis politiques d'opposition angolais sur la question ajoute à cet isolement politique de Cabinda: nul à Luanda, au sein de l'opposition, ne voudrait se brûler les ailes sur la question de la souveraineté et de l'unité territoriale de l'Angola « de Cabinda au Cunene », selon le vieux slogan officiel. La seule voix qui avait réussi, en un temps record, à passer ce mur du silence était justement l'association Mpalabanda, grâce aux relais civiques qu'elle avait au sein des certains organes ou personnalités de la presse privée. D'où l'arrestation de ces personnalités dans le cadre de la répression contre Mpalabanda, à l'instar du journaliste Raul Danda.

Cabinda constitue de ce fait un autre terrain et d'autres enjeux politiques, et le gouvernement ne s'impose aucune restriction. Avec Mpalabanda, il a vu venir la menace: l'association constituait un exemple à ne pas suivre

d'organisation efficace de la société civile. Et dans le microcosme isolé du Cabinda, il avait les coudées plus franches, au contraire de la capitale angolaise, où la pilule eût été plus difficile à faire avaler à l'opinion. Les autorités ne pouvaient donc se permettre le « luxe » d'une société civile efficace dans l'enclave, qui aurait menacé la philosophie sous-jacente à l'accord de Namibe à laquelle il est connu que les dirigeants de Mpalabanda sont hostiles.

Mais l'interdiction de Mpalabanda est lourdement symbolique au-delà de l'enclave, même si, dans l'immédiat, elle correspond exactement à la mise en œuvre du programme cabindais du gouvernement. Ce programme doit du reste faire face aux réalités quotidiennes sur le terrain, avec une guérilla qui, certes, ne menace pas vraiment des institutions politico-militaires angolaises locales solides, mais constitue néanmoins un démenti au discours officiel. Et l'on semble en être conscient à Luanda. D'où une hargne redoublée contre toute personne ou entité soupçonnée, à tort ou à raison, de « promouvoir la violence » (autrement dit des velléités indépendantistes)⁴⁴. Les menaces des tendances du Flec armé non incluses dans l'accord de Namibe ne suffiront certainement pas à décourager les compagnies pétrolières. Mais chaque mort expatrié (un citoyen brésilien travaillant pour une compagnie américaine tué au tout début janvier 2008) est une mauvaise affaire pour le gouvernement : d'une part, cela fait forcément du bruit à l'extérieur, et donc une publicité au Flec ; d'autre part, cela torpille le discours officiel sur le calme qui régnerait dans l'enclave, et donc, par ricochet, les objectifs du Mémoire de Namibe. Mais cette interdiction symbolise également la permanence d'archaïsmes politiques au sein du régime angolais, notamment dans son refus d'instaurer une vie politique plus ouverte, où toute contradiction ne soit pas vue d'office comme une menace, mais bien plutôt une contribution à une meilleure gestion de la Cité. Et dans le cas de Cabinda, les atermoiements initiaux sur l'avenir du territoire ont de plus cédé la place à des réponses militaires et policières musclées, dans un cadre géographiquement isolé, où l'existence même d'une presse indépendante comme il y en a malgré tout à Luanda est tout simplement hors de question, faisant du processus de transition politique dans ce pays une marche à deux, voire plusieurs vitesses : plus forte à Luanda, l'ouverture politique est limitée dans les provinces ; et elle est encore plus dramatiquement restreinte à Cabinda, pour les raisons que l'on vient de souligner.

43. Voir les rapports de Mpalabanda cités ci-dessus. Pour sa part, le dernier rapport de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme (CDHNU), publié en avril 2008, souligne que Cabinda connaît toujours de graves violations des droits humains, et reste en état de guerre.

44. Le dernier cas était celui de l'ancien journaliste Fernando Lello, employé d'une entreprise pétrolière à Cabinda, arrêté le 15 novembre 2007 et enfermé dans une prison militaire à Luanda pour « incitation à la violence ».

FRONDE ET DIVISION DE L'ÉGLISE CABINDAISE

Si l'interdiction de Mpalabanda est dramatique pour la cause cabindaïse, elle l'est aussi pour le clergé catholique cabindaïse : les hommes d'Église indépendantistes avaient trouvé dans cette association une voix pour faire passer leur message dans un cadre autre que celui de leur office religieux. Mais l'Église est affectée bien au-delà du seul cas Mpalabanda.

Plus que jamais, en effet, l'Église catholique à Cabinda est en crise. D'une part, une grande partie du clergé originaire de l'enclave est rendu, à travers l'essentiel de ses plus grandes figures, aux thèses indépendantistes et participe à la fronde. Certes, il y en a parmi eux qui admettent une solution du « juste milieu », qui satisfasse en partie les exigences indépendantistes. Mais les pères Casimir Congo et Raul Tati (et de son vivant Dom Paulino Madeca, premier évêque de Cabinda, décédé en janvier 2008) sont des figures charismatiques incontournables. Et le gouvernement semble l'avoir bien compris, au regard de la manière dont il a essayé de casser cette dynamique en soutenant la nomination par le Vatican d'un nouvel évêque non originaire de Cabinda, Dom Filomeno Vieira Dias. Bien que cette nomination relève de la compétence du Vatican, le clergé cabindaïse, ainsi que la société civile locale (Mpalabanda) et les mouvements indépendantistes non encore cooptés par le gouvernement, ne semblent pas envisager les choses sous cet angle.

Dom Filomeno Vieira Dias a été nommé en 2005 en remplacement de Monseigneur Madeca, parti à la retraite. Premier problème : Mgr Vieira Dias n'est pas originaire de l'enclave, où ce point est devenu une condition *sine qua non* d'acceptabilité. Mais surtout, il appartient à une famille illustre, qui « compte » en Angola puisque c'est un proche parent du propre chef de la maison militaire du Président angolais, le général Helder Vieira Dias (alias Kopelipa), souvent considéré comme l'homme le plus puissant du pays après le chef de l'État, et comme l'un des plus riches, puisqu'il gère le dossier des colossaux prêts chinois ainsi que l'organe près la Présidence chargé de la reconstruction, le Gabinete de reconstrução nacional, et qu'il a été un temps au moins, en plus de tout cela, chef du contre-espionnage angolais. Du coup, une épreuve de force s'est engagée, qui a même débouché sur des violences physiques au moment de la prise de service du nouvel évêque. Depuis lors, deux factions se défient au sein de l'Église catholique, avec d'un côté, les frondeurs et leurs ouailles aujourd'hui basés à l'église São Tiago, dans la capitale de l'enclave, tandis que l'évêque Vieira Dias officie, lui, dans la partie officielle de ce que les frondeurs appellent désormais « la défunte Église catholique⁴⁵ » cabindaïse. Les injonctions du Vatican n'y changent rien, et le nouvel évêque de Cabinda vit et travaille aujourd'hui dans une atmosphère d'hostilité

ouverte. De la sorte, l'Église catholique se trouve aujourd'hui bel et bien divisée, avec d'un côté le clergé natif et frondeur de Cabinda dans sa très large majorité, officiant pratiquement hors du cadre officiel, et, de l'autre, le représentant officiel, Dom Vieira Dias, le nouvel évêque, considéré comme un homme du pouvoir séculier, et accusé de rester silencieux face aux abus et autres violations de droits humains dénoncés par le clergé cabindais et la société civile locale⁴⁶.

Plus que jamais, Cabinda symbolise et synthétise les contradictions et tensions qui caractérisent aujourd'hui la transition politique en Angola. S'y joue une partition marquée par une violence politico-militaire qui n'a plus lieu ailleurs en Angola, du moins pas à cette échelle. Et les solutions apportées à cet état de choses ne semblent pas produire les effets désirés. Parce qu'il s'est fait avec une infime partie des protagonistes du mouvement indépendantiste, et parce qu'il obéit à une stratégie dont la philosophie de fond consiste à atomiser celui-ci pour résoudre à long terme du problème cabindais, le Mémorandum d'entente de Namibe de 2006 se trouve dans une impasse. Et les opérations de cooptation dans les structures gouvernementales des signataires cabindais sont une solution à courte vue, qui satisferont les ambitions personnelles et l'égo de quelques opportunistes, mais ne suffiront pas à calmer le jeu, en lieu et place d'un accord plus inclusif qui serait au moins un « juste milieu », à défaut de répondre totalement aux aspirations des mouvements et personnalités indépendantistes – par exemple, une large autonomie, comme cela fut discuté déjà voici quelques années⁴⁷, à défaut d'une indépendance pure et simple – ce que, on le conçoit, Luanda n'est pas prêt d'accepter. Mais à nier l'existence du problème cabindais, les « solutions » politico-militaires ne peuvent qu'être erronées. Cependant, du côté des membres du FCD non signataires du Mémorandum, des signes indiquent que de nouvelles divisions se font déjà jour au sein du Flec, au détriment de Nzita Tiago, signataire de poids des accords de Helvoirt. Cela va encourager encore un peu plus la stratégie du gouvernement angolais face à la question cabindaise – si tant est qu'il ne joue pas un rôle dans cette nouvelle dissidence qui pointe, dont certains protagonistes résident aux États-Unis ■

Jean-Michel Mabeko-Tali
Howard University, Washington

45. Dépêche PNN, 16 janvier 2008.

46. Dépêche AFP, Lisbonne, 21 décembre 2007.

47. J.-M. Mabeko-Tali, « La question cabindaise... », art. cit.

RAMON SARRÓ, RUY BLANES ET FÁTIMA VIEGAS

LA GUERRE DANS LA PAIX. ETHNICITÉ ET ANGOLANITÉ DANS L'ÉGLISE KIMBANGUISTE DE LUANDA

AU MOMENT OÙ L'ANGOLA SAVOURE SES PREMIÈRES ANNÉES DE PAIX DEPUIS DES DÉCENNIES, L'UN DES PLUS IMPORTANTS MOUVEMENTS RELIGIEUX DU PAYS VIT UNE IMPORTANTE CRISE INTERNE. CE CONFLIT QUI DÉCHIRE L'ÉGLISE KIMBANGUISTE, UN MOUVEMENT D'ORIGINE CONGOLAISE DONT LA PLUPART DES FIDÈLES SONT DES BAKONGO, EST NÉ D'UN PROBLÈME DE SUCCESSION APRÈS LA MORT, EN 2001, DE SON LEADER SPIRITUEL DIALUNGANA KIANTANI, VIVANT AU BAS-CONGO. COMME L'ANALYSE CET ARTICLE, L'ANGOLA EST DEVENU UN ESPACE IMPORTANT DE CE CONFLIT, QUI TRANSCENDE DÉSORMAIS LA SPHÈRE RELIGIEUSE ET SUSCITE DES INTERVENTIONS POLITIQUES. LA CRISE S'EXPLIQUE EN PARTIE PAR LA PLACE AMBIGUË QU'OCCUPE LA CULTURE KONGO DANS L'ESPACE ANGOLAIS.

Pour la République démocratique du Congo (RDC) comme pour l'Angola, les années 2001 et 2002 paraissent avoir marqué une époque axiale, pour emprunter à la philosophie de l'histoire de Karl Jaspers. En 2001, Joseph Kabila est arrivé au pouvoir à Kinshasa, succédant à son père assassiné et enclenchant un mouvement vers une paix et une démocratisation relatives qui a culminé en 2006 avec les premières élections libres de la postcolonie congolaise. En 2002, avec la mort du chef rebelle Jonas Savimbi, la paix s'est établie en Angola et des pas significatifs ont également été faits sur le chemin de la démocratisation. Mais ces années ont été plus encore « axiales » pour les Bakongo des deux pays et leur culture frontalière, et particulièrement pour des millions d'adeptes de l'Église kimbanguiste : en 2001, en effet, « Papa » Salomon Dialungana Kiangani, qui résidait en la cité sainte de Nkamba (RDC), est mort. Malgré le climat de paix ambiant, la combinaison de ces facteurs a suscité au sein de l'Église kimbanguiste

un conflit violent qui dure depuis lors et qui, déjà en 2003, a causé des incidents meurtriers à Luanda, impliquant des milliers de personnes dans plusieurs pays. Cette crise n'a pas seulement creusé un fossé majeur entre deux branches se disputant la légitimité au sein de l'une des plus importantes Églises chrétiennes africaines au monde, mais elle a aussi obligé le gouvernement angolais à s'occuper à nouveau de la violence à l'intérieur de ses frontières.

Le défunt Salomon Dialungana Kiangani était le chef spirituel de l'Église kimbanguiste (l'« Église de Jésus-Christ sur Terre par son Envoyé spécial Simon Kimbangu »), une Église chrétienne prophétique née et profondément enracinée parmi les Bakongo – bien qu'elle ait des prétentions universelles et que beaucoup de ses membres aujourd'hui ne soient pas bakongo (en Angola néanmoins, elle conserve une puissante base kongo). Salomon Dialungana était le fils de Simon Kimbangu (1887-1951), le fondateur du mouvement, qui était parvenu en 1921 à rassembler derrière lui de nombreux partisans, dans le Bas-Congo colonial, à la suite d'une série d'actes de guérison miraculeux¹. Simon Kimbangu, rapidement arrêté et emprisonné par les autorités belges, fut condamné à mort, puis sa peine commuée en détention à perpétuité. Il mourut dans sa prison d'Élisabethville (actuelle Lubumbashi) le 12 octobre 1951, endurant dans une petite cellule, en solitaire, une souffrance qui est devenue aujourd'hui un élément central dans la théodicée et l'ethos kimbanguistes. Mais, de manière presque miraculeuse, le mouvement se poursuivit dans le territoire belge durant toute la période coloniale, mené clandestinement par l'épouse de Simon Kimbangu, Muilu Kiawanga (décédée en 1959) et, plus tard, par leur plus jeune fils Joseph Diangienda Kuntima (1918-1992). Ce dernier a transformé le mouvement religieux en une véritable Église, reconnue officiellement au Congo belge en 1959, un an avant l'indépendance, et il a popularisé le mouvement dans les premières années de la postcolonie. En raison de l'aide spirituelle, économique et juridique qu'avait apportée Diangiendia Kuntima pendant les négociations entre les partis politiques congolais et la Belgique en vue de la décolonisation, l'État postcolonial du Congo (devenu Zaïre en 1971) s'est montré très reconnaissant envers son Église. Ainsi, juste après l'indépendance (1960),

1. Pour une histoire du mouvement et de l'Église kimbanguistes, voir J. Diangienda, *Histoire du kimbanguisme*, Chatenay-Malabry, éditions Entraide kimbanguiste, 2003 ; A. Droogers, « Kimbanguism at the grassroots : beliefs in a local Kimbanguist church », *Journal of Religion in Africa*, vol. 11, n° 3, 1980, p. 188-211 ; W. MacGaffey, *Modern Congo Prophets : Religion in a Plural Society*, Bloomington, Indiana University Press, 1983 ; M.-L. Martin, *Kimbangu : An African Prophet and his Church*, Grand Rapids, Eerdmans, 1975 ; A. Mélice, « Kimbanguisme : un millénarisme dynamique de la terre aux cieux », *Bulletin des Séances. Association belge des africanistes et Académie royale des sciences d'outre-mer*, n° 47, 2001, p. 35-54.

la dépouille mortelle de Simon Kimbangu fut solennellement transférée de Lubumbashi à son village natal de Nkamba, à quelques centaines de kilomètres au sud-ouest de Kinshasa (province du Bas-Congo, RDC), où un mausolée et un immense temple furent bâtis. De même, bien que de confession catholique, le président Mobutu, au pouvoir depuis 1967, éprouvait une forte sympathie pour le kimbanguisme et lui accordait son soutien. En 1969, Joseph Diangienda Kuntima s'arrangea pour faire inscrire son Église au Conseil œcuménique des Églises, la principale fédération mondiale d'Églises. Aujourd'hui, l'Église kimbanguiste compte des millions de disciples aussi bien dans la région (Congo-Kinshasa, Congo-Brazzaville et Angola) que parmi la diaspora africaine. Depuis les années 1960, Nkamba est demeuré le centre sacré du kimbanguisme : son leader spirituel y réside, les offrandes des croyants y sont régulièrement envoyées et chaque année de nombreux fidèles s'y rendent en pèlerinage.

À la mort de Joseph Diangienda Kuntima en 1992, c'est son frère aîné, Charles Kisolokele Lukelo (né en 1916), qui a pris la direction de l'Église à Nkamba. Mais il est mort la même année et c'est l'aîné de tous les frères, Salomon Dialungana Kiangani (né en 1914) qui lui a alors succédé. Si Joseph Diangienda Kuntima a occupé une très grande place dans l'histoire spirituelle et administrative de l'Église kimbanguiste (de nombreux adeptes croient d'ailleurs que lui et son père étaient, d'un point de vue mystique, une seule et unique personne, ou au moins un seul esprit), beaucoup de fidèles considèrent que les trois frères, les trois *Papas*, étaient très étroitement unis, humainement et spirituellement. Aussi, les transferts de fonction de Diangienda Kuntima à Charles Kisolokele, puis de ce dernier à Salomon Dialungana se sont déroulés plutôt en douceur. Il y eut certes quelques difficultés internes à l'Église après 1992, mais les vrais problèmes ont commencé neuf ans plus tard, à la mort du dernier des trois *Papas*.

En suivant le détail de la trame chronologique, nous décrivons dans cet article comment ces problèmes se sont produits à l'intérieur de ce mouvement religieux, atteignant leur paroxysme au moment précis où les pays de la région commençaient à profiter de l'établissement de la paix. En fait, les tensions au sein de l'Église kimbanguiste se nourrissent et alimentent une tension sous-jacente dans cette région d'Afrique, liée au rôle ambigu joué par l'ethnicité kongo dans la politique angolaise. Comme nous essaierons de le montrer, les imaginaires territoriaux empiètent les uns sur les autres ; tandis que l'État et les élites angolaises tentent de s'accaparer de manière hégémonique la notion d'angolanité (*angolanidade*) et d'imposer une histoire coloniale et postcoloniale commune, beaucoup de Bakongo se représentent plutôt comme enracinés dans une communauté imaginée plus solidement reliée au royaume du Kongo

et/ou à l'Église kimbanguiste – dont aucun des espaces ne coïncide avec les frontières des États modernes. Il ne s'agit pas de dire ici qu'ils ne se voient pas eux-mêmes comme des « Angolais » : certains peuvent minimiser leur angolanté pour affirmer leur identité kongo, mais ce n'est nullement d'une règle générale. En fait, ce qui frappe n'est pas tant la politisation de l'opposition « Bakongo » *versus* « Angolais », que les significations différentes et parfois très inventives que peut prendre la notion d'« Angola » dans cette zone-frontière², significations qui peuvent s'avérer contradictoires avec la volonté de l'État angolais de contrôler l'« angolanté ». De ce point de vue, la lutte qui se joue actuellement autour de l'ancienne capitale du royaume du Kongo, Mbanza Congo (située dans l'actuel Angola), illustre parfaitement ce chevauchement des imaginaires géographiques et les luttes autour des appartenances qui se cachent sous un problème d'apparence strictement religieux. Il est rare que la religion relève purement du « religieux » et, comme nous le verrons, l'affrontement en cours entre deux groupes opposés de kimbanguistes, de même que les contestations liées au statut de Mbanza Congo, montrent qu'il s'agit en réalité de problèmes non réglés dans la construction d'un espace public angolais. Jusque-là, le gouvernement angolais a explicitement refusé de prendre partie et semble avoir décidé de considérer le problème comme une question purement « religieuse » (agissant le cas échéant en tant qu'arbitre, ou cherchant des agents de médiation pour intervenir), probablement parce qu'il sait qu'en s'impliquant trop dans ces affaires (et en excluant, par exemple, l'un des deux groupes rivaux), il surgirait davantage de difficultés, non seulement dans l'espace angolais intérieur, mais encore dans les relations entre l'Angola et la RDC. Avant de présenter le conflit et les groupes qui s'y affrontent, nous présenterons quelques éléments de base pour la compréhension de la question et rappellerons la place de l'Église kimbanguiste dans l'histoire et la société angolaises.

L'IMPLANTATION EN ANGOLA

Dès avant la reconnaissance officielle de leur Église au Congo, en 1959, les kimbanguistes se sont livrés à un prosélytisme tout azimut, et il n'a guère fallu de temps avant que des projets et des missions se développent en Angola.

2. Parmi les exemples de ces usages imaginatifs, nous avons entendu des phrases dans lesquelles le terme « Angola » était utilisé de manière centrifuge, pour prétendre par exemple que Simon Kimbangu a vu le jour « dans l'Angola septentrional » (*i.e.* Nkamba) ou que « l'humanité est née en Angola » (ce qui signifie bien sûr en Afrique). Bien qu'elles soient souvent des métaphores ou de pures allégories à contextualiser, ces affirmations soulignent la richesse de l'imaginaire géographique des Bakongo angolais.

Ceci n'a rien de surprenant, surtout si l'on prend en compte les liens historiques entre le Bas-Congo, le Congo-Brazzaville et les provinces angolaises de Cabinda, Zaïre et Uíge – qui correspondent peu ou prou à l'empreinte géographique du royaume précolonial du Kongo. Ces liens historiques alimentent l'ethnicité kongo, qui s'est développée autour d'une forte culture frontalière³ : tout au long du XX^e siècle, de nombreux Bakongo angolais ont fui leur pays (principalement à cause du colonialisme portugais, de la guerre de libération, puis de la guerre civile), pour s'installer au Congo voisin, avant de revenir progressivement en Angola dans les dernières années du siècle – où ils sont connus sous le nom de *regressados* (« rapatriés »).

Au début des années 1950, de concert avec cette diaspora angolaise au Congo, des Bakongo vivant dans la province du Bas-Congo mirent sur pied une stratégie pour faire circuler la parole de Kimbangu en Angola. Comme s'en souviennent encore de nombreux kimbanguistes angolais, ce projet s'avéra difficile : beaucoup furent pourchassés, emprisonnés, torturés et tués par les autorités coloniales portugaises⁴ ; d'autres restèrent cachés dans la brousse. Ainsi les membres de la communauté kimbanguiste angolaise gardent en mémoire les souffrances endurées au moment où ils introduisirent leur religion dans le pays, et ces souffrances sont capitales dans la fabrication d'une mémoire kimbanguiste spécifiquement angolaise, par opposition à une mémoire kimbanguiste plus générale. Tous les fidèles en Angola ont en commun cette mémoire traumatique, quelles que soient leurs divisions aujourd'hui. Ils l'utilisent volontiers dans les sermons et les cérémonies, comme nous avons pu le constater le 11 novembre 2007, en assistant aux célébrations commémorant la reconnaissance officielle de l'Église dans chacune de ses deux branches⁵ : toutes deux évoquent les difficiles années du colonialisme tardif, quand l'Église fut introduite clandestinement sur le territoire angolais⁶.

Par ailleurs, au moins selon les dirigeants kimbanguistes locaux, les membres de l'Église ont aussi joué un rôle important dans les mouvements de libération qui ont combattu les colonisateurs portugais. Les historiens nuanceraient probablement cette affirmation, mais parmi les gens que nous avons interrogés à Luanda, beaucoup nous ont rapporté que les fidèles collectaient secrètement de l'argent, dans toute la colonie, pour soutenir la lutte – peut-être est-ce un moyen de réécrire l'histoire angolaise et de s'y insérer ? Quoi qu'il en soit, après l'indépendance, le nouveau gouvernement d'inspiration marxiste-léniniste issu du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) n'a pas reconnu les institutions religieuses, et du reste, tous les kimbanguistes ne soutenaient pas le vainqueur d'alors : beaucoup étaient en réalité plus proches du Front national de libération de l'Angola (FNLA)⁷. Par conséquent, le kimbanguisme est rentré dans l'ombre.

En 1980, après le premier Congrès du MPLA, le gouvernement a adopté une politique d'ouverture face à la religion et a annoncé que certaines Églises allaient être reconnues. Mais c'est seulement en 1987 que douze Églises purent obtenir leur agrément⁸. L'année suivante, était créée la Direction nationale pour les Affaires religieuses (Direcção nacional para os Assuntos religiosos). En 1992, cinquante Églises supplémentaires ont été reconnues officiellement.

Les mouvements religieux, surtout en provenance du Zaïre, se sont projetés vers l'Angola tout au long des années 1980⁹. Mais le début des années 1990, et

3. Cette culture frontalière se présente sous d'autres traits encore, comme par exemple ceux des réseaux de commerce par lesquels étaient transportées les marchandises depuis le bassin du Congo jusqu'à Luanda. Sur ces questions liées au commerce, I. do Amaral, *O Reino do Congo, os Mbundu (ou Ambundos), o reino dos « Ngola » (ou de Angola) e a presença portuguesa, de finais do século XV a meados do século XVI*, Lisbonne, Instituto de investigação científica e tropical, 1996 ; F. de Boeck, « *Garimpeiro worlds : digging, dying and "hunting" for diamonds in Angola* », *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, 2001, p. 549-562 ; A. Fonseca, *Sobre os Kikongos de Angola*, Luanda, União dos escritores angolanos, 1989 ; I. de Castro Henriques, « Interférence du religieux dans l'organisation du commerce en Angola au XIX^e siècle », in J.-P. Chrétien (dir.), *L'Invention religieuse en Afrique. Histoire et religion en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1993, p. 133-151 ; C. Lopes, *Roque Santeiro - Entre a Ficção e a Realidade*, Lisbonne, Princípiã, 2007. Sur les dynamiques de migration et de mobilité, voir J.-M. Mabeko-Tali, « La "chasse aux Zaïrois" à Luanda », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 71-84, et I. Brinkman, « Refugees on routes: Congo/Zaire and the war in Northern Angola », communication au symposium international « Angola on the move : transport routes, communication and history », Berlin, 24-26 septembre 2003. Pour un panorama général, se reporter à L. Pereira, *Os Bakongo de Angola. Religião, política e parentesco num bairro de Luanda*, thèse de doctorat en anthropologie, université de São Paulo, 2004.

4. Ces tortures et meurtres sont décrits dans N. Q. J. Gando, *A Contribuição da religião cristã no processo de reconciliação nacional*, mémoire de licence en science politique, université Agostinho Neto, Luanda.

5. Suivant la même chronologie qu'au Congo belge, où elle fut légalisée par l'État colonial juste un an avant l'indépendance, l'Église a également été reconnue en Angola par l'État portugais l'année précédant l'indépendance, en novembre 1974. Ceci a finalement donné lieu à une situation curieuse : l'Église s'est trouvée interdite dans l'Angola indépendant, alors qu'elle avait été reconnue dans l'extrémopole coloniale. Quelques membres de la diaspora en tirèrent profit plus tard, mais c'est une autre histoire.

6. Les données présentées dans cet article ont pour la plupart été collectées en novembre-décembre 2007, durant un séjour à Luanda au cours duquel nous avons pu réaliser de nombreux entretiens individuels et discussions collectives avec les principaux responsables de l'Église kimbanguiste, assister à leurs offices et effectuer des recherches archivistiques. Il s'agit en ce sens d'un cadrage particulier de l'activité politico-religieuse florissante, complexe et toujours changeante. Cette recherche s'intègre à un plus vaste projet dans lequel nous cherchons à étudier la réception des mouvements chrétiens angolais (surtout le kimbanguisme et le tocoïsme) au Portugal et en Europe.

7. Le Front national de libération de l'Angola (FNLA), dirigé par Holden Roberto (1923-2007) jusqu'à sa mort, a été créé au Congo, et a par la suite reçu l'appui du président Mobutu. Ce mouvement est connu pour sa solide base ethnique bakongo.

8. Comme on l'a déjà dit, la reconnaissance officielle de l'Église kimbanguiste par les autorités portugaises en Angola date de 1974. Le MPLA a toutefois révoqué cette reconnaissance à son arrivée au pouvoir l'année suivante.

9. Voir à ce sujet le mémoire de fin d'études de E. I. Pereira de Carvalho, *Novos movimentos religiosos - sinal dos tempos : uma leitura sociológica da Igreja Fé da Salvação no espaço urbano de Luanda (1980-1992)*, Luanda, université Agostinho Neto, Département de sociologie, 2007.

spécialement la période de paix qui a suivi la signature de l'accord de paix angolais à Bicesse en 1991, a connu une véritable effervescence de l'imagination religieuse. C'est à ce moment que de nouveaux mouvements chrétiens venant d'Amérique latine ou d'autres pays d'Afrique ont pris de l'ampleur et eu un fort impact sur la société angolaise – citons notamment l'Église universelle du Royaume de Dieu (Brésil) et l'Église de Maná (Afrique du Sud et Portugal)¹⁰. Malgré la reprise de la guerre après les élections de 1992, l'État angolais a évolué dans le sens de la reconnaissance légale des Églises¹¹. Ainsi dans les années 1990, l'Angola s'est trouvé confronté à deux processus : le renouveau religieux d'une part, avec l'implantation réussie de formes évangéliques, néopentecôtistes et charismatiques du christianisme, et d'autre part la croissance de prophétismes chrétiens (en provenance du Congo dans la plupart des cas), et la pluralisation d'autre part, avec la naissance quasi quotidienne de mouvements chrétiens de toutes sortes, de même que la progression de l'islam¹².

La prolifération des Églises dans les années 1990 et 2000 a été véritablement impressionnante : en témoignent ces immenses « cathédrales » construites par l'Église universelle du Royaume de Dieu à Alvalade et Rocha Pinto, ou celle encore plus gigantesque que l'une des branches de l'Église tocoïste est actuellement en train de bâtir dans le quartier de Golfe à Luanda (l'un des plus grands bidonvilles – *musseques* – de la ville, dans la municipalité de Kilamba Kiaxi), et qui devrait être, avec ses 50 000 places, l'un des plus grands édifices chrétiens du continent africain¹³. Le kimbanguisme a également connu une croissance considérable dans les années 1990, et il prétend aujourd'hui fièrement être la seconde confession en Angola, après l'Église catholique¹⁴. Il se targue d'avoir construit l'un des plus grands temples du pays, également dans le quartier de Golfe, avec une salle de 20 000 places. Toutefois, malgré cette progression, et en dépit du contexte social favorable de la fin de la guerre, quelque chose à l'évidence ne va pas bien dans l'Église kimbanguiste.

LA CRISE

À la mort de Salomon Dialungana en 2001, une crise a éclaté à Nkamba autour de la question de la succession et de l'autorité sacrée. En août 2001, une réunion des 26 petits-enfants de Simon Kimbangu s'est tenue au mausolée de Nkamba, la Jérusalem kimbanguiste. Après deux jours de discussions à huis clos, Simon Kimbangu Kiangani, le fils de Salomon Dialungana, a été élu Chef spirituel (c'est son titre officiel) de l'Église, les 25 autres petits-enfants devant être ses Chefs spirituels adjoints.

Deux lectures différentes de la situation existent : selon certains (que nous appellerons par convention les « nkambistes »), Simon Kimbangu Kiangani a

été choisi en respectant les instructions fournies sur son lit de mort par Salomon Dialungana, parce qu'il savait que Simon Kimbangu Kiangani était la réincarnation de Simon Kimbangu ; toutefois, selon d'autres voix (que l'on connaît désormais sous le nom de « groupe des 26 = 1 »), la décision prise lors de cette réunion était que les 26 cousins devaient diriger l'Église de manière égale, le rôle central de Simon Kimbangu étant purement formel et justifié par le fait que d'un point de vue logique et administratif, il faisait sens que l'un des 26 devienne le représentant attiré de l'Église et reste à Nkamba.

Mais pour de nombreux kimbanguistes nkambistes dans le monde aujourd'hui, Simon Kimbangu Kiangani n'est pas seulement un représentant du pouvoir spirituel, il est aussi la réincarnation de son grand-père : dans les perceptions populaires comme en théologie, tous deux sont ensemble l'incarnation du Saint-Esprit, et cette croyance, beaucoup l'affirment, est foncièrement ce qui définit le fait d'être kimbanguiste aujourd'hui. Par conséquent, ceux qui ne partagent pas cette vision des choses (c'est-à-dire les « 26 = 1 »), ne seraient pas de « vrais » kimbanguistes. De même, l'histoire officielle à Nkamba, bien que sujette à discussion, établit que Simon Kimbangu Kiangani est né le jour même de la mort de son grand-père, le 12 octobre 1951 (qui tomba cette année-là un

10. Voir P. Freston, « The Universal Church of the Kingdom of God : a Brazilian church finds success in Southern Africa », *Journal of Religion in Africa*, vol. 35, n° 1, 1995, p. 33-65.

11. Les relations entre le gouvernement angolais et les principales Églises et associations religieuses du pays dans les années récentes ont été examinées ailleurs en termes d'instrumentalisation et d'intérêt stratégique mutuel. Voir C. Messiant, « Les Églises et la dernière guerre en Angola (1998-2002) », *Le Fait missionnaire*, n° 13, 2003, p. 75-117, et B. Schubert, *A Guerra e as Igrejas : Angola, 1961-1991*, Basel, P. Schlettwein Publications, 2000.

12. Voir F. Viegas, *Panorama das religiões em Angola independente*, Luanda, Instituto nacional para os assuntos religiosos, 2007, et du même auteur, *Angola e as religiões*, Luanda, édition à compte d'auteur, 1999.

13. L'Église tocoïste est elle aussi issue d'un mouvement chrétien prophétique, lancé au Congo dans les années 1940 par l'Angolais Simão Toko, lui aussi mukongo. Avec un fond théologique et historique assez similaire à celui des kimbanguistes, elle s'est développée indépendamment, et principalement en Angola. Sur ce sujet, voir par exemple F. J. Grenfell, « Simão Toco : an Angolan prophet », *Journal of Religion in Africa*, vol. 28, n° 2, 1998, p. 210-226, et A. Margarido, « The Tokoist Church and Portuguese colonialism in Angola », in R. H. Chilcote (dir.), *Protest and Resistance in Angola and Brazil. Comparative Studies*, Berkeley, Londres, University of California Press, 1972, p. 29-52.

14. La plus importante religion en Angola (dont le nombre d'habitants varie entre 14 à 17 millions, selon les recensements) est le catholicisme, auquel environ 57 % de la population appartient. Le reste se divise en d'innombrables dénominations religieuses, certaines étant officiellement reconnues (moins d'une centaine) et la plupart des autres demeurant illégales ou attendant leur agrément (plusieurs centaines). Le nombre de croyants indiqué par les deux branches de l'Église kimbanguiste à l'Institut national des affaires religieuses (Inar, sous tutelle du ministère de la Culture) en décembre 2007 dépassait de beaucoup le million : selon la branche de Golfe, on comptait 1 350 000 membres ; selon celle de Chicala, 1 435 192. Bien qu'il ne fasse aucun doute que les kimbanguistes soient très nombreux, ces chiffres paraissent exagérés.

vendredi, jour sacré dans le calendrier chrétien). Or ceci est aussi fortement contesté par les kimbanguistes «26 = 1», qui affirment que des manipulations de dates ont eu lieu et que Simon Kimbangu Kiangani était en réalité né bien avant que son grand-père ne décède.

Beaucoup de kimbanguistes à travers le monde contestent aujourd'hui l'histoire officielle édictée depuis Nkamba. Pour eux, les 26 petits-enfants ont hérité du pouvoir spirituel à parts égales, et ils considèrent Simon Kimbangu Kiangani comme un usurpateur manipulé par des individus bien placés dans la structure interne de l'Église à Nkamba. Ici, les porte-parole des «26 = 1» que nous avons interrogés visent en particulier certains membres du matrilignage de Simon Kimbangu habitant dans des villages aux environs de Nkamba. De leur point de vue, la population de ces villages en aurait assez de voir que Nkamba reçoit de l'argent du monde entier et devienne une cité prospère, pendant que leurs propres maisons, bien que maintenant des connections traditionnelles, historiques et familiales avec les petits-enfants de Kimbangu, restent pauvres et abandonnées. Selon l'une des versions rapportées par des «26 = 1», peu de temps après avoir été choisi comme Chef spirituel, Simon Kimbangu Kiangani a suivi une cérémonie par laquelle il a été installé comme chef politique (et pas seulement spirituel) de tout le territoire autour de Nkamba, contrairement aux indications de son père et de ses oncles qui n'ont jamais accepté, nous a-t-on dit, de se mêler de politique locale. On nous a ainsi rapporté à ce sujet que Joseph Diangienda Kuntima avait dit un jour : « Il y a un siège sur lequel je ne dois pas être assis ; si un jour vous me voyez assis sur ce siège, vous pourrez alors être sûrs que je ne serai plus le leader spirituel de l'Église. » Le pouvoir temporel est ainsi présenté comme une tentation du diable, et il nous a été décrit comme « fétichiste », probablement parce que la cérémonie en question impliquait l'usage de *nkisi* (de puissants objets de la culture religieuse kongo) et des négociations avec les esprits locaux, qui sont diabolisés dans le credo et le discours monothéistes du kimbanguisme¹⁵.

En l'état, il nous est impossible de dire si ces allégations sont basées sur des faits ou relèvent de la rumeur. Elles nous ont été rapportées par des membres du groupe «26 = 1» et avaient vocation à nous informer sur la crise, mais aussi à délégitimer le pouvoir spirituel de Simon Kimbangu Kiangani. En tout état de cause, une telle cérémonie serait en effet contraire à l'esprit de l'Église kimbanguiste. Et aussi, pour beaucoup de fidèles, des hommes inspirés par Dieu ne sauraient accepter d'occuper une fonction de commandement de ce type, qui ne peut être détenue que par des hommes inspirés par les esprits locaux ou par le diable ; qu'un chef spirituel puisse accepter des fonctions de ce type signifie que son âme est corrompue.

Quels événements et politiques ont causé cette confrontation ? Peu de temps après son élection en 2002, Simon Kimbangu Kiangani a commencé à sentir que ses cousins ne montraient pas l'obéissance voulue à Nkamba, n'y envoyant pas les sommes qu'ils collectaient dans leurs paroisses et se comportant en dirigeants autonomes d'Églises indépendantes. Pour contrecarrer cette « décentralisation », Nkamba envoya, en octobre 2002, une série de « résolutions » draconiennes à toutes les paroisses, établissant entre autres choses qu'il n'y avait qu'un seul Chef spirituel, Simon Kimbangu Kiangani, et que le titre de Chef spirituel adjoint n'était désormais plus légitime. Selon les personnes interrogées, il s'agissait de réagir au fait que beaucoup de Chefs spirituels adjoints (y compris le seul qui était établi à Luanda) étaient en train de prendre trop de pouvoir¹⁶. Ils n'agissaient plus uniquement comme intermédiaires entre les fidèles et Nkamba, mais se substituait à son pouvoir, disant à leurs fidèles qu'il n'était pas nécessaire de se rendre à Nkamba puisqu'ils étaient là et qu'ils étaient équivalents à Simon Kimbangu Kiangani (et à Simon Kimbangu aussi). Comme on nous l'a dit, ils ont ainsi introduit l'« idolâtrie » parmi leurs fidèles, en leur faisant adorer des êtres humains comme des dieux, alors que le seul être humain à pouvoir être vénéré devrait être celui de Nkamba, car lui, et lui seul, est l'Esprit saint¹⁷. Ici, on peut noter une troublante symétrie entre les accusations religieuses : les nkambistes accusent les « 26 = 1 » de sombrer dans l'« idolâtrie », tandis que ces derniers accusent les premiers, derrière Simon Kimbangu Kiangani, de se perdre dans le « fétichisme ».

Les « résolutions » contenaient aussi une « constatation » établissant que Paul Kisolokele, l'un des 26 petits-enfants de Simon Kimbangu – et par conséquent un cousin de Simon Kimbangu Kiangani –, n'était pas en réalité de sa

15. Selon certains auteurs, et notamment Wyatt McGaffey, la distribution du pouvoir et du savoir chez les Bakongo se fait autour de ce que McGaffey appelle des « charges religieuses », et il y aurait donc une distinction très claire des rôles sociaux et des dimensions cosmologiques de catégories de base comme celle de chef (*mfumu*), de magicien (*nganga*), de prophète (*ngunza*) et d'objet rituel (*nkisi*). Voir W. McGaffey, « The religious commissions of the Bakongo », *Man*, vol. 5, n° 1, 1970, p. 27-38.

16. Bien que nous puissions donner l'impression dans cet article qu'il existe deux groupes bien distincts de kimbanguistes, les « 26 = 1 » d'un côté et les nkambistes de l'autre (également appelés « 3 = 1 »), il faut souligner que cette séparation n'est claire que pour l'Angola. L'unité des « 26 = 1 » est pour le moins problématique. Selon des « 26 = 1 » interrogés à Luanda, les cousins de Kimbangu (installés dans différents pays et continents) seraient unis, et ils auraient une base unique à Kinshasa. Mais des informations recueillies en Europe semblent plutôt montrer qu'ils ne sont d'accord que sur le fait que Simon Kimbangu Kiangani ne doit pas être le seul chef de l'Église.

17. Les aspects théologiques de l'affirmation selon laquelle Simon Kimbangu est le Saint-Esprit, défendue par de nombreux nkambistes, sont analysés dans L. Nguapitshi Kayongo, « Kimbanguism: its present Christian doctrine and the problems raised by it », *Exchange: Journal of Missiological and Ecumenical Research*, vol. 34, n° 3, 2005, p. 135-155.

descendance biologique. Il se trouve que ce dernier, de nationalité congolaise, a été en charge de l'Église kimbanguiste d'Angola depuis 1997. Les raisons qui l'ont amené à venir à Luanda depuis la RDC sont encore peu claires pour nous¹⁸. Mais quoi qu'il en soit, il est devenu dans la capitale angolaise un véritable leader charismatique, capable de mener son Église sur le chemin d'une économie florissante et d'attirer de nombreux disciples. Installé dans la paroisse de Golfe, dont on a dit plus haut qu'elle comportait le plus grand temple kimbanguiste d'Angola, il a développé un programme intensif, à multiples facettes, et son ère a été celle d'une incontestable extension de l'Église kimbanguiste angolaise.

Étant l'un des 26 petits-enfants, Paul Kisolokele a vu sa légitimité mise en cause par les résolutions radicales de Nkamba en octobre 2002, et surtout, bien sûr, par la « constatation » qu'elles incluaient. Aussi, un mouvement s'est développé en Angola, au travers duquel Kisolokele s'est arrangé pour convaincre ses fidèles de rompre avec Nkamba. Le nombre de personnes prêtes à le suivre a été si important que, dans ce pays (à la différence des autres), la principale paroisse nationale (Golfe) est restée sous le pouvoir de ceux qui précisément ne voulaient pas se conformer aux règles de la Cité sainte du kimbanguisme. Ceux qui voulaient demeurer fidèles à Nkamba quittèrent la paroisse et commencèrent à célébrer leur culte et à organiser leurs rencontres dans la maison de l'un d'entre eux, dans le quartier de Chicala (municipalité d'Ingombota) – bien qu'évidemment ils continuent d'affirmer que le temple kimbanguiste est celui de Golfe et qu'ils veulent par tous les moyens le récupérer. Ainsi, quelle que soit la vigueur avec laquelle les nkambistes de Chicala affirment qu'il n'y a pas de « conflit » dans l'Église, mais seulement des dissidents qui sont partis et qui, par la repentance et le pardon, pourraient être réadmis, le fait est qu'à Luanda, le conflit est ouvert et porte sur le contrôle du temple, pas moins. Les fidèles de Chicala se sentent légitimes à le réclamer car ils considèrent comme des « dissidents » les fidèles de Kisolokele, qui devaient selon eux créer leur propre temple s'ils ne souhaitaient pas rester kimbanguistes. En attendant le jour de leur retour, ils se rassemblent dans un espace culturel en déshérence dans l'un des quartiers les plus pauvres de Luanda. Les fidèles de Golfe, par contraste, se considèrent comme de véritables kimbanguistes qui suivent un Chef spirituel adjoint, et ils voient les « résolutions » comme une corruption satanique de l'Église. Par conséquent ils trouvent logique que ceux qui suivent de telles prescriptions anti-kimbanguistes ne soient pas acceptés dans l'espace spirituel sacré de Golfe.

LUTTER POUR UN LIEU, LUTTER POUR UNE HISTOIRE

La lutte autour d'un espace sacré est souvent un réceptacle idéal de la violence entre cultures et, à Luanda, la violence a été telle à propos du temple de Golfe (assauts contre le bâtiment, rixes) qu'en 2003 le gouvernement a dû intervenir. Les autorités ont choisi d'expulser Paul Kisolokele, au prétexte qu'il avait falsifié des documents et qu'il était en train de provoquer des troubles dans le pays. Les motifs réels de cette décision sont obscurs, et il est difficile d'établir ce qu'il en est exactement. Selon certains de nos interlocuteurs, le gouvernement craignait en réalité que Kisolokele cherche à utiliser l'Église pour introduire d'anciens soldats de Mobutu en Angola, avec des buts inavoués¹⁹.

Cette expulsion ne doit néanmoins pas être prise pour une indication selon laquelle l'État se serait mis du côté de la paroisse de Chicala. Les membres de cette dernière sont restés isolés, et le temple de Golfe continue d'être tenu par les fidèles de Kisolokele qui le dirige encore à distance, depuis Kinshasa, par radio et par téléphone. En outre, afin de démontrer son impartialité, l'État a pris par la suite une autre résolution, en recommandant à Simon Kimbangu Kiangani de ne pas entrer sur le territoire angolais. Jusqu'ici, ce dernier n'a pas été officiellement banni de l'espace angolais, mais la recommandation qui lui a été adressée indique qu'il ferait mieux de ne pas se rendre en Angola pour éviter que sa présence ne provoque de violents troubles et ne devienne dangereuse aussi pour lui-même... On a donc encore peine à déterminer si le gouvernement penche vraiment d'un côté ou de l'autre – pour le moment, il paraît hésitant, se contentant d'observer, certains de ses représentants ayant des sympathies pour tel groupe, et d'autres pour les rivaux. Ce qui est sûr, c'est que les représentants les plus influents de chaque paroisse s'efforcent de convaincre les dirigeants angolais qu'ils sont bien les « vrais » kimbanguistes – et les plus utiles à l'État angolais. Ils utilisent pour cela toutes sortes

18. Nous avons obtenu deux versions différentes à ce sujet, qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Selon la première, ce sont des membres mécontents de la gestion de l'Église par le « collègue national » (*colegio nacional*) angolais qui ont cherché un meilleur dirigeant ailleurs ; selon la seconde, la décision fut prise depuis Nkamba d'envoyer un proche de la famille pour un espace aussi crucial que celui d'Angola, berceau de la culture kongo.

19. À Luanda, les représentants des deux groupes nous ont montré des correspondances et des documents écrits et visuels dans lesquels les sévères accusations portées contre ou par le groupe adverse étaient alternativement prouvées ou rejetées. On retrouve aussi ce type d'accusations croisées sur Internet. Bien qu'il soit difficile, voire impossible, de connaître les faits concrets à la base de ces accusations (pour autant qu'il y en ait), nous avons pu observer que la peur d'une « conspiration congolaise » était une manipulation courante qui les concerne tous.

d'arguments et de témoignages, dont on croit pouvoir penser que la plupart sont sûrement fabriqués.

Ces mises en accusation réciproques et l'ambiguïté de l'État, incapable de savoir s'il doit soutenir un camp ou l'autre, ont profondément divisé l'Église et provoqué des affrontements meurtriers à Luanda. Les membres de chaque partie racontent les multiples confrontations imprévisibles qui se sont déroulées dans les rues de Luanda dans les mois qui ont suivi la scission ; de même, en 2004, des nkambistes auraient essayé de prendre d'assaut le temple de Golfe, causant de nombreuses victimes blessées et des morts dans chaque camp, ainsi que des dégradations.

Dans cette situation, il est particulièrement intéressant de relever que les accusateurs des deux bords instrumentalisent et soulignent la tension ancienne entre le fait d'être mukongo ou étranger (et parfois les deux à la fois, comme pour les Bakongo en lien avec la RDC) et celui d'être angolais, vu depuis la fenêtre de Luanda²⁰.

Historiquement parlant, le nord de l'Angola faisait partie du royaume du Kongo, et la capitale de celui-ci, Mbanza Congo, est située dans l'actuel Angola. Et malgré ses prétentions à l'universalisme, le kimbanguisme en Afrique centrale reste un phénomène profondément lié à la langue kongo (kikongo) et par-delà à la culture transfrontalière partagée par la population kongo de la République démocratique du Congo, du Congo-Brazzaville et d'Angola. Pour les kimbanguistes de ces trois pays, parler d'États postcoloniaux ne fait pas sens : ils préfèrent penser « Congo-Kinshasa », « Congo-Brazzaville » et « Congo-Angola », avançant habituellement que les trois Congos sont comme les trois pierres d'un âtre, symbole fort sur l'ensemble du continent. Pour eux, se défaire de l'une des trois « pierres » est hors de question : les trois sont indispensables pour le maintien du territoire imaginé. Mais, bien que les trois parties soient également nécessaires, celle d'Angola paraît être plus spécialement importante pour l'unité de l'Église, et ce pour deux raisons : d'abord parce que l'Angola est considéré comme le lieu d'origine des Bakongo et qu'il abrite la capitale du royaume du Kongo ; ensuite, pour des raisons économiques, parce que les sommes d'argent que les kimbanguistes angolais envoient à Nkamba ne sont pas négligeables.

Une autre figure importante pour l'Angola est celle de Kimpa Vita, une prophétesse kongo qui suscita au XVIII^e siècle un mouvement religieux connu sous le nom d'antonianisme²¹. Tel que les kimbanguistes se le remémorent aujourd'hui, ce mouvement était dans ses fondements une voie chrétienne de contestation du christianisme. Kimpa Vita dénonçait en effet le christianisme contrefait des intrus européens en montrant que leurs actes (en particulier la traite esclavagiste, mais aussi plus largement l'oppression) étaient contraires

à l'authentique esprit de la religion qu'ils annonçaient, supposée être basée sur l'humanité et la libération. Elle alla jusqu'à énoncer que le Christ était un Africain noir, et, selon les sources orales, affirma qu'il était né dans le bassin du Congo. Elle fut brûlée vivante comme hérétique en 1706. Kimpa Vita était une guérisseuse réputée pouvoir rendre à la vie les enfants mort-nés en invoquant un esprit avec lequel elle avait établi un contact étroit : celui-ci était appelé, précisément, *kimbangu*. De nos jours, beaucoup de kimbanguistes considèrent Kimpa Vita comme l'annonciatrice de Kimbangu, dans une veine assez semblable à celle de Saint Jean-Baptiste annonçant la venue du Christ (le Christ lui-même ayant annoncé la venue d'un autre Paraclet parmi les hommes – Simon Kimbangu, selon la théologie kimbanguiste).

Dans les années récentes, un mouvement révisionniste s'est développé à l'intérieur de l'Église kimbanguiste, visant à réhabiliter le rôle de Kimpa Vita comme « précurseur » de Simon Kimbangu et gardienne du royaume du Kongo, et à réévaluer de l'importance historique de l'ancienne capitale du royaume, Mbanza Congo, située dans la province angolaise septentrionale d'Uíge. En décembre 2005, Nkamba a mandaté une délégation dans le nord de l'Angola pour visiter le lieu où les restes de Kimpa Vita avaient été enterrés (une première expédition avait déjà été organisée en 1960). Les kimbanguistes angolais ont maintenant l'intention de proposer la construction d'un site muséal et d'un mausolée pour honorer la prophétesse²². La démarche est guidée par Nkamba et vue par les nkambistes non seulement comme une manière de restaurer le nom et l'honneur de Kimpa Vita, mais encore de rendre justice à la famille de Kimbangu, puisque Kimpa Vita était, selon leurs affirmations, reliée à lui généalogiquement. Comme le disent certains kimbanguistes, cela montre que l'Église kimbanguiste a ses racines les plus profondes en territoire angolais : il s'agit, pour ainsi dire, d'une Église angolaise.

De leur côté, les kimbanguistes « 26 = 1 », qui jouent globalement une carte beaucoup plus « angolaise » que les fidèles de Nkamba, minimisent le rôle de Kimpa Vita. Ils considèrent certes sa mort comme une tragédie et sa personne comme inspirée par un véritable esprit chrétien, mais ne voient pas l'utilité

20. Sur la perception des Bakongo à Luanda, voir L. Pereira, *Os Bakongo de Angola...*, doc. cit. La relation entre être kongo et être un « étranger interne » à Luanda (un « *internal stranger* », pour utiliser l'utile notion de Richard Werbner) est apparue clairement dans les événements qui se sont déroulés dans la capitale angolaise en 1993, connus sous le nom de « chasse aux Zaïrois » ; voir J.-M. Mabeko-Tali, « La "chasse aux Zaïrois" ... », art. cit.

21. Lire J. Thornton, *The Kongolese Saint Anthony: Dona Beatriz Kimpa Vita and the Antonian Movement 1684-1706*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

22. En 2006, ils souhaitaient même proposer une conférence internationale pour la réhabilitation de Kimpa Vita – mais à ce jour la rencontre n'a pas encore eu lieu.

d'insister sur ses liens, réels ou supposés, avec Simon Kimbangu, autrement que pour rappeler qu'elle en a annoncé la venue.

L'intérêt des kimbanguistes pour Kimpa Vita et Mbanza Congo est bien entendu ancien, et il s'enracine dans l'histoire longue des Bakongo. Pourtant il est significatif d'observer, pour contextualiser la crise présente de l'Église en Angola, que leur intention de bâtir un mausolée à Mbanza Congo et leur volonté de prouver les liens du sang existant entre Kimpa Vita et Simon Kimbangu a coïncidé avec l'organisation d'une Conférence internationale sur Mbanza Congo que le gouvernement angolais a accueillie sur les lieux mêmes en août 2007, et qui a abouti à la candidature officielle de l'ancienne capitale royale au classement des sites du Patrimoine de l'humanité établi par l'Unesco. Ainsi, le conflit autour du lieu et des significations ne se limite pas à la possession de la paroisse de Golfe, mais s'étend à des centres aussi symboliques que Mbanza Congo. Est-ce un patrimoine national angolais ? Ou doit-on plutôt considérer le lieu, à travers la figure de Kimpa Vita, comme faisant partie du patrimoine de l'Église kimbanguiste basée à Nkamba ?

Il serait tentant de conclure que les nkambistes, en insistant sur la figure de Kimpa Vita (en certaines occasions, ils montent des représentations de son martyr) et sa filiation avec Kimbangu et Nkamba, jouent une carte moins « angolaise » (et plus liée à la mémoire du Royaume du Kongo) que leurs adversaires, les « 26 = 1 », qui ne se soucient guère de la connection entre Kimpa Vita et Nkamba ou de la vie et des actes de la prophétesse. Mais cette conclusion est trop rapide, dans la mesure où, comme les nkambistes l'affirment (et l'ont écrit dans des textes non publiés ayant circulé à Luanda), ce qu'ils veulent souligner, ce n'est pas seulement que Kimpa Vita (dont ils espèrent incidemment que la vie et le trépas pourra réveiller les sensibilités internationales) était une ancêtre du fondateur de leur Église, mais aussi, et de manière plus cruciale, qu'elle est née et morte dans l'actuel Angola, ce qui prouve que le kimbanguisme est en dernière analyse un phénomène *angolais*, et par conséquent que les kimbanguistes nkambistes sont plus angolais que les autres.

Quoi qu'il en soit, les kimbanguistes des deux obédiences n'ont joué aucun rôle dans les cérémonies de la conférence de Mbanza Congo et dans la candidature à l'Unesco qui a été, au fond, surtout suivie et contrôlée par le gouvernement angolais. Jusque-là, la volonté des nkambistes de réhabiliter Kimpa Vita est restée un vœu pieu, elle n'a pas obtenu de soutien national ou international et n'a pas d'infrastructure à mettre en avant. Mbanza Congo et sa martyre sont des points autour desquels peuvent s'articuler des luttes autour des significations de l'histoire et du territoire, un espace historique central que certains kimbanguistes veulent pour leur compte, que l'État réclame pour sa part et, probablement, que des kimbanguistes non-Bakongo revendiquent

aussi. Cet exemple est un cas paradigmatique des problèmes que peuvent susciter les tentatives pour créer un site classé par l'Unesco lorsque celui-ci est en réalité un lieu hautement contesté. L'avenir nous dira de quelle manière la nationalisation patrimoniale et l'internationalisation de ce site vont affecter les perceptions locales de l'histoire et du lieu. Peut-être le manque d'intérêt porté à Kimpa Vita – et à Mbanza Congo – par les « 26 = 1 » doit-il alors être interprété comme une manière de ne pas se heurter aux intérêts du gouvernement angolais et par là, de gagner sa sympathie ?

ANGOLANITÉ ET RELIGION CONGOLAISE DANS L'ESPACE PUBLIC

Dans les récits qu'ils font, les Bakongo conçoivent volontiers une histoire et un espace kongo fondé sur le prédicat d'une « communauté imaginée » à base ethnique à cheval sur trois États postcoloniaux. Cette conception est pour le moins dérangement pour une vision nationaliste. Il ne fait aucun doute que les Bakongo ont participé à la formation de l'Angola contemporain ; mais la fierté ethnique avec laquelle ils expriment leur historicité (entre autres au sein de l'Église kimbanguiste) peut facilement se heurter aux conceptions de l'identité nationale. Comme l'a indiqué ailleurs Mabeko-Tali, même de petites choses comme les codes vestimentaires ou d'autres parties de l'habitus des Bakongo *regressados* entrent facilement en conflit avec des éléments plus hégémoniques de l'« angolité ». Le fait que les Bakongo soient étroitement liés à la RDC alimente en outre les stéréotypes à leur propos selon lesquels ils sont des étrangers et qu'ils introduisent les pires aspects de la « tradition africaine » (« sorcellerie », tribalisme, corruption, etc.). Cela s'est traduit par des violences ethniques et politiques, notamment lors de la tristement célèbre « chasse aux Zaïrois » qui eut lieu en 1993 dans les rues de Luanda, au cours de laquelle de nombreux *regressados* furent brutalisés, voire tués²³. À cette époque, comme l'a souligné Mabeko-Tali, les *regressados* étaient vus comme des supporters de l'Unita et, comme on l'a déjà dit, considérés comme les producteurs de « traditions africaines » indésirables. Dans la capitale angolaise aujourd'hui, il n'y a pas de lien visible entre le kimbanguisme et les partis politiques, mais l'Église kimbanguiste, comme tout ce qui vient de la RDC, se situe au point critique où se croisent les conceptions de l'« Angola », du « Kongo » et des « traditions africaines ».

Nous n'entendons pas établir un parallèle trop étroit ou un lien causal entre ce qui s'est passé en 1993 et ce qui se déroule aujourd'hui, dans la mesure où

23. Voir J.-M. Mabeko-Tali, « La "chasse aux Zaïrois"... », art. cit. ; I. Brinkman, « Refugees on routes... », comm. cit. ; et D. Péclard, « Religion and politics in Angola : the Church, the colonial state and the emergence of Angolan nationalism, 1940-1961 », *Journal of Religion in Africa*, vol. 28, n° 2, 1998, p. 160-186.

les conditions matérielles sont très différentes, tout comme la structure de la violence. Mais beaucoup de personnes interrogées font le lien elles-mêmes, comme si les événements de 1993 fournissaient un modèle pour penser ce qui se passe aujourd'hui, ou comme si les deux épisodes étaient la manifestation d'un problème structurel dans la constitution de l'espace public, d'une tension entre africanité et angolité, tension qui a suivi la formation de l'Angola contemporain dans la guerre comme dans la paix. Si beaucoup de Bakongo résident à Luanda et s'ils sont très présents aux plus hautes fonctions politiques et administratives, et si personne n'oserait dire qu'ils ne sont pas angolais, les Bakongo sont souvent dénoncés par les résidents de Luanda comme les promoteurs de multiples phénomènes en général associés à la République démocratique du Congo : mouvements pentecôtistes, du « réveil » et prophétiques, affaires d'enfants-sorciers et Églises s'occupant spécifiquement de ce type de sorcellerie, sans parler des pratiques violentes qu'on leur prête à l'égard des enfants, pour les « exorciser », ou d'autres graves accusations encore (en particulier les abus sexuels que commettraient leurs pasteurs). Jusque-là, l'État a accepté toutes ces nouvelles formes religieuses (hormis les pratiques antisorcellerie, qui sont clandestines), mais il y a lieu de penser qu'à l'avenir beaucoup de ces institutions religieuses en provenance de RDC (et certainement d'autres pays aussi) seront sujettes à un contrôle plus étroit.

Les kimbanguistes des deux camps savent bien que les autorités angolaises sont très sensibles au potentiel séparatiste ou aux tendances fédéralistes des Bakongo, et regardent avec inquiétude les manifestations religieuses congolaises dont on vient de parler. À notre avis, les deux groupes kimbanguistes de Luanda (les fidèles de Kisolokele à Golfe et ceux de Simon Kimbangu Kiangani à Chicala) ont chacun compris que le meilleur moyen de délégitimer l'autre était de jouer sur cette sensibilité et sur ces représentations collectives de ce qui est « kongo » dans l'imaginaire national angolais. Ainsi, par exemple, des fidèles de Kisolokele nous ont expliqué que la raison pour laquelle leurs rivaux restaient loyaux à Nkamba n'était pas seulement spirituelle, mais qu'ils visaient également, au travers de l'Église kimbanguiste, à créer un État kongo indépendant dans la veine de l'ancien royaume du Kongo. Ils accusent ainsi les membres de Chicala d'être des « tribalistes », liés à des « étrangers » (lire : des Congolais), et non des citoyens loyaux de l'État angolais, ce qu'eux disent être. On se rappellera que les fidèles de Chicala eux aussi essaient de jouer une carte angolaise lorsqu'ils soulignent que Kimpa Vita était une aïeule angolaise de Kimbangu et donc que le kimbanguisme est, dans ses fondements, un mouvement angolais.

Les fidèles de Kisolokele à Golfe accusent aussi la paroisse de Chicala de ramener en Angola des Bakongo de RDC de manière à renforcer leur petite communauté et la faire paraître plus importante que ce qu'elle est en réalité.

Ces allégations peuvent amener les forces de sécurité à se « mettre au travail », le régime se montrant aujourd'hui très strict au regard de l'immigration clandestine²⁴ – et l'on peut supposer qu'il se montrera plus rude encore si la rumeur suggère que cette immigration a des buts politiques ou « tribalistes ».

Ces accusations peuvent aller dans l'autre sens. Comme on l'a vu précédemment, l'expulsion de Paul Kisolokele a été suscitée, entre autres, par des rumeurs selon lesquelles il introduisait d'anciens soldats de Mobutu dans l'Église kimbanguiste. Comme dans le cas du lien établi avec les « étrangers », les adeptes de Chicala suivent un Congolais de Nkamba, mais ceux de Golfe en font autant, puisqu'ils se laissent conduire par Kisolokele, Congolais aussi, de Kinshasa. Tout se passe comme si chaque groupe kimbanguiste s'efforçait de prouver (aux observateurs extérieurs, et probablement aussi à l'opinion publique angolaise) que c'est l'autre qui est « congolais ». La violence a décliné ces derniers temps, mais des accusations mutuelles sont toujours formulées, au risque de renforcer le stigmate contre les Kongo dans une société angolaise plurielle, et de créer une situation géopolitique complexe impliquant d'autres acteurs, ceux que le gouvernement congolais, les responsables de Nkamba et les contacts internationaux de Kimbangu Kiangani d'une part, et ses cousins de l'autre, sont parvenus à activer. Quant aux fidèles kimbanguistes des deux côtés, ils « attendent et souffrent », comme ils le disent eux-mêmes, et comme Simon Kimbangu, leur ancêtre à tous, le fit en prison. Mais « attendre » est aussi ce que tout le monde semble faire à cette étape du jeu. Ce que nous ne savons pas, c'est ce que chacun attend ou espère qu'il se passe ■

Ramon Sarró

Instituto de ciências sociais, Universidade de Lisboa

Ruy Blanes

Instituto de ciências sociais, Universidade de Lisboa

Fátima Viegas

Instituto nacional para os assuntos religiosos (Inar)

Universidade Agostinho Neto, Luanda

Traduction de Christine Deslaurier

24. Dans l'Operação Brilhante (« Opération Brillant »), entre 2004 et 2005, le gouvernement angolais a ordonné l'identification et l'expulsion de plusieurs milliers de migrants illégaux (majoritairement bakongo) travaillant comme *garimpeiros* (creuseurs) dans les mines de diamants des régions de Lunda Norte, Lunda Sul, Bié et Malanje, suspectés d'être impliqués dans un trafic illégal. Cette opération visait à « protéger » l'économie angolaise, et à réprimer une culture non angolaise très dynamique, de langue lingala. Voir *Jornal de Angola* (Luanda), 24 avril 2005.

PHILIPPE LE BILLON, ALEX VINES ET ASSIS MALAQUIAS

AU-DELÀ DU PÉTRO-MILITARISME

LA STRATÉGIE EXTÉRIEURE ANGOLAISE D'APRÈS-GUERRE

COMME LES RÉGIMES MILITAIRES AU NIGERIA, L'ANGOLA DISPOSE, POUR SE REPOSITIONNER SUR LA SCÈNE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE, DE SA RENTE PÉTROLIÈRE ET DE SA CAPACITÉ MILITAIRE. À LA RECHERCHE D'UN STATUT DE PAYS LEADER SEMBLABLE À CELUI DE L'AFRIQUE DU SUD, LES DIRIGEANTS ANGOLAIS ONT PRIS CONSCIENCE DE LEURS LIMITES ET SE CONCENTRENT SUR LE GOLFE DE GUINÉE ET L'AFRIQUE CENTRALE. LEUR POLITIQUE DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE VISE À ATTIRER DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN ANGOLA TOUT EN PLAÇANT DES CAPITAUX ANGOLAIS DANS LES COMPAGNIES ÉTRANGÈRES PRÉSENTES DANS LE PAYS. C'EST, SEMBLE-T-IL, AUJOURD'HUI PLUS SUR SON ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE QUE SUR SA PUISSANCE MILITAIRE QUE S'APPUIE LA PRÉSENCE ET L'INFLUENCE ANGO-LAISES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.

En janvier 2007, la République d'Angola est officiellement devenue membre de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep). Comme le Nigeria en 1971, c'est au lendemain d'une victoire militaire et en plein boom pétrolier que l'Angola a rejoint l'organisation. Le pays est entré en « paix » depuis la mort du chef historique de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), Jonas Savimbi, tué par les troupes gouvernementales en février 2002. Au long des années 1990, l'Angola s'est affirmé comme puissance régionale – cette attitude devait bien sûr beaucoup à la guerre contre l'Unita qui a pris fin avec la mort de Savimbi. Par une politique agressive, le régime angolais entendait alors priver l'Unita de ses soutiens, intervenant au Congo-Brazzaville et en République démocratique du Congo (RDC), menant des bombardements en Zambie et une diplomatie offensive en Afrique de l'Ouest (Togo, Côte d'Ivoire et Burkina Faso). À partir de 2000, Luanda a traqué l'Unita jusque devant le Conseil de sécurité de l'Onu, obtenant à l'unanimité le renforcement des sanctions internationales en matière d'achats d'armes, de circulation des responsables de l'organisation, du pétrole, du gaz et des diamants. Les sanctions

sur le commerce des diamants ont rompu le circuit financier de l'Unita et érodé sa capacité à acheter des faveurs et à récompenser ses partisans. Cette stratégie visant à isoler l'Unita sur la scène internationale était couplée à une manœuvre interne de « paix par la guerre », combinant une politique de terre brûlée à l'est du pays, où était déployée l'Unita, et la mobilisation d'une expertise technique, notamment pour la surveillance électronique de la rébellion¹.

Depuis 2002, l'envol des prix de matières premières et surtout du pétrole a beaucoup contribué au succès du gouvernement de Luanda : la valeur de ses exportations pétrolières a quadruplé pour atteindre 30 milliards de dollars américains en 2006. L'Angola est aujourd'hui le premier exportateur de pétrole vers la Chine et le sixième vers les États-Unis². L'augmentation de la production pétrolière sur fond de hausse des prix de pétrole pourrait prolonger une croissance économique forte, estimée à 21,4 % pour 2008 et 10,4 % pour 2009. La balance des paiements devrait rester excédentaire, avec des prévisions atteignant le chiffre record de 32,4 % du Produit intérieur brut en 2008. Manuel Vicente, le PDG de Sonangol, a annoncé en février 2008 que la production du pétrole angolais avait atteint 1,9 millions de barils par jour (b/j), et devrait atteindre 2 millions de b/j vers la fin de l'année³. En raison de l'instabilité et des problèmes de production au Nigeria, l'Angola est devenu à la mi-2008 le premier producteur de pétrole en Afrique subsaharienne. Riche de l'argent du pétrole, le gouvernement angolais peut poursuivre ses objectifs stratégiques de façon indépendante, et ses dirigeants peuvent suivre une politique graduelle de changement interne, à leur propre vitesse, en échappant aux pressions extérieures. Si l'Angola est aujourd'hui « dans la paix », il n'est pas encore entièrement « en paix ». La guerre est terminée (excepté le conflit séparatiste dans le Cabinda) et le parti dominant, le Mouvement populaire de libération d'Angola (MPLA), n'a plus de rivaux internes sérieux. Toutefois, la grande majorité de la population n'a pas encore bénéficié des retombées d'une « paix prospère ». Si les relations extérieures de l'Angola vont rester essentiellement influencées par sa richesse pétrolière et de ses capacités militaires, l'image et le rôle de son gouvernement seront aussi le reflet des avancées sociales qu'il réussira, ou non, à mettre en œuvre.

1. C. Messiant, « Why did Bicesse and Lusaka fail ? », *Accord*, n° 14, 2004.

2. Les chiffres sont ceux de l'Energy Information Agency (EIA) américaine. Voir <www.eia.doe.gov>.

3. Economist Intelligence Unit, *Angola Country Report*, mars 2008.

Cet article rend compte des dimensions pétrolières et militaires qui continueront probablement à façonner le repositionnement de l'Angola sur les scènes africaines et internationales⁴. Il examine ensuite le positionnement régional et international de l'Angola en relevant les limites de sa dépendance envers d'une politique pétro-militaire qui se fait au détriment de la construction d'un État viable capable de réduire la pauvreté de ses populations. La demande mondiale record de pétrole qui persiste permet au pays d'attirer des investisseurs internationaux et d'augmenter ses excédents commerciaux. Cependant, l'Angola ne sera vraiment une puissance régionale que quand il aura pu relever certains défis régaliens en matière de couverture sanitaire, d'éducation et de formation d'une main-d'œuvre qualifiée. Pour l'instant, son impact régional repose principalement sur sa puissance militaro-sécuritaire.

L'ANGOLA COMME PUISSANCE PÉTRO-MILITAIRE

Aux niveaux régional et international, l'État angolais est avant tout une puissance pétro-militaire qui a su se positionner de façon autonome et pragmatique. Utilisant d'abord l'argent de prêts garantis par le pétrole et des « relations personnelles résiduelles » de la Guerre froide, le MPLA a pu survivre et sortir des difficiles années 1990 pour devenir un parti prospère et largement incontesté⁵. Bien que le régime angolais soit sorti d'une logique de survie, les dimensions militaires et pétrolières dictent encore ses relations extérieures, même si elles présentent des signes de mutation.

La dimension militaire du positionnement angolais

Les affaires militaires sont indéniablement une dimension centrale du repositionnement de l'Angola sur la scène régionale et peut-être même internationale. Le MPLA a été en guerre pendant la majeure partie de son existence : d'abord, aux côtés de ses rivaux, le Front national de libération de l'Angola (FNLA) et l'Unita, dans la lutte contre le régime colonial de 1961 à 1974 ; puis, pour une grande partie de la période 1975-2002, dans une guerre civile contre l'Unita et, jusqu'à la fin des années 1980, contre les tentatives de déstabilisation orchestrées par l'Afrique du Sud d'apartheid. En 2002, Luanda commandait l'une des armées les plus professionnelles et les mieux équipées de la région en dehors de l'Afrique du Sud. Le MPLA, qui a d'abord été un mouvement politique urbain bureaucratique, s'est certes doté d'une capacité coercitive, d'abord dans la guerre de libération, dans les luttes autour de l'indépendance et avec l'instauration d'un État policier après l'indépendance, mais il n'a jamais poussé sa spécialisation militaire aussi loin que l'Unita, qui était avant tout un mouvement de guérilla rurale.

De l'indépendance jusqu'à la fin des années 1980, le gouvernement de Luanda s'est appuyé principalement sur les troupes cubaines. Ensuite, le MPLA a eu recours à une police paramilitaire d'élite, à la garde présidentielle, et même à des milices populaires *ad hoc*, après le fiasco postélectoral de 1992 par exemple. Mais l'échec des accords de paix de Bicesse (1991) et de Lusaka (1994), et la perte des soutiens extérieurs des deux parties en guerre les ont incitées à développer leur autonomie militaire et à se réarmer. À partir du milieu des années 1990, l'Onu était incapable et en grande partie peu disposée à contrôler la circulation des armes, notamment à destination du MPLA⁶. Les restrictions onusiennes sur les circulations d'armes ont amené les différentes parties à employer des réseaux clandestins, entraînant à la fois une aggravation de la corruption et la livraison des systèmes d'armement de qualité inférieure⁷. De plus, l'armée bénéficiait d'une indépendance considérable dans les campagnes, en particulier dans les régions diamantifères.

Par ailleurs, dans un contexte où l'Afrique du Sud post-apartheid hésitait à s'engager dans des conflits armés (hormis au travers d'entreprises mercenaires dont les activités ont ensuite été interdites par la loi) et où certains États voisins de l'Angola étaient instables et avaient des forces de sécurité relativement faibles, le MPLA a pu intervenir militairement dans la région, chez tous ses voisins, et jusqu'en Côte d'Ivoire et en Guinée équatoriale. Mais l'Angola a agi sans mandat régional explicite, contrairement au Nigeria qui est lui aussi souvent intervenu militairement dans sa propre périphérie tout au long des années 1990. Les interventions angolaises étaient motivées principalement par des logiques internes, le MPLA poursuivant au-delà des frontières sa lutte contre l'Unita et le Front de libération de l'enclave de Cabinda (Flec). La poursuite des hostilités au Cabinda a permis au gouvernement angolais de plaider l'autodéfense lors de ses interventions dans les deux Congo.

En 1997, le gouvernement angolais est ainsi intervenu au Congo-Brazzaville, pour soutenir l'ancien président Sassou Nguesso contre le président Lissouba,

4. Cet article ne traite pas de l'ensemble de la politique étrangère angolaise, même si nous adoptons une perspective historique. Sur la politique étrangère de l'Angola, voir D. Birmingham, *Empire in Africa: Angola and its Neighbors*, Athens, Ohio University Press, 2006 ; P. Chabal et N. Vidal (dir.), *Angola: the Weight of History*, Londres, Hurst, 2007.

5. J. F. Clark, « Foreign intervention in the civil war of the Congo Republic », *Issue*, vol. 26, n° 1, 1998, p. 34.

6. A. Vines, *Angola Unravels: the Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, New York, Human Rights Watch, 1999.

7. Voir par exemple Global Witness, *All the President's Men*, Londres, 2002, et la réponse officielle du président angolais, J. E. dos Santos, « L'« Angolagate » vu d'Angola », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, p. 190-193.

allié à l'Unita. La même année, il a fourni un appui matériel et logistique aux Tigres de Katanga en soutien à l'offensive de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) contre le président zairois Mobutu... et pour mener des attaques contre les bastions de l'Unita que Mobutu avait accueillis. En 1998, les troupes angolaises sont parties de Cabinda pour soutenir le nouveau président, Laurent Kabila, dans la deuxième guerre en RDC (ex-Zaïre). Entre 2002 et 2007, l'armée angolaise a organisé l'expulsion de nombreux creuseurs et diamantaires congolais, et, selon certains rapports démentis par le ministère angolais des Affaires étrangères, aurait occupé des villages proches des zones diamantifères de la province du Bandundu en RDC. L'Angola est également intervenu en Namibie en 1999 avec l'autorisation du gouvernement pour traquer l'Unita. La même année, l'Angola a été suspecté dans des attentats dans la capitale zambienne, où l'Unita était présent. En 2000, le ministre zambien des Affaires étrangères a accusé l'Angola d'incursions militaires dans le territoire zambien à la recherche d'éléments de l'Unita. Un accord bilatéral de sécurité a été passé avec le régime de Mugabe au Zimbabwe, et des paramilitaires angolais auraient même été déployés – le gouvernement angolais a démenti. À São Tomé et Príncipe, l'Angola a facilité la résolution de deux coups d'État, en 1995 et 2003 – en cette dernière occasion, Luanda s'était déclaré prêt à intervenir militairement sur sollicitation de l'Union africaine. En Guinée équatoriale, l'Angola participe depuis 2005 à la formation de la garde présidentielle, et le président Obiang Nguema souhaite une présence angolaise renforcée, sans doute pour préparer sa succession par son fils à la tête de l'État. Enfin, alors que le président Houphouët-Boigny et son héritier, Henri Konan Bédié, avaient eu des liens forts avec l'Unita, Luanda a rapidement établi des relations avec le président d'alternance, Laurent Gbagbo ; ce dernier a d'ailleurs pris soin d'expulser de son pays les représentants de l'Unita dès son arrivée au pouvoir en 2000... Malgré ses dénégations, il semble que Luanda ait fourni à Gbagbo un important appui militaire, y compris des armes, des munitions et des conseillers techniques, suite à la tentative de coup d'État de 2002 ; l'un des plus hauts gradés de l'armée angolaise a été envoyé comme attaché militaire à l'ambassade angolaise d'Abidjan. Il s'agissait aussi pour Luanda de rendre la monnaie de sa pièce au président burkinabè Blaise Compaoré, qui était très proche des rebelles ivoiriens et avait eu des liens étroits avec l'Unita. C'est d'ailleurs à cause de ses liens avec Gbagbo que l'Angola a dû retirer en 2004 sa proposition de déployer des troupes angolaises pour la mission de paix de l'Onu en Côte d'Ivoire.

Il faut également prendre en compte la croissance des dépenses militaires depuis la fin du conflit. S'il est difficile d'établir avec certitude l'évolution des dépenses militaires ces cinq dernières années, puisqu'une part considérable du

budget sécurité était confidentielle jusqu'en 2004, les crédits militaires ont augmenté d'un milliard de dollars américains entre 2005 et 2006, pour atteindre 3,4 milliards, alloués principalement aux salaires, mais aussi au financement de la démobilisation⁸. La croissance de la capacité militaire angolaise est en partie encouragée par les pays étrangers, notamment par les États-Unis qui ont noté la capacité aérienne de l'Angola avec beaucoup d'intérêt et souhaitent voir le pays jouer un rôle plus important dans les opérations de paix régionales. L'Angola, avec l'Afrique du Sud, a également reçu un large soutien international pour mener la réforme du secteur de sécurité en RDC, et les pays occidentaux ont reconnu qu'il était un partenaire important dans toute négociation sur la RDC. Aussi bien en RDC qu'au Congo-Brazzaville, l'Angola a assumé un rôle de stabilisation. Il s'est également engagé à la création d'une force régionale de maintien de la paix pour la Southern African Development Community (SADC), l'organisation régionale de l'Afrique australe.

Du point de vue politique, l'armée angolaise reste sous le contrôle direct de la Présidence et certains généraux considérés comme trop puissants ont été déplacés ou mis à la retraite. Plusieurs cadres supérieurs retraités de l'appareil militaire sont entrés dans les affaires et y emploient leurs contacts au sein de l'armée. Malgré la fin du conflit, certains officiers supérieurs continuent à jouer un rôle décisif dans un régime très présidentiel – le principal conseiller militaire du président dos Santos, le général Helder Vieira Dias, dit «Kopelipa», est ainsi responsable des grands chantiers de la reconstruction. Les grandes décisions sont prises par le président dos Santos. Et si les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense sont des agences d'exécution, pilotées par la Présidence, le ministère de l'Économie semble gagner en autonomie. De son côté, le MPLA développe parfois sa propre ligne, ce qui donne lieu à des politiques parallèles, comme par exemple vis-à-vis de l'Afrique du Sud et la Guinée équatoriale. Comme nous le verrons ci-dessous, l'entrée dans l'Opep était une décision présidentielle et a surpris beaucoup de cadres supérieurs qui n'avaient pas été consultés.

Le poids du pétrole dans l'influence angolaise

Le pétrole domine l'économie angolaise depuis l'indépendance et malgré les efforts du gouvernement angolais pour relancer des secteurs clés d'une économie mise à mal par l'effondrement de l'ordre colonial, il était clair dès le début des années 1980 que seule cette ressource pouvait empêcher l'écroulement

8. International Monetary Fund (IMF), *Angola : Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Country Report, n° 355, octobre 2007.

de l'État angolais. Plus encore, ce pétrole conférait – et confère encore – à l'Angola une position stratégique sur la scène mondiale.

C'est en effet grâce au pétrole que, pendant la guerre civile, le gouvernement angolais a pu transformer ses anciens ennemis « capitalistes » en amis ou, du moins, en partisans plus ou moins conscients. Le pétrole a fait de l'Angola un acteur privilégié sur la scène internationale, ce que l'idéologie, dans le contexte de la Guerre froide, n'aurait jamais pu réaliser. Assuré de l'appui soviétique, le MPLA a pu tenir les compagnies soviétiques à distance du secteur pétrolier angolais et s'est servi du pétrole pour se rapprocher des États-Unis. Ainsi, les compagnies américaines ont renforcé leur présence dans le secteur pétrolier angolais, travaillant indirectement sous la protection soviéto-cubaine, alors même que le gouvernement américain appuyait de plus en plus les rebelles angolais. Du point de vue de leur sécurité énergétique et des profits de leurs entreprises, les Américains, et les Occidentaux en général, avaient tout intérêt à normaliser leurs relations avec le MPLA, ce que ce dernier s'est habilement employé à souligner, en faisant entrer le géant pétrolier français Elf Aquitaine dans un jeu jusque-là dominé par les intérêts américains. Après avoir normalisé ses relations avec les États-Unis dans les années 1990, l'Angola a continué à utiliser le pétrole comme levier dans sa recherche de partenaires extérieurs pour mener le processus colossal de reconstruction d'après-guerre. Luanda a ainsi donné une place importante à la Chine dans le secteur pétrolier, et l'arrivée récente de l'Inde dans ce secteur – là aussi en échange d'une aide à la reconstruction – témoigne de l'attractivité du pays.

Un certain nombre de facteurs ont permis au secteur pétrolier de redéfinir la position angolaise aux niveaux régional et international. Avec les avancées technologiques, la confiance des investisseurs et l'envolée des prix du pétrole, la découverte de nouvelles réserves en eau profonde a entraîné une révision à la hausse spectaculaire des prévisions de production. Depuis les années 1980, l'Angola était le deuxième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, avec production et réserves établies à environ 10 % de celles du Nigeria⁹. En 2008, la production angolaise a atteint, on l'a vu, 1,9 millions b/j, soit un quart de la production de l'Afrique subsaharienne et environ 60 % de la capacité de production du Nigeria, tandis que les réserves angolaises attestées atteignaient environ un tiers de celles du Nigeria¹⁰. Le rattrapage du retard sur le Nigeria est encore plus net si l'on mesure les capacités des deux pays en prenant en compte leur démographie : en Angola, avec 16 millions d'habitants, les recettes pétrolières équivalent à 1 050 dollars américains par habitant, contre 285 dollars par habitant pour les 140 millions de Nigériens. Un deuxième facteur a été le déclin prévu de la production des principaux pays producteurs (en plus de l'instabilité dans les zones de production du Nigeria) et les perspectives

en réalité limitées de développement de nouveaux champs de pétrole chez les nouveaux producteurs. La production du Gabon a fortement diminué depuis 1995, celle du Cameroun devrait décliner à partir de 2010, et celles du Congo-Brazzaville et de la Guinée équatoriale vers 2020. Bien sûr, tout ceci dépend des prix du pétrole, puisque la hausse des prix rend rentables les puits plus petits ou plus coûteux techniquement. Enfin, l'importance accrue du pétrole est liée à la puissance grandissante de Sonangol qui a acquis une solide réputation internationale et qui a renforcé son portefeuille d'activités ces dernières années. La compagnie pétrolière angolaise a pris des parts dans des compagnies régionales, a établi des filiales et a joué un rôle de conseil. Ces trois facteurs ont donné à l'Angola – et à Sonangol – un avantage par rapport aux autres producteurs du Golfe de Guinée.

La coopération dans le secteur pétrolier

Jusqu'à présent, l'Angola a su tirer de son pétrole des gains politiques au niveau régional. À la création de la SADC, le pays, qui est le seul producteur majeur de pétrole de cette organisation régionale (alors même que ses exportations vers les pays de la SADC demeurent insignifiantes), est devenu le responsable du dossier d'énergie. Cela lui a conféré un rôle institutionnel important dans des forums africains et internationaux. L'Angola a joué ce rôle également dans la Commission du Golfe de Guinée. Mais le caractère surtout politique du repositionnement angolais est en train de changer – Sonangol s'engage de plus en plus directement dans des projets économiques en Afrique, surtout dans le Golfe de Guinée.

Le bénéfice économique le plus visible de l'intervention militaire angolaise en RDC a été Sonangol-Congo, une entreprise de distribution de pétrole créée aux termes d'un accord entre les gouvernements angolais et congolais en janvier 1998. Dotée d'un capital initial d'un demi-million de dollars, sa tâche est de distribuer des produits pétroliers finis; une lettre d'intention signée entre les deux gouvernements en 1998 évoque l'exploitation conjointe de pétrole *offshore*¹¹. Sonangol-Congo est en grande partie l'œuvre de Pierre-Victor Mpoyo, un ami de longue date du président dos Santos, alors ministre d'État chargé de l'Économie et du Pétrole du président Kabila¹². La part de

9. British Petroleum (BP), *Statistical Review of World Energy 2007*.

10. L'Angola n'a que 2 milliards de pieds cubes de réserves de gaz, là où le Nigeria en a 180 milliards. Les chiffres sont ceux de l'EIA, disponibles sur <www.eia.doe.gov>.

11. Rapport du groupe des experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses en République démocratique du Congo, S/2001/357, 12 avril 2001, paragraphe 171.

12. *Ibid.* Victor Mpoyo a aussi rapporté des arrangements avec des intérêts miniers zimbabwéens tel Oryx Zimcon.

Sonangol est passée de 50 % à 75 % en 2004¹³. Alors que l'intervention angolaise en RDC est souvent considérée comme motivée par des raisons stratégiques, ce projet conjoint entre la compagnie pétrolière de l'État angolais et le gouvernement de la RDC a semblé être une exception importante, comme l'a noté le Groupe des experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en RDC. Certains rapports ont même affirmé que ce projet commercial « [pouvait] expliquer la spectaculaire sauvegarde du régime de Kabila [par l'Angola] »¹⁴. Si cette *joint venture* s'était donné pour but d'encourager le partenariat « Sud-Sud » et de contrer les multinationales (occidentales), et s'il lui a été reproché de ne servir que des intérêts commerciaux angolais et l'enrichissement de certaines personnalités, l'entreprise semble avoir été minée par des problèmes¹⁵. Les enquêtes sur l'assassinat du président Laurent Kabila auraient poussé Victor Mpyo à se cacher par crainte d'une arrestation puisque la main du régime angolais est soupçonnée dans cette affaire¹⁶. L'État congolais et les actionnaires privés n'ont pas tenu leurs engagements et n'ont pas fourni à la compagnie les capitaux et le matériel prévus (la laissant aux soins de la SEP-Congo, une société parapublique chargée de la distribution de pétrole), pas plus que la protection fiscale et les terrains nécessaires à l'établissement de stations service. Il a ainsi fallu presque une décennie pour que Sonangol-Congo ait quatre stations service à Kinshasa. Au début 2006, les carburants achetés à crédit auprès de Sonangol formaient une dette d'environ 5 millions de dollars américains. Le cas de Sonangol-Congo met bien en lumière les limites des tentatives de capitalisation des interventions angolaises en RDC.

Selon Ricardo Soares de Oliveira, pendant la guerre civile angolaise, Sonangol était comme « un îlot de compétence qui se développait alors qu'implosaient la plupart des autres institutions de l'État angolais » et elle était « préservée de la course politique au «gâteau national», de la mentalité hostile à l'esprit d'entreprise, et du mépris de l'État de droit qui avaient peu à peu gagné tous les autres secteurs de l'économie nationale¹⁷. »

Très tôt, Sonangol et ses maîtres politiques ont compris l'importance de la réputation internationale, et ont assuré la cohérence et le respect des engagements contractuels. Dans le pays, la société est le concessionnaire, le régulateur et le perceuteur de l'industrie pétrolière. Ces dernières années, elle s'est considérablement étendue, s'intéressant aux navires de forage, à l'approvisionnement, aux opérations bancaires, au transport aérien et aux télécommunications. Au niveau régional, Sonangol est présente au Cap-Vert (37 % des actions de l'Empresa nacional de combustíveis), au Congo-Brazzaville (conseil, maintenance de la Société nationale des pétroles du Congo et exploitation d'un bloc dans la Zone d'intérêt commun), en RDC (75 % des actions de Sonangol-Congo, convention d'exploration conjointe), en Guinée équatoriale (conseil

après de la compagnie publique équato-guinéenne, GE Petrol, convention d'exploration conjointe en mer profonde), au Gabon (participation majoritaire à un permis en partenariat avec la China Sonangol International Holding), en Namibie (études conjointes avec Namcor, la National Petroleum Corporation of Namibia, en vue de promouvoir des licences d'exploration du bassin namibien près des frontières avec l'Angola), et à São Tomé et Príncipe (40 % des actions d'Enco, l'Empresa nacional de combustíveis e Oleos, et conseil).

L'expansion internationale de Sonangol s'accélère. À l'international, la société a signé en 2006 avec la China Sonangol International Holding un protocole d'accord avec Argentina Energia SA pour mener des explorations de pétrole en Argentine. L'entreprise a récemment acheté des parts importantes dans le groupe pétrolier portugais Galp Energia et dans des banques portugaises – 49,99 % des actions de Banco Millennium Angola, filiale de Millennium Banco Commercial Portugues (BCP), et 49 % des actions de Banco de Fomento de Angola, filiale de Banco Português de Investimento. En février 2008, le PDG de Sonangol, Manuel Vicente, déclarait : « étant donné la hausse actuelle des cours du pétrole, l'entreprise tâchera de garder son attention fixée sur toute possibilité de diversifier et d'internationaliser ses capacités ». Il ajoutait que cet élan international visait « des investissements croisés », ce qui veut dire que les compagnies investissant en Angola doivent s'attendre à ce que Sonangol investisse dans leur capital. Sonangol souhaiterait s'enregistrer à la Bourse de New York en 2010, après une restructuration¹⁸.

UN REPOSITIONNEMENT RÉGIONAL

Jusque dans les années 1990, pour sa survie, le régime angolais avait consacré ses efforts à l'éradication de l'Unita. Il s'agissait alors de s'allier à ceux qui cherchaient à renverser le régime sud-africain d'apartheid ayant provoqué

13. *Ibid.*

14. J. Balfour-Paul et R. Wilkinson, *Poverty in the Midst of Wealth. The Democratic Republic of Congo*, Oxfam Briefing Paper n° 12, Oxford, Oxfam, 2002, p. 11.

15. Assemblée nationale, « Rapport des travaux », Commission spéciale chargée de l'examen de la validité des conventions à caractère économique et financier conclues pendant les guerres de 1996-1997 et 1998-2003, Kinshasa.

16. International Crisis Group (ICG), *De Kabila à Kabila : perspectives pour la paix au Congo*, Rapport Afrique n° 27, Nairobi, Bruxelles, 16 mars 2001.

17. R. Soares de Oliveira, « Business success, Angola-style: postcolonial politics and the rise of Sonangol », *Journal of Modern African Studies*, n° 4, 2007, p. 595 et 600. Voir aussi O. Vallée dans le présent dossier.

18. Economist Intelligence Unit, *Angola Country Report*, mars 2008.

tant de dégâts en Angola. L'Angola a également soutenu les forces hostiles au président zaïrois Mobutu, en réponse au soutien que ce dernier apportait au FNLA, au Flec et à l'Unita. Deux tentatives manquées d'invasion ont ainsi été montées en 1977 et 1978 par des anti-mobutistes basés en Angola. Vers la fin des années 1990, les dynamiques régionales ont tourné en faveur de l'Angola : la Namibie est devenue indépendante, le régime d'apartheid s'est écroulé en 1994, et en 1997, Mobutu a été remplacé par un régime pro-angolais. Le gouvernement angolais a donc pu se concentrer exclusivement sur ses adversaires intérieurs, l'Unita et le Flec.

La prépondérance de l'Angola sur l'échiquier régional ne résulte pas seulement de la bonne volonté de Luanda à projeter des forces hors de ses frontières. Elle doit beaucoup aux réticences de la grande puissance régionale, l'Afrique du Sud, à faire usage de son arsenal militaire dans les crises de la sous-région. L'Afrique du Sud n'a ainsi participé à aucune des deux guerres du Congo, là où l'Angola y a joué un rôle primordial et demeure le principal soutien du régime de Kinshasa. Sur le plan régional, l'Angola a ainsi contrecarré militairement le Rwanda, qui souhaitait renverser le régime de Laurent Kabila. Ses succès lui ont permis de placer auprès de Kabila ses hommes, surtout des officiers lunda et des politiciens du sud du Katanga. Cette démarche s'est heurtée aux manœuvres du président zimbabwéen Mugabe, qui avait ses propres alliés en RDC, en majorité des Luba du nord du Katanga¹⁹. Si le gouvernement angolais cherche à étendre son influence politique et à promouvoir ses intérêts économiques à travers le Golfe de Guinée, et notamment par la Commission du Golfe de Guinée, son positionnement régional reste en large partie définie par l'Afrique australe et l'Afrique centrale²⁰.

Entre Afrique australe et Afrique centrale

Le principal concurrent de l'Angola en Afrique australe est l'Afrique du Sud. Si les rapports au niveau présidentiel entre les deux pays sont froids depuis les efforts de médiation du président sud-africain Thabo Mbeki dans le conflit angolais, les rapports entre le MPLA et l'African National Congress (ANC) au pouvoir à Johannesburg ont en revanche toujours été étroits et la très importante visite à Luanda du président de l'ANC, Jacob Zuma, au début 2008 indique que les relations entre les deux pays devraient s'améliorer après le départ de Mbeki en 2009. Cela signale la fin de la diplomatie de guerre qui aura été celle de l'Angola depuis le milieu des années 1990. Ce dégel progressif peut être constaté ailleurs, hormis peut-être avec le Burkina Faso, pays avec lequel les relations ne se détendent que lentement malgré la fin du conflit ivoirien et l'accord de Ouagadougou, le président Compaoré n'ayant jamais donné l'impression de regretter d'avoir collaboré avec l'Unita.

Le signe le plus remarquable d'une politique proactive concerne l'Afrique centrale, et la forte présence politico-sécuritaire de l'Angola au Congo-Brazzaville et en RDC, deux pays que Luanda considère comme son arrière-cour. Alors que le conflit de basse intensité se poursuit dans la province angolaise de Cabinda²¹, le gouvernement cherche à priver les rebelles cabindais de leurs bases arrière. Les autorités de la RDC ont dénoncé les actions brutales des patrouilles angolaises aux frontières et l'expulsion de migrants congolais, mais elles admettent leur faiblesse et leur dépendance à l'égard de l'expertise sécuritaire angolaise. C'est d'ailleurs sur les conseils de l'Angola que le président Joseph Kabila a employé la manière forte face à l'opposant Jean-Pierre Bemba et à ses partisans en 2006-2007, reprenant ainsi à son compte la vision angolaise de la paix par la guerre.

De façon plus générale, l'Angola croit pouvoir être le moteur de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), comme le Nigeria au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Afrique du Sud au sein de la SADC. Au-delà de l'Afrique centrale, l'Angola est d'ailleurs entré en rivalité avec le Nigeria d'Obasanjo dans sa quête de puissance. Cette rivalité est particulièrement évidente à São Tomé, où le président Fradique de Menezes s'est distancié de Luanda en développant ses relations avec le Nigeria et les États-Unis. L'Angola a été choqué de se voir marginalisé lors du bref coup d'État de 2003 à São Tomé : ce sont le Nigeria et l'Union africaine qui ont mené la résolution de la crise, avec les bons offices du Mozambique. L'Angola a depuis fortement investi à São Tomé. La débâcle de la *joint venture* entre le Nigeria et São Tomé pour l'exploitation de pétrole *offshore*, résultat de l'opacité des Nigériens, devrait avantager l'Angola. Quant à la Guinée équatoriale, avec laquelle les relations bilatérales étaient fraîches à cause des liens étroits entre le MPLA et le principal parti d'opposition guinéen, elle s'est rapprochée davantage de l'Angola à la suite de la tentative de coup d'État de 2004 – l'implication dans cet épisode de membres de l'ancien « Buffalo Battalion », une unité de supplétifs angolais du régime sud-africain d'apartheid, avait amené Luanda à avertir Malabo de ce projet sur la base de renseignements recueillis en Afrique du Sud. Pour la deuxième fois en dix ans, l'Angola aidait à faire échouer un coup d'État en Guinée équatoriale. Luanda fournit maintenant des conseils politiques, économiques et sécuritaires au président Obiang.

19. ICG, *De Kabila à Kabila...*, *op. cit.*

20. Voir J.-C. Servant, « The new Gulf oil states », *Le Monde diplomatique*, janvier 2003.

21. Voir le texte de Jean-Michel Mabeko-Tali dans le présent dossier.

L'Angola entend clairement devenir une grande puissance dans le Golfe de Guinée. Deux facteurs jouent sur ce point : le sentiment de confiance de l'élite de Luanda depuis la fin de la guerre, et la lecture correcte qu'elle fait de l'hégémonie qu'exerce l'Afrique du Sud au sein de la SADC, hégémonie à laquelle l'Angola ne peut raisonnablement espérer s'opposer. Ces dernières années, l'Angola a consenti à un effort considérable pour développer sa présence commerciale et pour créer ou renforcer sa présence diplomatique en Afrique (par exemple en Guinée équatoriale, en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée-Bissau). Cette approche régionale et basée sur le secteur pétrolier où l'Angola a une position forte, sinon dominante, a été aussi appliquée au secteur diamantaire. L'Angola a ainsi joué un rôle de premier plan dans la création de l'African Diamond Producers Association (ADPA) en novembre 2006. Suivant l'exemple botswanais, l'ADPA, qui siège à Luanda, s'est donné pour tâche de créer de l'emploi dans le secteur du diamant et d'augmenter la valeur ajoutée pour les pays producteurs. Cette structure, qui compte parmi ses membres l'Angola, le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie et la RDC, représentait 60 % de la production mondiale en 2006 et n'est pas sans rappeler un cartel sur le modèle de l'Opep, suscite des craintes.

Une hégémonie régionale ?

Si l'Angola a incontestablement amélioré sa position régionale, il n'est pas en mesure de jouer un rôle hégémonique. Aux côtés de l'Éthiopie, de l'Érythrée, du Rwanda, du Soudan et de quelques autres, le pays figure parmi les États d'Afrique subsaharienne dotés d'une politique étrangère « agressive ». Ce que tous ces pays ont en commun, c'est d'être des gouvernements dits « de libération » ou « révolutionnaires » et de s'être établis soit par la lutte armée, soit par un changement violent de régime. Les richesses pétrolières de l'Angola lui donnent aujourd'hui accès à une autre catégorie : son autosuffisance économique le rend moins soumis aux tentatives pour contraindre ou réorienter ses interventions. Et si l'on note la montée des revendications internes pour une démocratisation, l'Angola a largement échappé aux pressions internationales aussi sur ce point.

Si l'Angola peut s'appuyer sur la taille et les capacités opérationnelles de son armée et sur ses revenus pétroliers, les composantes non militaires de sa puissance sont encore trop faibles, un effet sans doute de la lutte longue et âpre qui a déchiré le pays. Ainsi, alors qu'il jouait un rôle en RDC au moment où la forme dominante des interactions était militaire, il est bien moins présent dans un contexte d'après-guerre caractérisé par la reconstruction et le développement, hormis, significativement, dans la réforme du secteur congolais de la sécurité. Au-delà des questions de sécurité, l'Angola, encore occupé à sa

propre reconstruction, a peu à offrir à la RDC, et le secteur privé angolais est encore jeune. Pour relever ces défis, le gouvernement de Kabila s'est donc tourné vers l'Afrique du Sud : une commission binationale a été mise en place au terme d'un accord signé entre les deux États en 2004 pour organiser l'appui sud-africain à la RDC. Au-delà du secteur de sécurité, où l'Angola intervient également, des experts sud-africains interviennent ainsi en RDC dans le renforcement des capacités institutionnelles et le développement économique. C'est donc l'Afrique du Sud, et non l'Angola, qui semble être la puissance régionale dominante. Considérant sa dotation considérable en ressources naturelles, surtout le pétrole, l'Angola va toutefois continuer à jouer des rôles importants sur le plan régional et international.

Au-delà de l'interventionnisme militaire et du secteur du pétrole, l'Angola ne peut donc assumer le même rôle régional que le Nigeria et l'Afrique du Sud, et son influence diplomatique a été plus limitée que celle du Nigeria ou de l'Afrique du Sud. Le pays est confronté à des défis majeurs en matière de gouvernance, de reconstruction et de développement et ne dispose pas d'une véritable capacité à fournir de l'assistance à des pays étrangers. Son influence commerciale et économique reste aussi très limitée, le pays ne comptant aucune entreprise de production ou de services en dehors du secteur pétrolier. Les investissements angolais à l'étranger sont de ce fait infimes, surtout en comparaison avec l'Afrique du Sud. D'une certaine façon, au plan régional, l'Angola semble plus proche de se substituer au Gabon ou au Zimbabwe, avec ses capacités spécifiques – on se rappellera que grâce à son pétrole, ses activités diplomatiques et ses liens avec la France, le président gabonais Omar Bongo a pu influencer les affaires régionales pendant des décennies. Symétriquement, les placements angolais au Portugal pourraient permettre à ce pays d'exercer, à travers le Portugal, la politique de l'Union européenne de l'Afrique.

LE REPOSITIONNEMENT INTERNATIONAL DE L'ANGOLA

Le repositionnement de l'Angola sur la scène internationale est largement déterminé par sa richesse pétrolière et par son ouverture aux compagnies pétrolières internationales. Comme bien des producteurs de pétrole, le régime angolais utilise ses ressources naturelles pour se maintenir, et il le fait aussi grâce à ses alliés internationaux. En devenant membre de l'Opep, l'Angola a affirmé son statut de grand pays exportateur de pétrole, marquant ainsi son passage du statut de pion à celui d'acteur autonome. Et si cette entrée pourrait bien contraindre la production angolaise, elle confère au pays une carte supplémentaire vis-à-vis des compagnies pétrolières internationales et des pays importateurs.

Pragmatisme et engagement international

Le comportement angolais depuis la fin de la guerre témoigne du pragmatisme de Luanda. Le président dos Santos l'a clairement dit dans son discours au corps diplomatique pour le Nouvel an 2008, dans lequel il a annoncé la diversification et le renforcement de ses relations bilatérales, en particulier dans le domaine économique: «[...] la globalisation nous fait naturellement voir la nécessité de diversifier nos relations internationales et d'accepter le principe de la concurrence qui, dans un monde dynamique, a remplacé le vieux concept des zones d'influence qui caractérisaient le monde.»

La stratégie angolaise de diversification lui permet de passer des arrangements économiques profitables avec les partenaires de son choix tels les États-Unis et la Chine, en offrant à ces deux pays l'accès à son pétrole tout en empêchant l'un et l'autre de prendre trop d'influence. Suivant la hausse de la production pétrolière et des réserves connues, les rapports de l'Angola aux pays occidentaux et à la Chine, parmi bien d'autres, se sont considérablement améliorés durant la dernière décennie. Les pays se pressent maintenant pour investir en Angola. En 2007 et 2008, par exemple, le pays a reçu des visites de haut niveau de représentants de la Russie, du Pakistan, du Vietnam, d'Inde, de Corée du Nord, de France et d'Espagne. De plus, la politique angolaise de diversification donne l'apparence d'une politique d'ouverture économique, même si la plupart des contrats doivent avoir le feu vert de la Présidence et si des entreprises brésiliennes et portugaises bénéficient encore d'un traitement privilégié dans certains secteurs. En dehors de ces deux partenaires traditionnels, c'est le renouvellement des relations avec la Chine qui témoigne le mieux du repositionnement international de l'Angola.

L'Angola a également entrepris des démarches politiques pour appuyer ses ambitions. L'entrée dans l'Opep en 2007 constitue un véritable tournant politique, une déclaration de « non-alignement » couplée d'une tentative de faire contrepoids au Nigeria, l'autre pays d'Afrique subsaharienne membre de l'Opep. Est aussi à l'œuvre dans cette décision une logique économique: l'Angola souhaite compenser l'impact de l'instabilité des prix du pétrole et envisageait déjà d'instaurer un plafond de production. Le pays prend également soin de se placer dans les instances internationales. Il a ainsi été choisi en 2007 pour siéger au Conseil des droits de l'homme de l'Onu et a présidé la Commission de consolidation de la paix de l'Onu jusqu'en 2007. Sur certains dossiers sensibles, Luanda a adopté des positions proches de celles de l'Occident et des institutions internationales – ainsi dans la crise actuelle au Zimbabwe, l'Angola a refusé de servir de point de transit pour les livraisons d'armes à destination des autorités de Harare, et a appelé à la tolérance²².

Tout ceci témoigne des ambitions internationales de Luanda. Assuré de deux conditions de sa longévité – puissance militaire et richesse pétrolière – le gouvernement angolais cherche maintenant à dépasser le statut d'État pétro-militaire. La littérature interne du MPLA envisage 25 années de règne pour le parti et le gouvernement angolais a fait préparer des scénarios en matière d'enseignement, de production alimentaire et de besoins énergétiques qui portent jusqu'à 2025. Les horizons de Luanda changent et, à l'intérieur, le pays change aussi.

L'axe Chine-Angola ?

L'année 2008 a marqué le 25^e anniversaire des relations bilatérales entre la Chine et l'Angola. Depuis la fin du conflit angolais en 2002, les préoccupations sécuritaires et militaires ont perdu en importance et les relations se sont concentrées dans le domaine économique. Ce changement pragmatique résulte de la volonté de l'Angola qui, dans la perspective des élections, a besoin de la capacité chinoise à développer rapidement des infrastructures dans un contexte postconflit et préélectoral²³. Les rapports avec la Chine sont décisifs mais il semble que la lune de miel est déjà terminée et a cédé la place à des rapports d'affaires plus traditionnels.

Les relations Chine-Angola ont atteint un sommet le 2 mars 2004 lorsque l'Export-Import Bank (Eximbank), une banque chinoise d'État, a accordé à l'Angola un prêt de 2 milliards de dollars américains, gagé sur le pétrole, pour financer la reconstruction des infrastructures. En mai 2007, 500 millions de dollars supplémentaires ont été négociés avec l'Eximbank par le ministère angolais des Finances²⁴. En 2005 également, le China International Fund (CIF), une institution basée à Hong Kong, a octroyé 2,9 milliards de dollars américains pour la reconstruction en Angola²⁵. Ces prêts sont gérés par le Gabinete de reconstrução nacional (GRN), le bureau chargé de la reconstruction et placé sous la responsabilité directe de la Présidence angolaise. Présidé par le général Helder Vieira Dias «Kopelipa», le GRN a été conçu pour réinsérer les militaires

22. N. Banya, « Angola leader urges end to Zimbabwe poll violence », Reuters, 21 juin 2008.

23. Cette capacité tient à l'implication de main-d'œuvre chinoise bon marché. Il y avait 22 000 Chinois avec des visas de travail en Angola en 2007, la majorité travaillant dans les projets de reconstruction. Données du ministère angolais de l'Intérieur, citées par I. Campos et A. Vines, « Angola and China: a pragmatic partnership », communication à la conférence du Center for Strategic and International Studies, *Prospects for Improving US-China-Africa Cooperation*, 5 décembre 2007; accessible sur <www.csis.org>.

24. *Ibid.*

25. Le CIF partage les mêmes bureaux à Hong Kong que China Sonangol International Holding Limited. Voir <www.chinainternationalfund.com>.

démobilisés et pour relancer l'effort de reconstruction. En 2007, plusieurs projets du GRN étaient suspendus et les médias se sont inquiétés de la destination des fonds mobilisés. Un technicien du GRN a admis qu'un manque de planification avait contribué à amplifier ces problèmes mais il semble que le CIF ait également des difficultés à mobiliser des fonds²⁶. Les entreprises de construction chinoises se sont aussi plaintes du CIF, qui les a attirées en Angola tout en retardant le paiement des travaux finis et en négociant des contrats trop peu rémunérateurs²⁷. Par conséquent, certains prêts de l'Eximbank devraient être utilisés pour continuer les travaux du GRN, et le ministère des Finances a dû chercher des financements locaux en émettant des Bons du trésor pour une valeur de 3,5 milliards de dollars américains. C'est un nouveau départ pour l'Angola puisque, pour la première fois, des fonds angolais vont être utilisés pour financer la finition des projets pilotés par des entreprises chinoises. L'opacité du CIF et du GRN a été dénoncée dès mars 2004 et la mauvaise gestion des fonds chinois a également été évoquée en 2007 lors du procès pour tentative d'insurrection du responsable de la sécurité angolaise, le général Fernando Garcia Miala. Ce dernier a en effet affirmé que des responsables gouvernementaux importants avaient bénéficié des détournements de fonds chinois²⁸.

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Angola s'est développé sensiblement. Début 2007, la Chine est passée devant le Brésil et l'Afrique du Sud pour devenir le deuxième partenaire commercial du pays, derrière le Portugal. Les importations ont atteint 368 millions de dollars, une hausse de 106 % par rapport à la même période de l'année précédente. Après l'ouverture de la première ligne de crédit pour l'Angola en mars 2004, la China PetroChemical, plus connue sous le nom de Sinopec, a acquis ses premières parts dans l'industrie pétrolière en Angola, 50 % du bloc 18 géré par British Petroleum. Sonangol Sinopec International (SSI), une *joint venture* créée par Sonangol (qui détient 45 % des parts) et Sinopec (55 %) explore le bloc. L'objectif principal de la Chine était de s'imposer comme un acteur important dans le secteur énergétique angolais. La présence chinoise a été renforcée à la suite d'un partenariat établi entre Sonangol et Sinopec pour l'exploitation des blocs 3/05 et 3/05A (autrefois bloc 3/80), retiré à Total fin 2004. La même année, les deux parties ont convenu que la China Sonangol International Holding, propriété du groupe chinois Beiya International Development, détiendrait 25 % des actions. En mars 2006, SSI a acquis en Angola les blocs *offshore* n° 15, 17 et 18, avec des réserves prouvées de 3,2 milliards de barils.

Mais les relations sino-angolaises sont basées avant tout sur le pragmatisme. Les prêts chinois pour les infrastructures sont massifs, mais les besoins de l'Angola sont plus importants encore et le pays cherche aujourd'hui des crédits

auprès d'autres partenaires. La nécessité de diversifier les sources de financement et en même temps le besoin de faire face à la dépendance actuelle envers les technologies occidentales ont poussé Luanda à renforcer ses relations avec le Club de Paris. Fin 2006 et début 2007, l'Angola a payé la plus grande part des sommes dues, estimés à environ 2,5 milliards de dollars américains, aux créanciers du Club. En novembre 2007, la question des arriérés d'intérêt a été également résolue, le gouvernement s'engageant à rembourser d'ici 2010. L'accord avec le Club de Paris ouvre la voie à une normalisation des relations entre l'Angola et les principaux donateurs et institutions financières internationales (IFI). C'est déjà le cas avec la Banque mondiale qui a doublé ses financements à l'Angola en 2007 et avec l'Espagne, qui s'est engagée fin novembre 2007 à donner 600 millions de dollars américains pour la reconstruction. D'autres donateurs tels que la France, l'Italie et l'Allemagne ont également montré leur intérêt, laissant entendre qu'ils sont prêts à augmenter leurs lignes de crédit.

Il y a donc une rupture avec les relations traditionnellement problématiques que l'Angola entretenait avec les IFI pendant les cycles de hausse des cours de matières premières²⁹. Avec la fin de la guerre civile, le climat macroéconomique angolais et la gestion fiscale se sont nettement améliorés. Parmi les réformes menées, un budget unifié a été mis en place, avec un compte de trésorerie unique, et le ministère des Finances publie des données détaillées – certes, des problèmes demeurent, notamment avec les opérations quasi fiscales des compagnies d'État impliquées dans le pétrole et le diamant³⁰.

Compte tenu de la marge dont bénéficie l'Angola, les relations avec le Fonds monétaire international (FMI) sont cependant restées limitées et les tentatives d'accord ont échoué. Depuis fin 2006, le gouvernement a suivi son propre programme économique, qui vise à stimuler la croissance économique, à encourager le secteur privé et à réduire la pauvreté. Toutefois l'Angola coopère avec le FMI pour les consultations semestrielles au titre de l'Article 4, permet la publication de leurs résultats et a accepté l'aide de l'institution pour la préparation de son budget.

26. *Ibid.*, p. 10.

27. « China's stock bubble can be traced to Angola », *Asia Times Online*, 27 mars 2007.

28. Le ministère des Finances a publié en octobre 2007 un rapport niant tout abus, et des détails sur les lignes de crédit gérés par le ministère ont été rendus publics. Voir « Governo nega mau uso dos créditos da China », *Jornal de Angola*, 18 octobre 2007.

29. T. Hodges, *Angola from Afro-Stalinism to Petro-Diamond Capitalism*, Oxford, James Currey, 2001, p. 104-105.

30. Economist Intelligence Unit, *Angola Country Report*, mars 2008.

Depuis la fin de la guerre civile, le régime angolais cherche à développer le pays tout en restant un acteur régional important. Son arsenal militaire lui donne une capacité à projeter des forces au-delà de ses frontières, alors que sa richesse pétrolière et la capacité croissante de Sonangol placent le pays parmi les principaux acteurs en Afrique, si ce n'est dans le monde. Le régime angolais a élargi ses horizons au-delà de sa survie immédiate et de la défaite de l'Unita. Il cherche maintenant à se placer au mieux dans le monde globalisé de l'après-Guerre froide. Le pragmatisme qui avait permis au régime de survivre marque la politique actuelle : de son expérience historique, le MPLA a appris qu'il doit compter sur lui-même et ne pas trop dépendre d'un partenaire.

Dans des moments critiques, le MPLA a fait des choix stratégiques ; combinés, ces choix ont assuré sa survie. Quand c'était utile, le MPLA a été un allié de l'Union soviétique. Il a cultivé cette alliance et a développé pendant la guerre un lien qui semble toujours fort avec Cuba. Mais le MPLA n'a pas hésité à changer d'alliés lorsque, dans les années 1990, les amis « progressistes » n'avaient plus la même utilité. De même, le MPLA a démontré une disposition particulière à maintenir et à développer des relations économiques profitables avec l'Occident même lorsque, à l'apogée de la Guerre froide, celui-ci soutenait activement les rebelles angolais.

C'est avec le même pragmatisme que l'Angola gère ses rapports complexes, essentiellement basés sur le pétrole, avec ses principaux clients, les États-Unis et la Chine. Le MPLA cherche en même temps à obtenir ce qu'il lui faut pour reconstruire un pays dévasté et à assurer sa mainmise sur le jeu politique et social angolais. Sa priorité est maintenant de réaliser une transformation rapide et visible du pays. Pendant une grande partie de la période après l'indépendance, le MPLA pouvait se dédouaner de sa gouvernance catastrophique en incriminant la guerre civile. Avec la fin du conflit, les pressions en faveur de la bonne gouvernance se sont accrues, mais s'il y a maintenant plus de technocrates en poste, la corruption est toujours courante et le fonctionnement de la Présidence reste opaque.

Dans la perspective des élections législatives et présidentielles prévues respectivement pour 2008 et 2009, les pressions sont plus fortes pour une amélioration de la fourniture des services de base, eau potable, électricité, gestion des déchets, éducation et santé. Des mesures comme la décentralisation, qui est prévue, devraient jouer un rôle important en mettant en place une nouvelle culture de responsabilisation des cadres. Ces changements sont au long terme, mais le MPLA admet que s'il entend conserver le pouvoir dans les années à venir, il doit organiser un changement graduel, à son propre rythme.

Les efforts angolais de reconstruction prendront des années et restent la priorité. L'Angola participera sans doute davantage aux efforts de maintien

de la paix sur le continent mais c'est de ses ressources naturelles, de sa voix en tant que membre de l'Opep, ou, de plus en plus, en tant que puissance diamantifère de premier plan qu'il tirera son influence internationale ■

Philippe Le Billon

Department of Geography et Liu Institute for Global Issues

University of British Columbia

Alex Vines

Chatham House

Royal Institute of International Affairs

Assis Malaquias

Department of Government, St Lawrence University

Traduction d'Ibrahim Ndzesop